



COUNCIL CONSEIL
OF EUROPE DE L'EUROPE

ACFC/SR (2002) 2

**RAPPORT PRÉSENTÉ PAR LA POLOGNE
CONFORMÉMENT A L'ARTICLE 25, PARAGRAPHE 1
DE LA CONVENTION-CADRE POUR LA PROTECTION
DES MINORITÉS NATIONALES**

(reçu le 10 juillet 2002)

TABLE DES MATIERES

PARTIE I : GENERALITES.....	4
1. Caractéristiques du système politique, de la division administrative et de la répartition géographique des minorités nationales et ethniques.....	5
2. Statut du droit international dans la législation nationale.....	5
3. Déclarations et discours exposant la politique de la Pologne en matière de protection des minorités nationales et ethniques.....	6
4. Caractéristiques démographiques des minorités nationales et ethniques.....	8
5. Caractéristiques générales des minorités nationales et ethniques vivant en Pologne.....	8
6. Situation dans les territoires habités par des minorités particulières.....	15
7. Données élémentaires.....	16
PARTIE II : MESURES PRISES POUR ASSURER LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION-CADRE POUR LA PROTECTION DES MINORITES NATIONALES.....	17
Article 1.....	18
Article 2.....	18
Article 3.....	18
Article 4.....	19
Article 5.....	20
Article 6.....	23
Article 7.....	24
Article 8.....	24
Article 9.....	27
Article 10.....	31
Article 11.....	32
Article 12.....	33
Article 13.....	35
Article 14.....	35
Article 15.....	40
Article 16.....	41
Article 17.....	41
Article 18.....	42
Article 19.....	44
PARTIE III : AUTORITES ET INSTITUTIONS CHARGEES D'APPLIQUER LA POLITIQUE VISANT LES MINORITES ET MESURES PRISES PAR LES ORGANES CONCERNES.....	45
PARTIE IV : DONNEES RELATIVES A LA CRIMINALITE.....	50
PARTIE V : REMARQUES FINALES.....	52
Le texte suivant existe uniquement en anglais:	
PARTIE VI : ANNEXE: LEGAL STATUS.....	54
CONSTITUTION OF THE REPUBLIC OF POLAND.....	56
PROVISIONS CONCERNING PARTICIPATION IN PUBLIC LIFE.....	59
REGULATIONS CONCERNING THE LANGUAGE.....	63
REGULATIONS CONCERNING THE CULTURE.....	68
REGULATIONS CONCERNING EDUCATION.....	68
REGULATIONS CONTAINED IN THE CODES.....	77
REGULATIONS CONTAINED IN BILATERAL AGREEMENTS.....	80
AGREEMENTS CONCLUDED WITH THE REPUBLIC OF BÉLARUS.....	80
AGREEMENTS CONCLUDED WITH THE CZECH AND SLOVAKIAN FEDERAL REPUBLIC.....	83
AGREEMENTS CONCLUDED WITH THE REPUBLIC OF LITHUANIA.....	84
AGREEMENTS CONCLUDED WITH THE RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE.....	88
AGREEMENTS CONCLUDED WITH THE RUSSIAN FEDERATION.....	91
AGREEMENTS CONCLUDED WITH THE REPUBLIC OF UKRAINE.....	93

Loi du 27 avril 2000
sur la ratification de la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales
(Journal des lois n° 50, point 579)

Article 1. Il est convenu par la présente que le Président de la République de Pologne ratifiera la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales signée à Strasbourg le 1^{er} février 1995.

Article 2. La présente loi entrera en vigueur dans un délai de quatorze jours à compter de sa publication.

Le 18 avril 2000, le Conseil des ministres de la République de Pologne adopta une déclaration interprétative relative à la *Convention-cadre pour la protection des minorités nationales*. Le président de la République de Pologne, Aleksander Kwaśniewski, signa l'acte de ratification de la Convention le 10 novembre 2000. Le 20 décembre 2000 les documents de ratification et la déclaration interprétative furent déposés au siège du Conseil de l'Europe à Strasbourg. La Pologne est partie à la Convention depuis le 1^{er} avril 2001.

Déclaration interprétative

Prenant en considération le fait que la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales ne contient pas de définition de la notion de minorités nationales, la République de Pologne déclare qu'elle comprend sous ce terme les minorités nationales résidant sur le territoire de la République de Pologne et de nationalité polonaise.

La République de Pologne mettra également en œuvre la Convention-cadre conformément à l'article 18 en concluant des accords internationaux comme mentionnés dans cet article, dont le but est de protéger les minorités nationales en Pologne et les minorités ou groupes de polonais dans les autres Etats.

PARTIE I : GENERALITES

1. Caractéristiques du système politique, de la division administrative et de la répartition géographique des minorités nationales et ethniques.

La République de Pologne a une superficie de 312 685 km² et compte 38 644 211 citoyens (selon les données publiées par le Bureau central des statistiques le 31 décembre 2000). Elle possède une frontière commune avec la République fédérale d'Allemagne, la République tchèque, la République slovaque, l'Ukraine, la République du Bélarus, la République de Lituanie et la Fédération de Russie (district de Kaliningrad).

La plupart des citoyens polonais appartenant à des minorités nationales sont des autochtones. Signalons que de 1385 à 1795 les territoires de ce qui constitue aujourd'hui la Lituanie, le Bélarus et la plus grande partie de l'Ukraine et de la Pologne formaient une seule et même entité étatique basée non pas sur la conquête mais sur une union volontaire (république multinationale). La tolérance religieuse manifestée à l'époque par la République de Pologne encouragea l'afflux d'adeptes d'autres religions qui contribuèrent à la présence sur le territoire national de Tchèques (descendants des Hussites), de Russes (membres de l'Eglise orthodoxe grecque), de Juifs et de Protestants allemands.

Avant la seconde guerre mondiale, les minorités nationales représentaient un tiers de la population totale. Cette structure démographique fut bouleversée par l'Holocauste, les modifications de frontières postérieures à 1945 et les déplacements ou le relogement de populations, de sorte qu'aujourd'hui ces minorités ne représentent plus que 2 à 3 % de la population du pays.

La République de Pologne est donc une démocratie parlementaire homogène sur le plan national. Le parlement comprend deux chambres ; il est élu au suffrage universel et direct au scrutin secret et, concernant le Sejm [Diète ou chambre basse], au scrutin égal et proportionnel. Conformément à l'ordonnance sur l'élection du Sejm et du Sénat de la République de Pologne, les partis politiques doivent dépasser le seuil des 5 % des voix et les coalitions celui des 8 %. Les comités électoraux créés par des électeurs membres d'une organisation enregistrée appartenant à une minorité nationale sont dispensés de cette formalité. Les dernières élections parlementaires, tenues le 23 septembre 2001, ont ainsi attribué des sièges au parlement à des représentants de la minorité nationale allemande - élus sur la liste de cette minorité et de la minorité bélarussienne - présentés par le SLD [Alliance sociale-démocrate].

Le parlement polonais se compose d'une chambre basse, le Sejm (Diète composée de 460 députés) et d'une chambre haute, le Sénat (composé de 100 sénateurs).

Le président est élu au suffrage universel pour cinq ans ; son mandat, de même que la législature actuelle, expirera en 2005.

Depuis l'entrée en vigueur d'une vaste réforme administrative le 1^{er} janvier 1999, la Pologne est divisée en 16 voïvodies (régions), elles-mêmes divisées en 315 districts (*powiaty*) et 2 489 municipalités (*gminy*), parmi lesquelles 65 jouissent du statut de ville et des droits municipaux correspondants. Cette nouvelle division tient compte, notamment, de l'origine nationale des habitants et prend garde de ne pas procéder à des découpages artificiels. Par conséquent, les territoires habités par de nombreux membres de la minorité lituanienne sont désormais rattachés au comté de Sejny et l'opinion, entre autres, de la minorité allemande a été dûment prise en considération lors de la création de la voïvodie d'Opole. C'est dans les voïvodies de Varmie-Mazurie, Podlasie et Opole que l'on rencontre la plus forte concentration de minorités nationales.

2. Statut du droit international dans la législation nationale.

En vertu de l'article 87 de la *Constitution de la République de Pologne* du 2 avril 1997 (Journal des lois n° 78, point 483), les sources du droit généralement applicable en République de Pologne sont la constitution, les lois, les traités ratifiés et les règlements et, dans le champ d'activité des autorités qui les ont établis, les textes de portée locale.

La Pologne respecte les principes fondamentaux du droit international, dans l'esprit de la Charte des Nations Unies et de l'Acte final de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, et elle est également partie à des accords internationaux tels que la Convention de Vienne sur le droit des traités de 1963.

Les dispositions de l'article 91 de la *Constitution* stipulent qu'après sa publication au Journal des lois de la République de Pologne, un traité ratifié fait partie intégrante de l'ordre juridique national et qu'il

est directement applicable, sauf si son application relève de la promulgation d'une loi. Un traité international ratifié régulièrement a une autorité supérieure à celle de la loi lorsque celle-ci est incompatible avec le traité. Cependant, lorsqu'un traité - ratifié par la République de Pologne et instituant une organisation internationale - en dispose ainsi, le droit créé par cette organisation est directement applicable et a une autorité supérieure en cas d'incompatibilité avec les lois internes.

3. Déclarations et discours exposant la politique de la Pologne en matière de protection des minorités nationales et ethniques

La politique de la République de Pologne à l'égard des minorités repose sur des lois internes et des instruments internationaux, signés et ratifiés par la Pologne, précisant les normes de protection applicables à leurs membres.

Après la seconde guerre mondiale et l'établissement du système de protection des droits de l'homme des Nations Unies, la Pologne devint partie à plusieurs instruments de cette organisation dont : la *Déclaration universelle des Droits de l'Homme*, la *Convention de l'UNESCO concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement*, la *Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale*, le *Pacte des Nations Unies relatif aux droits civils et politiques*, le *Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels*, ainsi que la *Convention relative aux droits de l'enfant* et la *Convention n° 111 de l'OIT concernant la discrimination (emploi et profession)*. La République de Pologne applique également la résolution 2001/55 sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques adoptée lors de la 57^e session de la Commission des Droits de l'Homme de Genève.

Signalons également que, dans le cadre des préparatifs de la Conférence mondiale sur le racisme tenue à Durban, un séminaire d'experts régionaux fut organisé à Varsovie (en juillet 2000) sur le thème de la défense et du renforcement des mécanismes internes de protection des droits de l'homme.

Sur les 275 requêtes déposées contre la République de Pologne devant la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) au 31 décembre 2001, une seule concernait la question des minorités et plus exactement une allégation de violation de la liberté d'association telle qu'elle est reconnue par l'article 11 de la *Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales*. Les requérants reprochaient aux tribunaux polonais leur refus d'enregistrer une association sous le nom : «Association des personnes de nationalité silésienne». La CEDH consacra le 17 mai 2001 une audience à cette affaire avant de rendre, le 20 décembre 2001, un arrêt approuvant la position du Gouvernement polonais. Les Juges de Strasbourg estimèrent en l'occurrence, à l'unanimité, que la Pologne n'avait pas violé la Convention.

Le Gouvernement polonais participe activement aux travaux de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) dans le domaine de la protection des droits des minorités. Dans le cadre de cette organisation, la Pologne a en effet signé plusieurs documents relatifs à cette question : l'*Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe*, le *Document de la réunion de Copenhague de la Conférence sur la dimension humaine de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe* et le document (dit «de Helsinki») intitulé *Les défis du changement*. Le Bureau des institutions démocratiques et des Droits de l'homme de l'OSCE est basé à Varsovie et, par conséquent, la Pologne accueille chaque année les délégations des cinquante-cinq Etats membres de cette organisation, ainsi que des représentants d'autres organisations internationales (intergouvernementales ou non gouvernementales). Ces réunions visent à évaluer le respect, par tous les membres, des engagements souscrits en matière de respect des droits de l'homme et de la loi et l'ordre, ainsi que des principes démocratiques. Pendant les dernières réunions, les participants soulignèrent à plusieurs reprises la nécessité de créer un modèle susceptible d'aider efficacement la communauté rom. L'expérience accumulée dans le cadre de l'OSCE pourrait se révéler précieuse pour les pays désireux d'élaborer une stratégie d'amélioration de la situation de cette minorité.

Le problème des minorités nationales fut l'un des thèmes majeurs abordés au sein du groupe de Wyszehrad et, jusqu'à présent, quatre réunions ont été spécifiquement consacrées à ce sujet à Bratislava le 10 décembre 1999, à Budapest les 27 et 28 avril 2000, à Prague le 27 octobre 2000 et à Varsovie le 20 avril 2001. Au cours de la dernière réunion dans la capitale polonaise, les participants se sont attachés à analyser les solutions juridiques en matière de protection des droits des minorités. Les participants consacrèrent une bonne partie de leur attention à l'examen de la situation de la

communauté rom et à l'échange d'expériences dans la mise en œuvre des programmes visant les minorités nationales et ethniques dans leurs pays respectifs.

La République de Pologne est membre de l'Initiative centre-européenne (INCE) qui constitue un autre forum propice à l'échange d'expériences concernant les minorités nationales et ethniques. Au début des années 1990, la Pologne et les autres Etats membres de l'INCE présentèrent des projets de programmes conjoints sur la protection des droits des minorités. C'est ainsi qu'une conférence spéciale fut organisée autour de ce thème et que le Groupe de travail pour les minorités -établi dans le cadre de l'Initiative centre-européenne - fut invité à élaborer un projet dit *Instrument de l'INCE pour la protection des droits des minorités* que la Pologne signa en avril 1995. Ce groupe de travail consacre à présent ses efforts à la mise en œuvre des dispositions de cet instrument, à l'échange d'informations et d'expériences, ainsi qu'à la coopération et à la promotion des institutions nationales et internationales établies en vue de protéger les droits des minorités nationales.

Depuis 1989, l'objectif stratégique de la politique étrangère de la Pologne est l'adhésion à l'Union européenne. Conformément aux conclusions du Conseil de l'UE tenu à Copenhague en juin 1993, les pays candidats, sont tenus de se conformer à certains critères au cours de la période de pré-adhésion. Certains de ces critères sont d'ordre politique et incluent le respect des droits des minorités nationales. Dans le cadre de l'examen des progrès réalisés sur la voie de l'adhésion, la Pologne ainsi que d'autres pays candidats, fait depuis quatre ans l'objet d'une évaluation par la Commission européenne. Signalons en passant que deux pays seulement (la Pologne et Chypre) firent l'objet d'un satisfecit de Bruxelles concernant leur politique à l'égard des minorités nationales et ethniques (principalement les Roms). La législation nationale et le fonctionnement de l'Administration polonaise ont en effet été jugés comme satisfaisants sur le plan de la protection des minorités nationales.

La Pologne fait partie des signataires de la *Charte sociale européenne* qui contient des dispositions relatives à la discrimination entre employés. L'article 11 du *Code du travail* polonais interdit toute forme de discrimination dans les relations de travail et plus spécialement celles fondées sur le sexe, l'âge, l'incapacité, la race, la nationalité, les opinions (notamment politiques ou religieuses) et l'appartenance à un syndicat. Les priorités en matière de politique d'égalité d'accès à l'emploi sont reprises dans la *Stratégie nationale de croissance de l'emploi et de développement des ressources humaines pour 2000-2006* et du *Programme national d'action en faveur de l'emploi pour 2000-2001*. Ces deux documents répertorient des tâches relevant de la compétence de divers ministères, administrations et autres institutions.

La participation de la Pologne aux processus d'intégration européenne ayant vu le jour ces dix dernières années se double d'un intérêt accru à l'égard des minorités. Varsovie a adopté les normes internationales régissant la protection des droits de l'homme et coopère activement avec d'autres pays démocratiques à leur renforcement.

Dès la fin du processus de transformation de son système politique en 1989, la Pologne a modifié sa politique à l'égard des minorités nationales comme le prouve le discours prononcé par le premier ministre Tadeusz Mazowiecki et la création de la Commission pour les minorités nationales et ethniques du Sejm de la République de Pologne. S'exprimant sur ce sujet, Tadeusz Mazowiecki a notamment déclaré : «Nous désirons qu'elles [les minorités] se sentent ici chez elles, qu'elles cultivent leur langue et qu'elles enrichissent notre communauté avec leur culture». Les grandes lignes de la politique du Gouvernement polonais en la matière furent également exposées par son ministre des Affaires étrangères, Władysław Bartoszewski, lors d'un discours intitulé *Démocratie et politique étrangère* prononcé le 24 octobre 2000 devant l'Institut polonais des affaires internationales. Outre le processus d'intégration européenne et les relations avec les pays voisins, ce discours abordait la protection des droits des minorités nationales et la nécessité d'élaborer des normes modernes internationales de protection des droits de l'homme. Le ministre se déclarait notamment convaincu que la prévention des conflits nationaux et ethniques devait jouer un rôle majeur dans la politique intérieure et étrangère de la Pologne.

4. Caractéristiques démographiques des minorités nationales et ethniques

La Pologne compte actuellement treize minorités nationales et ethniques représentant environ un million d'individus (soit 2 à 3 % de la population totale). Certaines vivent regroupées en communautés, les autres sont dispersées. Dans la période qui suivit la guerre, aucune donnée relative à l'importance numérique des minorités ne fut recueillie, de sorte que les chiffres cités correspondent à des estimations. Les seules informations historiques complètes sur la structure démographique dont nous disposons proviennent des recensements effectués avant la guerre (en 1921 et en 1931). En 1998, le Bureau central des statistiques décida d'inclure la catégorie «nationalité» dans le recensement général préliminaire. Le 2 décembre 1999, le parlement adopta la *loi sur le recensement général de la population et des logements* (Journal des lois 2000 n° 1, point 1 modifié) prévoyant l'organisation du référendum en mai 2002. Le questionnaire qui sera utilisé contient notamment deux questions relatives à la nationalité : «A quelle nationalité appartenez-vous ?» et «Quelle(s) langue(s) parlez-vous le plus souvent à la maison ?». Les résultats du recensement seront disponibles vers le milieu de 2003.

5. Caractéristiques générales des minorités nationales et ethniques vivant en Pologne

La Pologne abrite actuellement les minorités nationales et ethniques suivantes :

Minorité	Population estimée (en milliers)	Concentrations les plus fortes
Bélarussiens	200-300	Voïvodie de Podlasie
Tchèques	3	Voïvodies de Basse Silésie, Lublin et Lodz
Caraïtes	0,2	Dispersés
Lituanais	20-25	Voïvodie de Podlasie
Lemks	60-70	Voïvodies de Petite-Pologne (Basse et Haute Silésie), des Basses Carpates, de Basse Silésie, de Varmie-Mazurie et de Lubusz
Allemands	300-500	Voïvodies d'Opole, de Silésie, de Varmie-Mazurie et de Cujavie-Poméranie
Arméniens	5-8	Voïvodies de Basse Silésie et de Petite-Pologne
Tsiganes	20-30	Voïvodies de Petite-Pologne, mais généralement dispersés
Russes	10-15	Voïvodies de Podlasie et Varmie-Mazurie
Slovaques	10-20	Voïvodie de Petite-Pologne (Szpisz et Orawa)
Tatares	5	Voïvodie de Podlasie
Ukrainiens	200-300	Voïvodies de Basse Silésie, de Lublin, de Petite-Pologne, des Basses Carpates et de Varmie-Mazurie, ainsi que région de Zachodniopomorskie (Poméranie occidentale)
Juifs	8-10	Dispersés

En outre, les territoires de la voïvodie de Poméranie sont habités par la communauté kaszub : un groupe ethnique cultivant ses traditions régionales et parlant une langue différente du polonais. La population de ce groupe comprendrait entre personnes et ses droits linguistiques sont parfaitement respectés, conformément aux dispositions pertinentes de la *Constitution*.

- **Les Bélarussiens** forment une minorité nationale d'environ 200 à 300 000 individus habitant généralement le territoire de la voïvodie de Podlasie. Une très grande majorité appartient à l'Eglise orthodoxe autocéphale de Pologne.
Signalons que, dans la voïvodie de Podlasie, des représentants de la communauté bélarussienne siègent dans les instances des collectivités locales et détiennent la majorité au conseil d'une partie des comtés et municipalités. D'autres représentants de cette minorité siègent même au parlement.

Principales organisations :

- Société sociale et culturelle bélarussienne,
- Association bélarussienne de la République de Pologne regroupant les entités suivantes : Association littéraire bélarussienne «Białowieża», Association historique bélarussienne, Association des journalistes bélarussiens, Comité de rédaction de l'hebdomadaire «Niwa», Association des étudiants bélarussiens, Association bélarussienne «Chatka» (à Gdańsk) et Union démocratique bélarussienne (un parti politique),
- Union de la jeunesse bélarussienne.

Principaux organes de presse :

«Niwa» - une publication hebdomadaire,
«Czasopis» - une publication mensuelle,
«Haradockija Nawiny»,
«Prawincyja»,
«Termapily»,
«Annus Albaruthenicus»,
«Bielski Hościniec»,
«Belarussian Historic Notebooks» [carnets historiques bélarussiens] -
une publication semestrielle

Principaux événements culturels :

Festival de musique de la jeunesse bélarussienne «Basowiszcz»
Festival de la chanson bélarussienne à Białystok,
Festival de la culture bélarussienne à Białystok,
Ateliers littéraires polonais et bélarussiens «Biazmiezza»,
Concours de prose et de poésie «Debiut»,
Fête religieuse «Kupalle» à Białowieża.

- **Les Tchèques** forment une minorité nationale d'environ 3 000 individus habitant la région de la vallée de Kłodzko, de Lubelszczyzna et de la ville de Żelów (près de Piotrków Trybunalski). Les Tchèques vivant en Pologne sont traditionnellement membres de l'Eglise évangélique.

Principale organisation :

- Club tchèque au sein de l'Association des Slovaques de Pologne (à laquelle les représentants de la minorité tchèque sont affiliés).

- **Les Caraïtes** forment une minorité ethnique d'origine turque d'environ 200 000 individus dispersés dans divers gros comtés de Pologne.

Ayant perdu l'usage de leur langue maternelle, les membres de cette communauté se distinguent essentiellement désormais par leur religion qui est dérivée du judaïsme et de l'islam.

Principale organisation :

- Association religieuse caraïte.

- **Les Lituaniens** forment une minorité nationale forte d'environ 20 à 25 000 individus concentrés principalement sur le territoire des municipalités de Puńsk, Szypliszki, Krasnopol et Sejny (voïvodie de Podlasie).

La très grande majorité appartient à l'Eglise catholique romaine.

Dans la municipalité de Puńsk, les Lituaniens représentent plus de 80 % de la population et ont acquis une influence considérable au sein de la collectivité locale autonome. Ils comptent également des représentants au sein du conseil de comté de Sejny.

Principales organisations :

- Communauté lituanienne de Pologne,
- Association des Lituaniens de Pologne,
- Société lituanienne Saint Casmir.

Principaux organes de presse :

«Ausra» - une publication bimensuelle

«Ausrele» - une publication mensuelle pour enfants.

Principaux événements culturels :

Fête folklorique «Zolines» à Puńsk,

Rallye des Lituaniens à Pszczelnik,

Festival annuel de théâtre paysan à Puńsk,

Sąskrydis - rassemblement de formations musicales lituaniennes sur les rives du lac Gałduś,

Nuit du solstice d'été à Puńsk.

- **Les Lemks** forment une minorité ethnique d'environ 60 000 à 70 000 individus. Ils habitaient jadis ce qu'il est convenu d'appeler la Łemszczyzna (Pays des Lemks), à savoir la partie inférieure des monts Beskid et une partie des monts Sądecki. Dans le cadre de l'action «Wisła» de 1947 (condamnée par la chambre haute du parlement polonais en 1990), les Lemks furent déplacés et la plupart d'entre eux vivent aujourd'hui hors de leur région natale dans les voïvodies de Varmie-Mazurie, Lubusz, Poméranie occidentale et Basse Silésie.

Signalons cependant que certains Lemks échappèrent au déplacement de force et que d'autres furent autorisés à retourner dans leur région natale en 1956, de sorte que la communauté est concentrée dans les voïvodies des Basses Carpates et de Petite-Pologne.

Certains Lemks revendiquent leur appartenance à la nation ukrainienne, tandis que d'autres déclarent former une minorité nationale séparée.

Principales organisations :

- Union des Lemks (affiliée à l'Association des Ukrainiens de Pologne),
- Association des Lemks,
- Association «Ruska Burska» à Gorlice,
- Société pour l'épanouissement de la culture Lemk du musée de Zydranowa,
- Cercle démocratique russe des Lemks «Hospodar» (parti politique).

Principaux organes de presse :

«Biesiada» - une publication trimestrielle,

«Zahoroda» - une publication trimestrielle,

«Watra» - une publication trimestrielle,

«Lemkiwska Storinka», supplément à l'hebdomadaire ukrainien «Nasze Słowo» [notre monde].

Principaux événements culturels :

«Watra» lemks à Zdynia,

«Watra na Obczyźnie» à Michałów,

«Kiermesz w Olechowcu»,

«Spotkanie z Łemkowszczyzną» [réunion dans le Pays des Lemks],

«Od Rusal do Jana» à Zydranowa.

- **Les Allemands** forment une minorité nationale d'environ 300 000 à 500 000 individus, habitant les voïvodies d'Opole, Silésie, Basse Silésie, Varmie-Mazurie et Cujavie-Poméranie. Ils sont pour la plupart catholiques, à l'exception de quelques Protestants (membres de l'Eglise évangélique d'Augsbourg). Dans certaines municipalités de la voïvodie d'Opole, les Allemands constituent la majorité de la population et jouent par conséquent un rôle majeur dans les institutions des collectivités locales. Dans cette voïvodie, la minorité allemande est arrivée deuxième aux dernières élections régionales et fait donc partie de la coalition au pouvoir dans les organes représentatifs de la voïvodie. Des représentants de la minorité allemande siègent en outre au parlement polonais depuis les élections de 1991.

Principales organisations :

- Union des associations allemandes sociales et culturelles de Pologne qui regroupe dix membres permanents :
 - Le conseil de la Société sociale et culturelle des Allemands de la voïvodie d'Opole, les conseils des Sociétés sociales et culturelles des Allemands des voïvodies de Silésie, Poméranie occidentale, Grande-Pologne, Lodz, Lubusz et Basse Silésie, le conseil de l'Union des associations allemandes de l'ancienne Prusse occidentale, le conseil de l'Association des personnes d'origine allemande de la voïvodie de Cujavie-Poméranie, plus sept membres associés :
 - l'Union des agriculteurs silésiens, l'Union des femmes silésiennes vivant en milieu rural, la Société médicale silésienne, la Société des chanteurs de Haute Silésie, la Société caritative de Silésie, la Société allemande pour l'éducation, L'Union de la jeunesse de la minorité allemande de la République de Pologne.

Les organisations de la minorité allemande n'opérant pas sous l'égide de l'Union des associations sociales et culturelles allemandes de Pologne incluent :

- l'Association de la minorité allemande d'Olsztyn,
- l'Association de la région de Mazurie,
- la Communauté allemande «Réconciliation et futur»,
- l'Association silésienne autonome,
- l'Institut Eichendorff,
- l'Association des auteurs et compositeurs de la minorité allemande de Pologne à Bytom.

Principaux événements culturels :

Fête de la moisson du diocèse et de la région du mont Sainte Anne,

Été artistique des minorités nationales d'Olsztyn,

Choralies de Walce,

Rencontre des groupes et orchestres folkloriques de la minorité allemande à Leśnica,

Rencontre des créateurs artistiques à Dobrodzień et Dobrzeń,

Entretiens de Mazurie à Mrągowo.

Principaux organes de presse :

«Schlesisches Wochenblatt» - une publication hebdomadaire,

«Hoffnung» - une publication mensuelle,

«Masurische Storchenpost» - une publication mensuelle,

«Mitteilungsblatt» - une publication mensuelle,

«Information and Cultural Bulletin» - une publication bimestrielle,

«Cultural Education Notebooks» - une publication trimestrielle.

- **Les Arméniens** forment une minorité nationale d'environ 5 000 à 8 000 individus vivant dans toutes les régions de Pologne avec une certaine concentration en Basse Silésie et à Cracovie. Les Arméniens vivant en Pologne sont pour la plupart des Catholiques arméniens ou romains et la grande majorité d'entre eux a perdu l'usage de sa langue maternelle.

Principales organisations :

- Société culturelle arménienne,
- Association J. Teodorowicz des Arméniens de Pologne.

Principaux organes de presse :

«Bulletin de la Société culturelle arménienne» - une publication trimestrielle.

Principal événement culturel :

Réunions nationales polonaises des communautés arméniennes de Cracovie.

- **Les Tsiganes (Roms)** forment une minorité ethnique d'environ 20 000 à 30 000 individus répartis en quatre groupes principaux : les Roms polonais [Polska Roma] et les Tsiganes de Kelderasze, de Lowarzy et des Carpates [Bergitka Roma]. La majorité d'entre eux vivent dans les grandes agglomérations - Varsovie, Poznan, Wrocław, Lodz et Gdansk - à l'exception des Bergitka Roma qui habitent les régions montagneuses de la voïvodie de Petite-Pologne (entre Nowy Sącz et Nowy Targ). On retrouve aussi des membres du groupe des Bergitka Roma dans les villes de la région de Haute Silésie et à Nowa Huta (faubourg de Cracovie) où certains d'entre eux travaillaient dans les années 1950.

La majorité des Tsiganes de Pologne sont des Catholiques romains, mais certains sont membres de l'Eglise du Saint-Esprit et des Témoins de Jéhovah.

Principales organisations :

- Conseil central des Roms,
- Association des Roms de Pologne,
- Association de la minorité nationale rom «Union des Roms» à Włocławek,
- Association des Roms à Cracovie,
- Centre culturel rom - une société sociale et culturelle basée à Tarnów,
- Centre social et culturel des Tsiganes de la République de Pologne à Kędzierzyn-Koźle,
- Association des Roms polonais de Szczecinek,
- Association des femmes polonaises de Cracovie,
- Association des Roms de Pologne «Czechań» à Bytom,
- Association des créateurs et des amis de la culture tsigane à Gorzów Wielkopolski,
- Association des Roms du district de Nowy Sącz.

Principaux organes de presse :

«Rrom po Drom» - une publication mensuelle,
«Dialog - Pheniben» - une publication trimestrielle.

Principaux événements culturels :

Rencontres internationales des groupes musicaux tsiganes à Gorzów Wielkopolski,
Festival international de la chanson et de la culture roms à Ciechocinek,
Camp international pour la commémoration des Roms - Tarnów - Żabno - Szczurowa,
Cérémonies d'ouverture et de clôture de la saison tsigane à Tarnów.

- **Les Russes** forment une minorité nationale d'environ 10 000 à 15 000 individus vivant principalement à Białystok, Gdansk, Cracovie, Lodz et Varsovie, ainsi que dans la région de Suwalszczyzna et en Mazurie.

Les Russes de Pologne revendiquent leur appartenance à l'Eglise orthodoxe grecque. Une petite partie d'entre eux sont des Vieux Croyants représentés depuis 1983 par le Conseil suprême des Vieux Croyants ; ce groupe naquit pendant la deuxième moitié du XVII^e siècle d'une scission au sein de l'Eglise orthodoxe russe à la suite du Concile œcuménique de 1654. Les Vieux Croyants qui fuyaient les persécutions religieuses arrivèrent en Pologne en provenance du nord de la Russie aux alentours de 1680.

Principale organisation :

- Association culturelle et éducative russe à Białystok,
- Association «Communauté russe» à Varsovie.

Principal événement culturel :

Journées de la culture russe à Białystok.

- **Les Slovaques** forment une minorité nationale d'environ 10 000 à 20 000 individus vivant traditionnellement dans la région de Spisz et Orawa (voïvodie de Petite-Pologne). Les Slovaques se déclarent membres de l'Eglise catholique romaine.

Principale organisation :

- Association des Slovaques de Pologne.

Principal organe de presse :

«Zivot» - une publication mensuelle

Principaux événements culturels :

Journées de la culture slovaque à Jabłonka Orawska,
Rencontres des orchestres paysans d'instruments à vent,
Rencontres folkloriques de Krempachy.

- **Les Tatares** forment une minorité ethnique d'environ 5 000 individus vivant dans des colonies autochtones de la région de Białostoczczyzna (Bohoniki et Kruszyniany), Wielkopolska, Gdansk Poméranie et Silésie, ainsi que dans les villes de Białystok, Dąbrowa Białostocka, Sokółka, Gdansk, Gorzów Wielkopolski, Varsovie et Poznan. Les Tatares de Pologne ont perdu l'usage de leur langue natale, mais sont restés fidèles à leur religion : l'islam.

Principale organisation :

- Association des Tatares polonais de la République de Pologne.

Principaux organes de presse :

«Magazine annuel des Tatares polonais»,
«La vie tatare» - une publication trimestrielle,
«Almannah Millet» - une publication semestrielle.

Principal événement culturel :

Académie d'été sur les Tatares polonais.

- **Les Ukrainiens** forment une minorité nationale d'environ 200 000 à 300 000 individus. Dans le cadre de l'action Wisla menée par le gouvernement communiste en 1947, les Ukrainiens du sud-ouest de la Pologne furent déplacés vers le nord et l'ouest du pays. A présent, cette minorité est donc dispersée, ce qui gêne considérablement ses activités. La plus grande concentration d'Ukrainiens se trouve dans les voïvodies de Varmie-Mazurie, Poméranie occidentale, Basse Silésie, Lublin et Podlasie. Signalons cependant que certains Ukrainiens échappèrent au déplacement de force et que d'autres furent autorisés à retourner dans leur région natale en 1956, de sorte que la communauté est aujourd'hui concentrée dans les voïvodies des Basses Carpates et de Petite-Pologne. La majorité des Ukrainiens de Pologne appartient à l'Eglise catholique ukrainienne byzantine, mais certains se déclarent membres de l'Eglise orthodoxe autocéphale de Pologne. La minorité ukrainienne dispose au sein des institutions des collectivités locales, surtout dans la voïvodie de Varmie-Mazurie, d'une cinquantaine de représentants à divers échelons (y compris le chef du conseil [*sejmik*] de voïvodie).

Principales organisations :

- Association des Ukrainiens de Pologne,
- Association de la jeunesse ukrainienne indépendante,
- Association des Ukrainiens de la région de Podlasie,
- Fraternité de l'Eglise orthodoxe Saint Wladimir,
- Société des enseignants ukrainiens de Pologne,
- Association des prisonniers politiques ukrainiens de l'ère stalinienne,
- Fondation pour la culture ukrainienne,
- Fondation de Saint Wladimir le Baptiste de Kiev.

Principaux organes de presse :

«Nasze Słowo» - une publication hebdomadaire,
«Svitanok» - un supplément pour enfants du magazine «Nasze Słowo»,
«Nad Buhom i Narwoju» - une publication bimensuelle.

Principaux événements culturels :

Festival de la culture ukrainienne à Sopot,
Festival de la culture ukrainienne de Podlasie,
Journées de la culture ukrainienne,
Foire de la jeunesse à Gdańsk.

- **Les Juifs** forment une minorité nationale d'environ 8 000 à 10 000 individus dispersés dans toute la Pologne et vivant principalement dans les grandes villes.
Les Juifs sont des adeptes du judaïsme.

Principales organisations :

- Société sociale et culturelle des Juifs de Pologne,
- Association des enfants de l'Holocauste en Pologne,
- Association de l'institut historique juif,
- Union polonaise des étudiants juifs,
- Fédération des organisations juives,
- Union des communautés religieuses juives de la République de Pologne,
- Théâtre d'Etat juif E. R. Kamińska.

Principaux organes de presse :

«Dos Jidisze Wort» [le monde juif] - une publication hebdomadaire,
«Midrasz» - une publication mensuelle.

Principaux événements :

Festival de la culture juive à Cracovie,
Marche des vivants à Auschwitz,
Journée du souvenir des victimes de la Shoah,
Anniversaire du soulèvement du ghetto de Varsovie.

Signalons en outre que les organes de presse et les organisations confessionnelles jouent un rôle majeur dans la préservation de l'identité nationale des minorités :

- Revue orthodoxe grecque, une publication mensuelle,
- Fraternité orthodoxe grecque Saint Cyril et Methodius,
- Fraternité de la jeunesse orthodoxe grecque,
- Association religieuse caraïte de la République de Pologne,
- «Błahovist», un magazine publié par l'Eglise catholique ukrainienne byzantine,
- Union des communautés religieuses juives de la République de Pologne,

- «Le monde de l'islam», le magazine social et culturel des Tatares polonais.

6. Situation dans les territoires habités par des minorités particulières

La majorité des personnes appartenant à l'une des diverses minorités nationales habite les voïvodies occidentales, c'est-à-dire les moins développées sur le plan économique. Le PIB de ces voïvodies représente entre 24 et 26 %¹ de la moyenne constatée dans l'UE et le revenu par habitant entre 26,1 et 27,8 % de cette même moyenne. D'après des données publiées fin juillet 2001, le taux de chômage dans cette région (composée principalement de petites exploitations agricoles) atteint 13,8 % dans la voïvodie de Podlasie, 25,6 % dans la voïvodie de Varmie-Mazurie et 16,2 % dans la voïvodie des Basses Carpates.

Signalons cependant une augmentation du nombre d'entreprises à participation étrangère dans la région. Les voïvodies des Basses Carpates, de Varmie-Mazurie et de Podlasie ont enregistré un accroissement de leur production vendue de 3,7, 2,5 et 1,7 % respectivement.

Les zones rurales des voïvodies de Poméranie occidentale et de Lubusz, habitées majoritairement par les minorités ukrainienne et lemko, sont confrontées à une situation économique difficile, caractérisée par un fort chômage et consécutive à l'effondrement de l'ancien système d'exploitations agricoles appartenant à l'Etat (PGR).

Les autres régions de la République de Pologne habitées par des minorités nationales semblent être en meilleure posture. Elles ont enregistré une augmentation du nombre de leurs sociétés commerciales de l'ordre de 5,6 % pendant le premier semestre 2001 par rapport à la même période de l'année précédente (qui était elle-même en augmentation de 4,1 % par rapport au premier semestre 1999), une amélioration de la situation financière des entreprises et un accroissement de la rentabilité de l'activité économique. La voïvodie d'Opole, berceau de la minorité allemande, affiche de bons résultats économiques.

¹ Toutes les données citées dans ce chapitre ont été publiées par le Bureau central des statistiques.

7. Données élémentaires

	Surface en km ² (au 31 décembre 2000)	Population (au 31 décembre 2000)	PIB par habitant (au 31 décembre 2000)	Nombre de chômeurs inscrits (au 31 décembre 2000)	Taux de chômage (au 31 décembre 2000)
POLOGNE	312 685	38 644 211	15 914	2 702,6	15,0
Voïvodie de Basse Silésie	19 948	2 972 667	16 273	231,7	18,1
Voïvodie de Cujavie- Poméranie	17 970	2 099 724	14 121	181,2	19,4
Voïvodie de Lublin	25 114	2 232 054	11 112	159,7	14,0
Voïvodie de Lubusz	13 984	1 023 988	14 444	89,1	20,5
Voïvodie de Lodz	18 219	2 643 385	14 497	208,1	16,1
Voïvodie de Petite-Pologne	15 144	3 233 799	14 231	185,2	11,9
Voïvodie de Mazovie	35 579	5 072 335	23 760	289,9	11,1
Voïvodie d'Opole	9 412	1 084 665	13 320	69,3	15,3
Voïvodie des Basses Carpatés	17 926	2 218 605	11 685	182,2	15,9
Voïvodie de Podlasie	20 180	1 221 128	11 580	79,2	13,7
Voïvodie de Poméranie	18 293	2 198 322	16 120	147,2	16,2
Voïvodie de Silésie	12 294	4 847 600	17 565	259,8	12,8
Voïvodie de Sainte-Croix	11 691	1 322 879	12 435	118,5	16,5
Voïvodie de Varmie- Mazurie	24 203	1 468 313	12 341	158,2	24,5
Voïvodie de Grande- Pologne	29 826	3 360 899	16 747	193,3	12,3
Voïvodie de Poméranie occidentale	22 902	1 733 848	15 924	150,1	20,5

Source : Bureau central des statistiques (GUS)

***PARTIE II : MESURES PRISES POUR ASSURER LA MISE EN ŒUVRE DE LA
CONVENTION-CADRE POUR LA PROTECTION DES MINORITES NATIONALES***

Article 1

La protection des minorités nationales et des droits et libertés des personnes appartenant à ces minorités fait partie intégrante de la protection internationale des droits de l'homme et, comme telle, constitue un domaine de la coopération internationale.

La Pologne a adopté un certain nombre de lois intégrant des principes ou des instruments du droit international, notamment en ce qui concerne la protection des droits des minorités nationales. La première partie du présent rapport (chapitres 2 et 3) répertorie les principales lois pertinentes et décrit le statut du droit international dans l'ordre juridique interne.

Article 2

Les dispositions de la présente Convention-cadre seront appliquées de bonne foi, dans un esprit de compréhension et de tolérance ainsi que dans le respect des principes de bon voisinage, de relations amicales et de coopération entre les Etats.

La Pologne ayant ratifié la *Convention*, elle est tenue d'ajuster sa législation interne en fonction des principes posés par cet instrument. Cependant, cette ratification impose avant tout à l'Etat polonais de déclarer solennellement qu'il reprend à son compte les objectifs énumérés dans le préambule de la Convention : la Pologne reconnaît ainsi que la protection des minorités nationales est essentielle pour la stabilité, la sécurité et la paix en Europe et que la diversité ethnique, linguistique, religieuse et culturelle doit être respectée dans la mesure où elle constitue une richesse pour le pays et ses citoyens. La Pologne, en sa qualité de signataire de la Convention, contribue - par l'apport du patrimoine culturel de ses minorités nationales - au renforcement de l'héritage culturel commun de l'Europe.

Cette attitude s'inscrit en outre dans une tradition séculaire : la République de Pologne est demeurée pendant des siècles un havre de tolérance religieuse et nationale au centre de l'Europe en donnant refuge à diverses minorités (tatare, juive, arménienne, caraïte ou rom) fuyant les persécutions.

Dans les pays démocratiques, la présence de minorités nationales constitue un atout social et culturel. Suite aux changements intervenus en Pologne après 1989, les minorités nationales et ethniques jouissent de tous leurs droits en vertu du droit interne et international. Le Gouvernement polonais tient compte de leur avis et s'efforce de créer des conditions propices au renforcement de leur culture et de leur identité, ainsi que de promouvoir l'ouverture et la tolérance de la société polonaise, surtout parmi la jeunesse.

Article 3

- 1. Toute personne appartenant à une minorité nationale a le droit de choisir librement d'être traitée ou ne pas être traitée comme telle et aucun désavantage ne doit résulter de ce choix ou de l'exercice des droits qui y sont liés.*

L'article 53 de la *Constitution* garantit la liberté de conscience. Son premier paragraphe dispose que nul ne peut être engagé par les autorités de la puissance publique à révéler sa conception du monde, ses convictions religieuses ou sa confession. En vertu de l'article 31 de ce même texte, la liberté de l'homme est protégée par la loi et nul ne peut être contraint à accomplir des actes qui ne lui sont pas imposés par la loi.

En outre, selon l'article 51, paragraphe 1, nul ne peut être engagé autrement qu'en vertu d'une loi de révéler des informations le concernant.

L'une des premières lois adoptées à la suite du changement de système politique en 1989 garantit la liberté de conscience et de religion (loi du 17 mai 1989, Journal des lois 2000 n° 26, point 319). Ces questions sont également réglées par la loi du 29 août 1997 sur la protection des données à caractère personnel (Journal des lois n° 133, point 883 modifié) dont l'article 27 interdit le traitement des données révélant l'origine raciale ou ethnique sauf dans les cas expressément prévus par ladite loi.

La liberté de chacun de revendiquer ou pas l'appartenance à une minorité nationale est consacrée dans les traités signés par la Pologne avec la République fédérale d'Allemagne, les Républiques tchèque et slovaque, l'Ukraine, la République du Bélarus et la République de Lituanie.

2. *Les personnes appartenant à des minorités nationales peuvent individuellement ainsi qu'en commun avec d'autres exercer les droits et libertés découlant des principes énoncés dans la présente Convention-cadre.*

La possibilité d'exercer les droits et libertés individuellement et en commun est consacrée dans les traités signés par la Pologne avec la République fédérale d'Allemagne, les Républiques tchèque et slovaque, l'Ukraine, la République du Bélarus et la République de Lituanie.

Article 4

1. *Les Parties s'engagent à garantir à toute personne appartenant à une minorité nationale le droit à l'égalité devant la loi et à une égale protection de la loi. A cet égard, toute discrimination fondée sur l'appartenance à une minorité nationale est interdite.*

En République de Pologne, la garantie d'égalité devant la loi est un principe fondamental consacré par plusieurs articles de la *Constitution* :

- L'article 2 stipule que la République de Pologne est un Etat démocratique de droit mettant en œuvre les principes de la justice sociale.
- L'article 5 stipule que la République de Pologne sauvegarde l'indépendance et l'inviolabilité de son territoire, garantit les libertés et les droits de l'homme et du citoyen ainsi que la sécurité des citoyens, sauvegarde le patrimoine national et assure la protection de l'environnement s'inspirant du principe du développement durable.
- L'article 7 stipule que les autorités de la puissance publique déploient leurs activités en vertu et dans les limites du droit.

Les personnes dont les droits et libertés constitutionnels ont été violés peuvent former un recours devant le Tribunal constitutionnel. L'article 79, paragraphe 1, de la *Constitution* souligne en effet que toute personne dont les libertés ou les droits ont été violés, a le droit, conformément aux principes définis par la loi, de porter plainte devant le Tribunal constitutionnel en matière de conformité avec la constitution de la loi ou d'un autre acte normatif en vertu duquel l'autorité judiciaire ou l'autorité de l'administration publique se sont définitivement prononcées sur les libertés ou les droits de cette personne ou sur ses devoirs définis par la constitution.

Quant à l'article 80 de cette même *Constitution*, il précise que toute personne a le droit d'adresser au Défenseur des Droits civiques, suivant les principes définis par la loi, une demande d'assistance en matière de protection des libertés et des droits auxquels les autorités de la puissance publique ont porté atteinte. La création de l'institution du Défenseur des Droits civiques remonte à 1987. L'article 208 de la *Constitution* lui affecte la tâche de sauvegarder les libertés et les droits de l'homme et du citoyen définis par la constitution et par d'autres actes normatifs (voir aussi la loi du 17 juillet 1987, Journal des lois 2001 n° 14, point 147). Depuis ses débuts, cette institution accorde un intérêt soutenu à la question des minorités nationales et ethniques.

L'article 31 de la *Constitution* stipule que :

- La liberté de l'homme est protégée par la loi.
- Chacun a le devoir de respecter les libertés et les droits d'autrui. Nul ne peut être contraint à accomplir des actes qui ne lui sont pas imposés par la loi.
- L'exercice des libertés et des droits constitutionnels ne peut faire l'objet que des seules restrictions prévues par la loi lorsqu'elles sont nécessaires, dans un Etat démocratique, à la sécurité ou à l'ordre public, à la protection de l'environnement, de la santé et de la moralité publiques ou des libertés et des droits d'autrui. Ces restrictions ne peuvent porter atteinte à l'essence des libertés et des droits.

2. *Les Parties s'engagent à adopter, s'il y a lieu, des mesures adéquates en vue de promouvoir, dans tous les domaines de la vie économique, sociale, politique et culturelle, une égalité pleine et*

effective entre les personnes appartenant à une minorité nationale et celles appartenant à la majorité. Elles tiennent dûment compte, à cet égard, des conditions spécifiques des personnes appartenant à des minorités nationales.

L'article 32 de la *Constitution* joue un rôle majeur dans la défense de l'égalité devant la loi et de l'égalité de traitement. Il stipule en outre que nul ne peut être discriminé dans la vie politique, sociale ou économique pour une raison quelconque.

L'interdiction de discrimination est également consacrée par l'article 11³ du Code du travail qui prohibe toute discrimination directe ou indirecte dans les relations de travail, particulièrement celles fondées sur le sexe, l'âge, l'incapacité, la race, la nationalité, les convictions politiques ou religieuses ou l'appartenance à un syndicat.

Les conditions énoncées à l'article 4 de la *Convention* sont parfaitement respectées dans le projet de *loi sur les minorités nationales et ethniques*.

3. Les mesures adoptées conformément au paragraphe 2 ne sont pas considérées comme un acte de discrimination.

Article 5

- 1. Les Parties s'engagent à promouvoir les conditions propres à permettre aux personnes appartenant à des minorités nationales de conserver et développer leur culture, ainsi que de préserver les éléments essentiels de leur identité que sont leur religion, leur langue, leurs traditions et leur patrimoine culturel.*

L'article 35 de la *Constitution* joue un rôle majeur dans la défense des intérêts des minorités nationales. Il garantit aux citoyens polonais appartenant à des minorités nationales et ethniques la liberté de conserver et de développer leur propre langue, de conserver les coutumes et les traditions et de développer leur propre culture. Les représentants des minorités nationales et ethniques ont le droit de créer leurs propres établissements d'enseignement, des institutions culturelles et des institutions servant la protection de leur identité religieuse et la participation à la prise de décisions dans le domaine de leur identité culturelle.

En vertu de l'article 48, paragraphe 1, de cette même *Constitution*, les parents ont le droit d'assurer une éducation à leurs enfants qui soit conforme à leurs convictions et tienne compte du développement des capacités de l'enfant, ainsi que de sa liberté de conscience, de religion et de ses convictions. Ce principe est développé dans l'article 53, paragraphe 3, qui garantit aux parents le droit d'assurer à leurs enfants une éducation et un enseignement moral et religieux conformes à leurs propres convictions. Le paragraphe 4 du même article stipule que la religion d'une Eglise ou d'une autre union confessionnelle à statut juridique régulier peut être enseignée à l'école, à condition de ne pas porter atteinte à la liberté de conscience et de religion d'autrui.

Ces garanties sont notamment respectées par le système éducatif polonais qui permet la préservation de l'identité des membres des minorités nationales, telle qu'elle se manifeste par la pratique d'une religion. A la demande des parents (ou des tuteurs légaux) des enfants, ou bien à la demande de ces derniers (s'agissant d'élèves plus âgés), les écoles primaires et secondaires de l'enseignement public doivent organiser des cours d'instruction religieuse. La base juridique de cet enseignement repose sur l'article 12 de la *loi sur le système éducatif* du 7 septembre 1991 (Journal des lois 1996 n° 67, point 329 modifié), ainsi que son décret d'application (signé le 14 avril 1992 par le ministre de l'Education nationale) fixant les modalités des cours d'instruction religieuse (Journal des lois n° 36, point 155 modifié).

Les élèves appartenant à des minorités nationales apprennent et développent leurs traditions et leur patrimoine culturels pendant l'ensemble des classes ou du parcours pédagogique (voir les commentaires relatifs à l'application de l'article 14 de la *Convention*). C'est ainsi, notamment, que les leçons d'histoire ou de géographie, sont pour eux l'occasion d'approfondir les connaissances sur leur pays d'origine.

Ce processus pédagogique et éducatif est renforcé par une initiative, dite «Education régionale : le patrimoine culturel dans la région», permettant aux élèves de découvrir le processus d'interpénétration

et d'enrichissement mutuel des cultures coexistantes dans les zones habitées par des personnes d'origines nationales, ethniques et religieuses différentes. Le but de cette initiative est également d'introduire un dialogue interculturel dans le système pédagogique et éducatif afin d'encourager l'ouverture d'esprit et la tolérance parmi la jeune génération (voir aussi l'article 6 de la *Convention*).

Le Gouvernement polonais soutient un certain nombre d'initiatives lancées par des communautés de minorité nationale afin de préserver et de renforcer leur culture en milieu scolaire ; il répartit notamment dans ce but des subventions financées par des dons émanant du secteur privé.

En outre, l'Etat polonais accorde toutes sortes d'aides, y compris financières, aux membres des minorités nationales afin de créer les conditions propices au maintien et à la promotion de leur culture. Les organisations enregistrées représentant des minorités nationales peuvent donc adresser des demandes de subvention appropriées au ministère de la Culture.

La République de Pologne crée les conditions d'un accès illimité aux valeurs culturelles de tous ses citoyens, tandis que les personnes appartenant aux minorités nationales jouissent d'une aide financière supplémentaire dans le cadre des initiatives visant le renforcement et la promotion de leur culture spécifique. En 2000 et 2001, les fonds alloués à cette fin par le ministre de la Culture et de la protection du patrimoine national atteignirent respectivement 5 154 000 PLN (soit environ 1 340 millions d'euros) et 6 005 000 PLN (soit environ 1 560 millions d'euros).

Le tableau ci-dessous indique le montant total des subventions allouées à chaque minorité et prélevées sur le budget de l'Etat.

Explications :

Colonnes :

- A - minorités nationales et ethniques
- B - fonds destinés à l'achat de manuels scolaires conçus pour une minorité spécifique qui seront distribués gratuitement aux établissements scolaires
- C - fonds destinés à l'éducation des minorités nationales et octroyés sous forme de suppléments aux collectivités locales sous forme de subvention générale
- D - fonds prélevés sur le budget du ministère de l'Education nationale pour financer des investissements (construction de nouvelles écoles, internats, réfection, etc.)
- E - fonds prélevés sur le budget du ministère de l'Education nationale pour financer d'autres dépenses (achat de manuels scolaires pour les élèves les plus nécessiteux, à savoir les Roms, acquisition d'outils pédagogiques, distribution de repas ou de collations dans les écoles, etc.)
- F - fonds prélevés sur le budget du ministère de la Culture et du Patrimoine national pour financer les événements sociaux et culturels des minorités nationales, ainsi que les magazines de ces minorités
- G - autres dépenses d'investissement, tels que les fonds prélevés sur le budget de la chancellerie du président du Conseil des ministres pour compléter le financement de la construction de la Maison de la culture lituanienne à Puńsk.

FINANCING OF NATIONAL MINORITIES IN 2000

A	B	C	D	E	F	G	
	Textbooks	Educational subsidies	Educational investments	Others educational projects	Cultural publications and events	Other investments	TOTAL
Germans	190 000	10 587 636	0	0	562 300	0	11 339 936
Ukrainians	814 379	807 120	985 000	24 680	1 287 000	0	3 918 179
Lemks	0	43 434	0	15 000	207 000	0	265 434
Belarussians	683 846	1 276 686	1 648 000	44 850	1 266 600	0	4 918 982
Romany	30 000	0	0	70 160	416 000	0	516 160
Lithuanians	1 004 037	254 106	175 000	47 000	451 500	385 000	2 316 643
Tatars	0	0	0	0	120 000	0	120 000
Slovaks	380 403	99 864	0	0	395 000	0	875 267
Jews	0	0	0	35 000	360 700	0	395 700
Other	50 000	0	0	20 000	87 900	0	157 900
TOTAL	3 151 665	13 068 846	2 808 000	256 690	5 154 000	385 000	24 824 201
EUR approx.	830	3 400 000	740 000	67 000	1 400 000	100 000	6 538 000

Les minorités nationales et ethniques, ainsi que la communauté kaszub, bénéficient de subventions à l'éducation supérieures à celles des autres établissements scolaires pour un montant total en 2000 de 14 000 000 PLN (soit environ 3 630 millions d'euros).

Il convient de signaler que les données citées ci-dessus concernent uniquement les fonds alloués par le gouvernement, à l'exclusion de ceux alloués par les collectivités locales. Elles ne portent évidemment que sur les montants accordés globalement aux minorités nationales dans le domaine éducatif et non sur les diverses subventions allouées à titre individuel aux personnes appartenant à ces minorités.

- 2. Sans préjudice des mesures prises dans le cadre de leur politique générale d'intégration, les Parties s'abstiennent de toute politique ou pratique tendant à une assimilation contre leur volonté des personnes appartenant à des minorités nationales et protègent ces personnes contre toute action destinée à une telle assimilation.*

L'article 35 de la *Constitution* garantit aux citoyens polonais appartenant à des minorités nationales et ethniques la liberté de préserver et de développer leur propre langue, de conserver les coutumes et les traditions et de développer leur propre culture. Les représentants des minorités nationales et ethniques ont le droit de créer leurs propres établissements d'enseignement, des institutions culturelles et des institutions servant la protection de leur identité religieuse et la participation à la prise de décisions dans le domaine de leur identité culturelle.

L'interdiction des actions visant à l'assimilation des minorités nationales est consacrée par le traité d'amitié et de coopération conclu entre la République de Pologne et la République de Lituanie le 26 avril 1994 (Journal des lois 1995 n° 15, point 17). L'article 15 de cet instrument contient l'engagement des parties à s'abstenir de toute action susceptible de provoquer l'assimilation forcée des membres d'une minorité nationale.

Article 6

- 1. Les Parties veilleront à promouvoir l'esprit de tolérance et le dialogue interculturel, ainsi qu'à prendre des mesures efficaces pour favoriser le respect et la compréhension mutuels et la coopération entre toutes les personnes vivant sur leur territoire, quelle que soit leur identité ethnique, culturelle, linguistique ou religieuse, notamment dans les domaines de l'éducation, de la culture et des médias.*

L'article 13 de la *Constitution* interdit les partis politiques et les organisations dont le programme ou les activités admettent ou autorisent la manifestation de la haine raciale ou ethnique, tandis que les articles 119 et 257 du *Code pénal* punissent les violences, les menaces et les outrages contre des personnes en raison de leur affiliation nationale.

- 2. Les Parties s'engagent à prendre toutes mesures appropriées pour protéger les personnes qui pourraient être victimes de menaces ou d'actes de discrimination, d'hostilité ou de violence en raison de leur identité ethnique, culturelle, linguistique ou religieuse.*

L'article 13 de la *Constitution* interdit la discrimination sous toutes ses formes et certains articles du *Code pénal* (kk) prévoient la pénalisation des actes discriminatoires.

L'article 118 du *Code pénal* érige en infractions pénales les actes de violence motivés par des raisons tenant à l'appartenance nationale, ethnique, raciale, politique ou religieuse ou bien à la profession de certaines opinions. Le paragraphe 1 de cet article prévoit que quiconque agissant dans le but de détruire totalement ou partiellement un groupe national, ethnique, racial ou politique ou bien un groupe ayant une autre conception du monde et commettant un homicide ou causant un tort considérable à la santé d'un membre d'un tel groupe sera passible d'une peine privative de liberté. Le paragraphe 2 de l'article 118 du *Code pénal* érige en sanction pénale les actions impliquant l'imposition, à des personnes appartenant à un tel groupe, de conditions de vie pouvant entraîner leur destruction biologique, l'application de force de mesures contraceptives ou l'enlèvement des enfants à

leurs parents. Précisons en outre que le fait de prendre des dispositions en vue de commettre l'infraction définie aux paragraphes 1 et 2 est également passible d'une punition.

L'article 119, paragraphe 1, de ce même *Code pénal* interdit de recourir à la violence ou à la menace contre une ou des personnes en raison de leur affiliation nationale, ethnique, raciale, politique ou religieuse ou bien parce qu'elles sont athées ou agnostiques.

Quant à l'article 256, il punit l'apologie de systèmes d'Etat fascistes ou totalitaires et l'incitation à la haine fondée sur des différences nationales, ethniques, raciales ou religieuses d'une amende et d'une peine restrictive ou privative de liberté pouvant atteindre deux ans.

Enfin, l'article 257 de ce même Code pénal punit les injures publiques proférées à l'encontre d'un groupe ou d'une personne - sur la base de son appartenance nationale, ethnique, raciale ou religieuse, de sa non-appartenance à une Eglise ou de motifs violant le droit à la vie privée des tiers - d'une peine privative de liberté pouvant atteindre trois ans.

Article 7

Les Parties veilleront à assurer à toute personne appartenant à une minorité nationale le respect des droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association, à la liberté d'expression et à la liberté de pensée, de conscience et de religion.

La législation polonaise accorde des garanties étendues à tous les citoyens polonais, y compris les membres de minorités nationales, en matière de liberté de réunion, d'association, d'expression, de pensée, de conscience et de religion. Ces garanties sont notamment précisées dans les articles 53, 54, 57 et 59 de la *Constitution de la République de Pologne*.

En vertu de la *loi sur les associations* du 7 avril 1989 (Journal des lois 2001 n° 79, point 855), les membres des minorités nationales, tout comme les autres citoyens polonais, jouissent d'une liberté totale de réunion. Depuis l'entrée en vigueur de ce texte fin 1999, quelque cent quarante-trois associations représentant toutes les minorités ont été enregistrées.

La législation polonaise actuelle ne contient aucune restriction à la liberté de réunion pacifique. L'article 1 de la *loi sur les assemblées* du 5 juillet 1990 (Journal des lois n° 51, point 297 modifié) établit le droit de chacun de s'associer pacifiquement.

Signalons en outre que le chapitre XXIV du *Code pénal* («Atteintes à la liberté de conscience et de religion», tel qu'il est décrit ci-dessus dans les commentaires relatifs à l'article 6) érige les actions attentant à la liberté de conscience et de religion en infractions pénales.

Article 8

Les Parties s'engagent à reconnaître à toute personne appartenant à une minorité nationale le droit de manifester sa religion ou sa conviction, ainsi que le droit de créer des institutions religieuses, organisations et associations.

L'article 53 de la *Constitution de la République de Pologne* accorde à toute personne le droit à la liberté de conscience et de religion. La liberté de religion inclut celle de professer ou d'accepter une religion par choix personnel, ainsi que de l'observer individuellement ou collectivement, publiquement ou en privé, en respectant le culte, en participant à des cérémonies, en pratiquant des rites ou en enseignant. La liberté de religion inclut aussi le droit de posséder des sanctuaires et autres lieux de culte pour satisfaire les besoins des croyants, ainsi que le droit des individus, quel que soit leur lieu de résidence, de bénéficier de services religieux. La liberté de manifester sa religion ne peut faire l'objet que des seules restrictions prévues par une loi et qui sont nécessaires à la protection de la sécurité de l'Etat, de l'ordre public et de la santé, de la morale ou des libertés et des droits d'autrui. En outre, les paragraphes 6 et 7 du même article 56 stipulent que nul ne peut être contraint de participer ou de ne pas participer à des pratiques religieuses ou de révéler sa conception du monde, ses convictions religieuses ou sa confession.

Les garanties constitutionnelles en matière de liberté de religion et de confession trouvent leur expression dans les dispositions du chapitre I de la *loi sur la liberté de conscience et de confession* du 17 mai 1989.

Le *Code pénal* érige en infraction pénale tout acte visant à limiter la liberté de religion. Son article 194 punit d'une peine restrictive ou privative de liberté (pouvant atteindre deux ans) tout acte visant à empêcher une autre personne d'exercer ses droits en raison de son affiliation à une certaine confession ou de son refus de s'identifier à une religion quelconque.

Son article 195, paragraphe 1, punit d'une amende ou bien d'une peine restrictive ou privative de liberté (pouvant atteindre deux ans) tout individu perturbant intentionnellement une cérémonie religieuse publique célébrée par une Eglise ou autre association religieuse dotée d'un statut légal. Le paragraphe 2 du même article rend en outre passible de la même peine quiconque perturbe intentionnellement des obsèques ou bien des cérémonies ou des rites mortuaires.

Enfin, l'article 196 du *Code pénal* érige en infraction pénale l'insulte aux sentiments religieux de tiers pouvant résulter d'un outrage public contre un culte ou un lieu de culte. Ce délit est passible, lui aussi, d'une amende ou bien d'une peine restrictive ou privative de liberté pouvant atteindre deux ans. Le Tribunal constitutionnel a d'ailleurs tenu à rappeler, dans son arrêt du 7 juin 1994 (K 17/93, OTK 1994, partie I, point 11, p. 90) que « la loi accorde aux sentiments religieux, en raison de leur nature particulière, une protection spéciale, car ils relèvent directement de la liberté de conscience et de confession érigée en principe par la constitution ».

La Pologne compte actuellement cent quatre-vingt-seize Eglises et associations religieuses (selon les données publiées par le Bureau central des statistiques en 1999). Cent quarante-sept d'entre elles, répertoriées dans le Registre des Eglises et autres associations religieuses, exercent leurs activités dans le cadre de la *loi sur les garanties de la liberté de conscience et de confession* du 17 mai 1989 (dont le texte révisé complet figure dans le Journal des lois 2000 n° 26, point 319). Les modalités de cette réglementation résultent de considérations historiques et ne dépendent pas du nombre d'adeptes. Quinze Eglises opèrent sur la base de lois spéciales régissant leurs rapports spécifiques avec l'Etat :

- *Loi sur les relations entre l'Etat et l'Eglise catholique en République de Pologne* du 17 mai 1989 (Journal des lois 2000 n° 29, point 154 modifié),
- *Concordat entre le Vatican et la République de Pologne* du 28 juillet 1993 (Journal des lois 1998 n° 51, point 318),
- *Décret sur les relations entre l'Etat et l'Eglise de l'ancien rite oriental dépourvu de toute hiérarchie religieuse* du 22 mars 1928 (Journal des lois n° 38, point 363),
- *Loi sur les relations entre l'Etat et l'Association religieuse caraïte en République de Pologne* du 21 avril 1936 (Journal des lois n° 30, point 241),
- *Loi sur les relations entre l'Etat et l'Association des religions musulmanes en République de Pologne* du 21 avril 1936 (Journal des lois n° 30, point 240),
- *Loi sur les relations entre l'Etat et l'Eglise orthodoxe autocéphale de Pologne* du 4 juillet 1991 (Journal des lois n° 66, point 287 modifié),
- *Loi sur les relations entre l'Etat et l'Eglise évangélique d'Augsburg en République de Pologne* du 13 mai 1994 (Journal des lois n° 73, point 323 modifié),
- *Loi sur les relations entre l'Etat et l'Eglise évangélique réformée en République de Pologne* du 13 mai 1994 (Journal des lois n° 73, point 324 modifié),
- *Loi sur les relations entre l'Etat et l'Eglise évangélique méthodiste en République de Pologne* du 30 juin 1995 (Journal des lois n° 97, point 479 modifié),
- *Loi sur les relations entre l'Etat et l'Eglise baptiste en République de Pologne* du 30 juin 1995 (Journal des lois n° 97, point 480 modifié),
- *Loi sur les relations entre l'Etat et l'Eglise adventiste du septième jour en République de Pologne* du 30 juin 1995 (Journal des lois n° 97, point 481 modifié),
- *Loi sur les relations entre l'Etat et l'Eglise post-catholique en République de Pologne* du 30 juin 1995 (Journal des lois n° 97, point 480 modifié),
- *Loi sur les relations entre l'Etat et les communautés religieuses juives en République de Pologne* du 20 février 1997 (Journal des lois n° 41, point 251 modifié),
- *Loi sur les relations entre l'Etat et l'Eglise catholique Mariavite en République de Pologne* du 20 février 1997 (Journal des lois n° 41, point 251 modifié),
- *Loi sur les relations entre l'Etat et l'Eglise Vieille-Catholique Mariavite en République de Pologne* du 20 février 1997 (Journal des lois n° 41, point 251 modifié),
- *Loi sur les relations entre l'Etat et l'Eglise du Saint-Esprit en République de Pologne* du 20 février 1997 (Journal des lois n° 41, point 251 modifié).

La question de la restitution des biens immeubles nationalisés après 1945 aux Eglises et aux associations religieuses soulève des problèmes épineux. Le processus a cependant déjà été entamé conformément à une réglementation spéciale. Cinq commissions sont chargées d'examiner les demandes de restitution :

- 3 050 demandes ont été déposées devant la Commission de restitution des biens de l'Eglise catholique qui a déjà traité 2 635 dossiers : 1 250 demandes ont débouché sur un compromis, 878 ont donné lieu à une ordonnance de restitution, 491 procédures se sont terminées par un déboutement, un rejet ou un désistement et 16 autres par un constat d'échec.
- 1 200 demandes ont été déposées devant la Commission de restitution des biens de l'Eglise évangélique d'Augsburg par des personnes morales. Jusqu'à présent 536 dossiers ont été traités : 276 procédures se sont terminées par un déboutement, un rejet ou un désistement.
- 120 demandes ont été déposées devant la Commission de restitution des biens de l'Eglise orthodoxe autocéphale polonaise. Sur les 53 dossiers traités jusqu'à présent, 1 a donné lieu à un désistement, 4 à des ordonnances de transfert du bien revendiqué à des personnes morales et 8 à un compromis.
- 659 demandes ont été déposées devant la Commission de restitution des biens des communautés religieuses juives qui a déjà entamé l'examen de 615 dossiers et clôturé 165 procédures : 55 ont donné lieu à une ordonnance de restitution ou de transfert des biens revendiqués, 91 ont débouché sur un compromis, 4 ont abouti à une indemnisation, 20 se sont terminées par un déboutement, un rejet ou un désistement et 2 autres par un constat d'échec.
- 133 demandes ont été déposées devant la Commission interéglise. 30 procédures ont été entamées, tandis que les autres dossiers font encore l'objet d'un complément d'instruction. Le décompte des demandes s'établit comme suit :
 - Eglise des Adventistes du septième jour : 12 demandes,
 - Eglise baptiste : 59 demandes,
 - Eglise évangélique méthodiste : 30 demandes,
 - Nouvelle Eglise apostolique : 22 demandes,
 - Eglise anglicane : 2 demandes,
 - Société biblique : 2 demandes,
 - Association religieuse musulmane : 3 demandes,
 - Eglise évangélique chrétienne : 1 demande,
 - Eglise du Saint-Esprit : 2 demandes.

Toutes les données relatives à l'activité des commissions de restitution remontent à août 2001.

La législation confère aux membres d'une Eglise ou d'une association religieuse la possibilité d'obtenir des jours de congé ou d'étude pendant les fêtes : article 42 de la *loi sur les garanties en matière de liberté de conscience et de confession* et *décret sur les jours de congé ou d'étude accordés aux membres d'une Eglise ou d'une autre association religieuse en vue de célébrer des fêtes religieuses n'étant pas des jours fériés légaux* (adopté conjointement par le ministre du Travail et des Affaires sociales et le ministre de l'Education nationale, Journal des lois n° 26, point 235).

Des aumôniers catholiques, orthodoxes grecs et évangéliques officient dans l'armée polonaise qui dispose en outre d'un fonds permettant de soutenir financièrement des Eglises et autres associations religieuses dans le cadre :

- du paiement des cotisations de sécurité sociale des membres des ordres religieux,
- du soutien des activités caritatives, éducatives et pédagogiques des Eglises,
- de la reconstruction, la réparation et la conservation des monuments religieux (répertoriés sur la liste des monuments historiques).

En 2001, 132 280 000 PLN (soit environ 34 millions d'euros) ont été prélevés sur le budget de l'Etat pour financer le Fonds des Eglises qui subventionne des organisations religieuses jouissant de la personnalité morale et peut aussi soutenir des activités n'étant pas religieuses au sens strict du mot.

Article 9

1. *Les Parties s'engagent à reconnaître que le droit à la liberté d'expression de toute personne appartenant à une minorité nationale comprend la liberté d'opinion et la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées dans la langue minoritaire, sans ingérence d'autorités publiques et sans considération de frontières. Dans l'accès aux médias, les Parties veilleront, dans le cadre de leur système législatif, à ce que les personnes appartenant à une minorité nationale ne soient pas discriminées.*

La liberté d'exprimer des opinions et de recevoir ou de communiquer des informations est garantie, en tant que valeur démocratique fondamentale, par l'article 54, paragraphe 1, de la *Constitution* relatif à la liberté d'expression et de la presse.

La première étape importante dans la construction d'un cadre juridique assurant l'accès aux médias électroniques fut l'adoption de la *loi sur la diffusion d'émissions de radio et de télévision* du 29 décembre 1992 (Journal des lois 1993 n° 7, point 34 modifié). Son article 21, paragraphe 9, énumère, parmi les obligations des radiodiffuseurs publics : « la préparation de programmes de radio et de télévision tenant compte des besoins des minorités nationales et des groupes ethniques ». Le Conseil national de la Radiophonie et de la Télévision (KRRiT) joue un rôle important dans la direction et la coordination des actions de la télévision publique en faveur des minorités.

Le rôle du Conseil national de la Radiophonie et de la Télévision (KRRiT)

L'article 213, paragraphe 1, de la *Constitution de la République de Pologne* prévoit que le Conseil national de la Radiophonie et de la Télévision sauvegarde la liberté d'expression, l'exercice du droit à l'information et l'intérêt public dans le domaine de la radiophonie et de la télévision. La *loi sur la diffusion d'émissions de radio et de télévision* fonde la compétence de cet organe et énumère dans le détail l'étendue de ses pouvoirs.

Les actions du conseil en faveur des minorités incluent :

- La prise en compte, lors de la répartition des recettes provenant des redevances, des besoins financiers de certains services de la télévision polonaise réalisant des programmes destinés aux minorités.
- L'examen des plaintes déposées par des représentants d'organisations appartenant à des minorités.
- L'organisation de réunions et de conférences consacrées aux problèmes des minorités et à la présence de leurs représentants au sein des médias.

La liberté de recevoir et de propager des informations dans une langue minoritaire est garantie par l'article 54 de la *Constitution* relatif à la liberté d'expression et de la presse. Signalons par ailleurs que le droit de diffuser et d'échanger des informations dans la langue natale des membres de diverses minorités est reconnu par les traités conclus entre la République de Pologne d'une part et la République fédérale d'Allemagne, la République tchèque, la République slovaque, la République du Bélarus et la République de Lituanie d'autre part.

2. *Le premier paragraphe n'empêche pas les Parties de soumettre à un régime d'autorisation, non discriminatoire et fondé sur des critères objectifs, les entreprises de radio sonore, télévision ou cinéma.*

En vertu de l'article 2 de la *loi sur la diffusion d'émissions de radio et de télévision* du 29 décembre 1992, tous les organismes (à l'exception des services publics) produisant des programmes de radio et de télévision doivent obtenir une autorisation de diffusion. L'autorité chargée de délivrer ces autorisations est le Conseil national de la Radiophonie et de la Télévision (KRRiT) qui statue sur la base des résolutions adoptées par le Conseil national.

Un amendement à cette loi en date du 1^{er} février 2001 (Journal des lois n° 42, point 469) apporte un changement important du point de vue des minorités nationales en introduisant une nouvelle

catégorie : celles des «radiodiffuseurs sociaux». Peuvent notamment solliciter ce statut devant le KRRiT les associations agissant conformément à leurs statuts ou les personnes morales à vocation religieuse. La qualité de radiodiffuseur social comporte pour son titulaire une exemption des droits d'obtention ou de modification d'autorisation de diffusion.

3. *Les Parties n'entraveront pas la création et l'utilisation de médias écrits par les personnes appartenant à des minorités nationales. Dans le cadre légal de la radio sonore et de la télévision, elles veilleront, dans la mesure du possible et compte tenu des dispositions du premier paragraphe, à accorder aux personnes appartenant à des minorités nationales la possibilité de créer et d'utiliser leurs propres médias.*

Le ministre de la Culture et du Patrimoine a édicté en principe le droit pour chaque minorité nationale de publier son propre magazine en polonais ou dans sa langue, la totalité ou la quasi-totalité des frais étant supportée par l'Etat.

Certaines minorités publient plus d'un magazine (voir la liste détaillée des organes de presse dans le chapitre V de la première partie de ce rapport). Il convient d'ailleurs de signaler que le nombre de publications rédigées par des minorités nationales et ethniques a considérablement augmenté en Pologne dans les années 1990.

Presque tous ces magazines sont subventionnés par l'Etat en la personne du ministre de la Culture et du Patrimoine. En 2001, leur nombre atteignait trente-sept et le montant total du budget alloué par l'Etat à leur publication s'élevait à 2 678 800 PLN (soit environ 0,7 million d'euros).

4. *Dans le cadre de leur système législatif, les Parties adopteront des mesures adéquates pour faciliter l'accès des personnes appartenant à des minorités nationales aux médias, pour promouvoir la tolérance et permettre le pluralisme culturel.*

La radio et la télévision publiques diffusent, sur une base permanente, des programmes dédiés et consacrés aux minorités nationales et ethniques.

Télévision publique

Depuis 1989, la télévision polonaise propose de nombreux programmes consacrés à la culture, la tradition et l'histoire des minorités nationales et ethniques vivant en Pologne. Des programmes cycliques et ponctuels sont ainsi diffusés à la fois par les stations nationales et régionales. A l'heure actuelle, cette mission de service public est assumée dans une large part par la chaîne régionale TV3 qui comprend douze stations locales.

**Programmes s'adressant aux minorités nationales et ethniques
janvier - décembre 2000**

STATION LOCALE	NOMBRE D'HEURES PAR AN
Białystok	73,4
Bydgoszcz	0,0
Gdansk	71,2
Katowice	18,0
Cracovie	1,1
Lublin	23,9
Lodz	0,0
Poznan	0,6
Rzeszów	15,2
Szczecin	1,0
Varsovie	6,4
Wroclaw	0,0
TOTAL	210,8
SPECTRE DE FREQUENCES COMMUN	22,5

Certains programmes cycliques sont diffusés (ou rediffusés) à la fois sur la fréquence régionale et sur une fréquence séparée (celle des émetteurs de Programme 2), ce qui leur assure une couverture plus importante. C'est le cas notamment d'une émission de quarante minutes actuellement produite à Białystok : intitulée *A notre propos*, elle est consacrée aux principaux problèmes et événements intéressant les minorités de Podlasie. Elle est découpée en plusieurs parties consacrées respectivement aux minorités biélorussienne (15 minutes), ukrainienne (10 minutes), lituanienne (15 minutes toutes les deux semaines) et russe, rom et tatare (7,5 minutes tous les mois). Cette émission est préparée par trois employés à plein temps et deux collaborateurs indépendants réguliers. La même station diffuse également un programme intitulé *Voisins*, coproduit par TV Grodno et TV Białystok, décrivant les difficultés actuelles du Bélarus et de la minorité biélorussienne vivant en Pologne.

Une autre émission d'un format voisin d'*A notre propos* et intitulée *Rodna zemia - magazine Kaszub* est diffusée par la **station de télévision locale de Gdansk** en kaszub et en polonais. La même station diffuse en outre, deux fois par mois, un programme intitulé *Le monde habité - Magazine œcuménique* et visant à présenter certaines religions ou traditions religieuses (christianisme orthodoxe grec, protestantisme) dans leur diversité.

La station de télévision locale d'Opole diffuse deux fois par mois *Schlesien Journal* : un programme de dix à quinze minutes destiné à la minorité allemande de Silésie et conçu par une rédaction et une équipe technique indépendantes. Quant à *Schlesische Wochenschau*, un programme en allemand préparé par la télévision polonaise (TVP), il est diffusé lui aussi deux fois par mois.

La station de télévision locale de Cracovie diffuse toutes les semaines un programme intitulé *A la maison* et décrivant les problèmes des minorités nationales et des groupes ethniques, ainsi que divers phénomènes associés à la vie des communautés de la région de Petite-Pologne (Slovaques, Tsiganes, Ukrainiens, Lemks, Juifs et Arméniens).

La station de télévision locale de la TVP à Lublin diffuse des séries comme *Telenowyny* (en ukrainien), *Heritage* et *Gypsy Camp*.

La station de télévision locale à Rzeszów diffuse le magazine *Quartet* conçu pour les Etats membres du groupe de Visegrade (V4) et décrivant notamment les problèmes rencontrés par les minorités dans ces quatre pays.

La station de télévision locale à Szczecin conçoit, en coopération avec *Deutsche Welle*, une série intitulée *Entre Oder et Rhin* exposant notamment les problèmes de la minorité allemande vivant sur le territoire de la voïvodie de Poméranie occidentale.

La station de télévision locale à Varsovie, en coopération avec l'Association des Ukrainiens de Pologne, diffuse depuis 1995 un programme intitulé *Telenowyny*. Il s'agit d'une émission bimensuelle en ukrainien (avec des sous-titres en polonais) préparée par cinq journalistes de la TVP d'origine ukrainienne.

La station de télévision locale de la TVP à Pozań diffuse de manière cyclique des programmes consacrés aux minorités nationales et ethniques et couvrant notamment le Festival folklorique international de Zielona Góra, le Festival de la culture tzigane *Romanae Dyvese* et les Journées de la culture juive. Cette station produit aussi une émission, *Source*, consacrée aux questions de séparatisme culturel et d'œcuménisme, ainsi que *Les multiples aspects de la communauté lubusk* : un programme consacré à la situation des habitants des régions frontalières.

Les programmes radiophoniques destinés aux minorités nationales et ethniques sont diffusés dans leur langue natale :

Radio publique

STATIONS REGIONALES	NOMBRE D'HEURES PAR AN
Radio Koszalin S.A.	47
Radio Wrocław S.A.	10
Radio Zachód S.A. (Zielona Góra)	0
Radio Rzeszów S.A.	39
Radio Białystok S.A.	346,5
Radio Katowice S.A.	47,5
Radio Szczecin S.A.	30
Radio Opole S.A.	138,5
Radio Olsztyn S.A.	198
Radio Kraków S.A.	52

Radio Koszalin diffuse deux fois par mois deux magazines de trente minutes chacun en kaszub et en ukrainien. Ces émissions se composent d'actualités, de commentaires, de reportages culturels, de musique religieuse et folkloriques et d'interviews d'artistes populaires. Le magazine ukrainien est préparé par un journaliste appartenant lui-même à cette minorité.

Radio Wrocław diffuse, depuis juin 2001, des programmes destinés aux minorités nationales, mais en polonais uniquement et à une fréquence irrégulière.

Radio Rzeszów diffuse chaque semaine deux programmes destinés à la minorité ukrainienne habitant cette région de Pologne : le *Magazine en ukrainien* préparé par trois journalistes (dont un employé à temps complet) appartenant à cette minorité et *Depuis les Carpates* (une émission en polonais).

Radio Białystok diffuse plusieurs programmes destinés aux minorités nationales : *Ukraińska dumka* présenté trois fois par semaine en ukrainien, *Pod znakami Pahoni* et *Pažadalnaja pieśnia* présenté en biélorusse respectivement une fois par jour et une fois par semaine, *Radio Magazine Lituanie* un programme présenté trois fois par semaine en lituanien et *Duchounyja sustreczy*, ainsi que *Pierad wychadam u carkwu*, deux programmes destinés aux membres de l'Eglise orthodoxe grecque. Ces programmes sont conçus par une équipe de dix journalistes appartenant aux minorités concernées. Il convient également de mentionner **Radio «Racja»** dont les programmes s'adressent principalement aux citoyens de la République du Bélarus mais sont aussi écoutés par la minorité bélarussienne de Pologne.

Radio Katowice diffuse depuis dix ans un programme bilingue préparé par la minorité allemande : *Versohnung and Zukunft* [réconciliation et futur].

Radio Szczecin diffuse chaque mois trois programmes en polonais à destination des minorités nationales dont *Radio Pomerania*, *Gros plan* et *Confrontations* (pour la minorité allemande) et *Gros plan* (pour la minorité ukrainienne).

Radio Opole diffuse plusieurs fois par semaine des programmes réguliers destinés principalement à la minorité allemande : une émission de quinze minutes en allemand (*Nouvelles de Silésie*) présentée et préparée trois fois par semaine par des journalistes de cette minorité et *Notre Heimat*, un programme bilingue préparé par l'équipe rédactionnelle de la station.

Radio Olsztyn diffuse depuis 1958 un programme de trente minutes en ukrainien. Depuis avril 2001, ce programme est quotidien et, depuis avril 2001, il est complété par un magazine hebdomadaire de vingt-cinq minutes en allemand. Les émissions en ukrainien et en allemand sont préparées par deux

équipes composées respectivement de quatre et trois journalistes qui sont tous indépendants, à l'exception d'un membre permanent de la rédaction de la station.

Radio Kraków diffuse une série hebdomadaire, *A l'Est de l'Ouest*, consacrée aux questions des minorités nationales.

En outre, les stations de télévision et de radio commerciales diffusent des programmes consacrés aux minorités nationales à l'occasion des principales manifestations culturelles et fêtes religieuses.

Article 10

1. *Les Parties s'engagent à reconnaître à toute personne appartenant à une minorité nationale le droit d'utiliser librement et sans entrave sa langue minoritaire en privé comme en public, oralement et par écrit.*

L'article 27 de la *Constitution* stipule que la langue polonaise est la langue officielle en République de Pologne. Cette disposition, cependant, ne porte pas atteinte aux droits des minorités nationales prévus par les traités ratifiés. En outre, l'article 35 garantit aux citoyens polonais appartenant à des minorités nationales et ethniques la liberté de conserver et de développer leur propre langue.

Les principes consacrés par la *Constitution* sont réaffirmés et renforcés dans la *loi sur la langue polonaise* du 7 octobre 1999 (Journal des lois n° 90, point 999 modifié) dont l'article 2, paragraphe 2 stipule que ses propres dispositions ne sauraient être interprétées comme portant atteinte aux droits des minorités nationales et des groupes ethniques.

Des références positives à l'utilisation des langues minoritaires en privé et en public figurent dans les traités conclus entre la République de Pologne d'une part et la République fédérale d'Allemagne, la République tchèque, la République slovaque, la République du Bélarus et la République de Lituanie d'autre part.

2. *Dans les aires géographiques d'implantation substantielle ou traditionnelle des personnes appartenant à des minorités nationales, lorsque ces personnes en font la demande et que celle-ci répond à un besoin réel, les Parties s'efforceront d'assurer, dans la mesure du possible, des conditions qui permettent d'utiliser la langue minoritaire dans les rapports entre ces personnes et les autorités administratives.*

Des références au principe de l'utilisation des langues minoritaires dans l'Administration figurent dans les traités conclus entre la République de Pologne d'une part et la République fédérale d'Allemagne, la République tchèque, la République slovaque, la République du Bélarus et la République de Lituanie d'autre part.

3. *Les Parties s'engagent à garantir le droit de toute personne appartenant à une minorité nationale d'être informée, dans le plus court délai, et dans une langue qu'elle comprend, des raisons de son arrestation, de la nature et de la cause de l'accusation portée contre elle, ainsi que de se défendre dans cette langue, si nécessaire avec l'assistance gratuite d'un interprète.*

L'article 5 de la *loi sur la constitution des tribunaux de droit commun* du 27 juillet 2001 (Journal des lois n° 98, point 1070) permet aux personnes maîtrisant mal le polonais de s'exprimer devant les juges dans une langue qu'elles connaissent ou de bénéficier gratuitement de l'assistance d'un interprète.

De même, le *Code de procédure pénale (kpk)* contenu dans la loi du 6 juin 1997 (Journal des lois 1997 n° 89, point 555 modifié) accorde à l'accusé et aux autres parties à la procédure ne maîtrisant pas le polonais le droit de se faire assister d'un interprète. L'article 204 du Code prévoit donc la réquisition d'un interprète chaque fois qu'une personne ne maîtrisant pas la langue nationale comparait devant le tribunal, qu'il s'avère nécessaire de traduire en polonais un document rédigé dans une langue étrangère (ou inversement) ou bien que l'accusé doit prendre connaissance du contenu des preuves.

L'article 72 du *Code de procédure pénale* prévoit que si l'accusé ne maîtrise pas le polonais, toute convocation, modification apportée à l'acte d'accusation, inculpation, décision susceptible de recours

ou décision clôturant la procédure devra lui être remise accompagnée d'une traduction. L'article 407 dispose en outre que tout accusé ne maîtrisant pas le polonais devra au moins disposer d'un résumé traduit des arguments échangés avant de présenter ses conclusions finales.

Le même Code précise en outre les circonstances dans lesquelles le tribunal peut nommer un interprète. En vertu de son article 265, paragraphe 1, il s'applique à l'audition des témoins maîtrisant mal le polonais et aux situations (telles qu'elles sont décrites dans l'article 256) où il s'avère nécessaire de traduire un document écrit dans une langue étrangère.

Article 11

1. *Les Parties s'engagent à reconnaître à toute personne appartenant à une minorité nationale le droit d'utiliser son nom (son patronyme) et ses prénoms dans la langue minoritaire ainsi que le droit à leur reconnaissance officielle, selon les modalités prévues par leur système juridique.*

Tout citoyen polonais appartenant à une minorité nationale peut changer son nom et ses prénoms pour les rendre davantage conformes à l'orthographe et la prononciation de sa langue maternelle. Les textes pertinents en la matière sont la *loi sur les changements de nom et de prénom* du 15 novembre 1956 (Journal des lois 1963 n° 59, point 328 modifié) et l'article 23 du *Code civil* (Journal des lois 1964 n° 16, point 93 modifié). L'orthographe des noms et prénoms peut être changée gratuitement au niveau du *starostwo* (administration locale). Pour la période 1990-2000, le décompte des membres de minorités ayant fait usage de cette faculté s'établit comme suit : 3 personnes d'origine bélarussienne, 3 personnes d'origine tchèque, 30 personnes d'origine lituanienne, 3 382 personnes d'origine allemande, 9 personnes d'origine russe, 1 personne d'origine slovaque et 7 personnes d'origine ukrainienne.

Le droit d'utiliser des noms et prénoms sous la forme qui est la leur dans une langue minoritaire est également garanti par les traités d'amitié et de bon voisinage signés avec la République fédérale d'Allemagne, l'Ukraine, la République du Bélarus et la République de Lituanie.

2. *Les Parties s'engagent à reconnaître à toute personne appartenant à une minorité nationale le droit de présenter dans sa langue minoritaire des enseignes, inscriptions et autres informations de caractère privé exposées à la vue du public.*

La législation polonaise ne régit pas l'utilisation des langues étrangères ou minoritaires dans les inscriptions de caractère privé. Le décret présidentiel *sur la détermination des noms de ville ou village et des objets physiographiques, ainsi que du numérotage des propriétés foncières* du 24 octobre 1934 (Journal des lois n° 94, point 850 modifié) fixe les règles d'appellation. Il ne précise pas, cependant, la langue dans laquelle doivent être rédigées les inscriptions de caractère privé exposées à la vue du public. En d'autres termes, la rédaction d'une inscription de ce type dans une langue minoritaire est parfaitement autorisée. Ce principe vaut également dans la pratique pour les enseignes des restaurants et des magasins des minorités nationales (dont les panneaux d'information sont également rédigés dans la langue minoritaire).

3. *Dans les régions traditionnellement habitées par un nombre substantiel de personnes appartenant à une minorité nationale, les Parties, dans le cadre de leur système législatif, y compris, le cas échéant, d'accords avec d'autres Etats, s'efforceront, en tenant compte de leurs conditions spécifiques, de présenter les dénominations traditionnelles locales, les noms de rues et autres indications topographiques destinées au public, dans la langue minoritaire également, lorsqu'il y a une demande suffisante pour de telles indications.*

La législation polonaise ne permet pas de présenter dans une langue minoritaire les dénominations traditionnelles locales, les noms de rues et autres indications topographiques destinées au public. Cependant, le projet de *loi sur les minorités nationales et ethniques en République de Pologne*

actuellement élaboré par le Sejm (tel qu'il est décrit dans le chapitre I de la première partie du présent rapport) prévoit une telle possibilité.

Article 12

1. *Les Parties prendront, si nécessaire, des mesures dans le domaine de l'éducation et de la recherche pour promouvoir la connaissance de la culture, de l'histoire, de la langue et de la religion de leurs minorités nationales aussi bien que de la majorité.*

Chaque université polonaise dispose de facultés de philologie allemande, russe et slave qui suscitent partout un vif intérêt et qui sont très prisées des étudiants. En outre, ces langues sont enseignées sous forme de conférences facultatives aux étudiants des autres facultés. L'université Adam Mickiewicz de Poznan compte une faculté de lituanien et, depuis 1990, l'université de Varsovie a ouvert une faculté de philologie balte. La philologie tchèque est enseignée dans les universités de Jagiellonia et de Wrocław. Les facultés de philologie ukrainienne, slovaque et biélorussienne de l'université de Varsovie dispensent leur enseignement depuis plus de quarante ans, tandis que l'université de Jagiellonia et l'université Marie Skłodowska-Curie de Lublin disposent chacune, depuis 1999, de leur propre faculté de philologie ukrainienne. Une faculté de philologie biélorussienne vient d'ouvrir ses portes à Białystok, tandis que l'université Marie Skłodowska-Curie a récemment créé une chaire de littérature biélorussienne. Depuis le début de l'année universitaire 2001/2002, un département de russe et de lemko fonctionne au sein de la faculté de philologie russe de l'école normale de Cracovie.

En Pologne, plusieurs organismes scientifiques étudient également l'histoire et la situation actuelle des minorités nationales. Citons notamment le Centre pour l'étude des nationalités de l'Académie des Sciences [PAN] de Poznan, l'Institut scientifique et de recherche Z. Wojciechowski de Poznan, la faculté d'ethnologie de l'université de Wrocław, le Centre pour l'étude des nationalités de l'université de Wrocław, le Centre pour les études ethniques de l'université Maria Curie-Skłodowska de Lublin, la faculté de culture biélorussienne de l'université de Białystok et l'Institut d'ethnologie de l'université de Jagiellonia. La quasi-totalité des instituts de sociologie consacre en outre des recherches aux problèmes des nationalités.

2. *Dans ce contexte, les Parties offriront notamment des possibilités de formation pour les enseignants et d'accès aux manuels scolaires, et faciliteront les contacts entre élèves et enseignants de communautés différentes.*

Les universités répertoriées dans le paragraphe précédent forment des enseignants de langues minoritaires. En outre, le corps enseignant dispose d'autres possibilités de formation. La publication et l'impression des manuels scolaires, ainsi que l'élaboration des programmes scolaires des classes et des écoles minoritaires, sont intégralement financées par l'Etat. Le ministère de l'Education nationale et des Sports achète les manuels requis et les distribue gratuitement aux étudiants ou élèves concernés.

La formation complémentaire des enseignants de langues minoritaires relève des structures mises sur pied au sein de chaque voïvodie, les conseillers pédagogiques exerçant souvent leurs fonctions sur la base d'accords passés avec les collectivités locales.

Les problèmes associés à la formation des enseignants et à la diffusion de manuels sont abordés dans certains accords internationaux qui garantissent notamment une coopération dans le domaine de l'enseignement. Les parties à ces instruments s'engagent entre autres à mettre en place sur leur territoire des conditions propices à l'enseignement d'une langue minoritaire précise, à organiser des cours dans cette langue et à promouvoir l'étude de l'histoire et de la culture des minorités dans les établissements d'enseignement public.

Cadre juridique de la coopération entre la Pologne et la République fédérale d'Allemagne dans le domaine de l'enseignement :

- *Traité d'amitié et de bon voisinage entre la République de Pologne et la République fédérale d'Allemagne, signé le 17 juin 1991,*

- *Accord entre les gouvernements de la République de Pologne et de la République fédérale d'Allemagne sur les échanges de jeunes*, signé le 17 juin 1991,
- *Accord entre les gouvernements de la République de Pologne et de la République fédérale d'Allemagne sur la création et le fonctionnement du bureau du représentant du DAAD (office allemand d'échanges universitaires)*, signé le 14 juillet 1997.

Cadre juridique de la coopération entre la Pologne et la République tchèque dans le domaine de l'éducation :

- *Convention de bon voisinage, de solidarité et de coopération amicale entre la République de Pologne et la République fédérale tchécoslovaque*, signée le 6 novembre 1991,
- *Protocole d'entente sur la coopération en matière d'éducation entre le ministère de l'Education nationale de la République de Pologne et le ministère de l'Education, de la Jeunesse et de l'Education physique de la République tchèque pour la période 2002-2003*, signé le 14 juin 2000.

Cadre juridique de la coopération entre la Pologne et la République slovaque dans le domaine de l'éducation :

- *Convention de bon voisinage, de solidarité et de coopération amicale entre la République de Pologne et la République fédérale tchécoslovaque*, signé le 6 novembre 1991.

Cadre juridique de la coopération entre la Pologne et l'Ukraine :

- *Traité de bon voisinage, de solidarité et de coopération amicale entre la République de Pologne et la République fédérale tchécoslovaque*, signé le 18 mai 1992,
- *Accord de coopération entre les gouvernements de la République de Pologne et de l'Ukraine en matière de coopération culturelle, scientifique et éducative*, signé le 20 mai 1997,
- *Protocole d'entente entre le ministère de l'Education nationale de la République de Pologne et le ministère de l'Education et des Sciences d'Ukraine*, signé le 2 juillet 2001.

Cadre juridique de la coopération entre la Pologne et la République du Bélarus dans le domaine de l'éducation :

- *Traité de bon voisinage et de coopération amicale entre la République de Pologne et la République du Bélarus*, signé le 23 juin 1992,
- *Accord de coopération dans le domaine de la culture et de l'éducation entre les gouvernements de la République de Pologne et de la République du Bélarus*, signé le 27 novembre 1995,
- *Protocole d'entente entre les ministères de l'Education nationale de la République de Pologne et de la République du Bélarus pour la période 1997- 1999 (plus programme d'action)*, signé le 18 mars 1997. Le protocole et le programme d'action ont été reconduits à la fin de 2001 pour deux ans avec l'accord des parties.

Cadre juridique de la coopération entre la Pologne et la République de Lituanie dans le domaine de l'éducation :

- *Traité de bon voisinage et de coopération amicale entre la République de Pologne et la République de Lituanie*, signé le 26 avril 1994,
- *Protocole d'entente entre le ministère de l'Education nationale de la République de Pologne et le ministère de la Culture et de l'Education de la République de Lituanie en matière d'enseignement secondaire et supérieur*, signé le 21 février 1992,
- *Programme de coopération entre le ministère de l'Education nationale de la République de Pologne et le ministère de la Culture et de l'Education de la République de Lituanie pour la période 1998-2001*, signé le 16 novembre 1998.

Cadre juridique de la coopération entre la Pologne et la Fédération de Russie :

- *Traité de bon voisinage et de coopération amicale entre la République de Pologne et la Fédération de Russie*, signé le 22 mai 1992,

- *Protocole d'entente en matière de coopération entre les ministères de l'Education nationale de la République de Pologne et de la Fédération de Russie pour la période 1994-1999, signé le 24 février 1994.*
3. *Les Parties s'engagent à promouvoir l'égalité des chances dans l'accès à l'éducation à tous les niveaux pour les personnes appartenant à des minorités nationales.*

L'article 70, paragraphe 1 de la *Constitution de la République de Pologne* accorde à toute personne le droit à l'éducation. L'enseignement est obligatoire jusqu'à l'âge de dix-huit ans. Les pouvoirs publics garantissent aux citoyens un accès général et égal à l'instruction.

Article 13

1. *Dans le cadre de leur système éducatif, les Parties reconnaissent aux personnes appartenant à une minorité nationale le droit de créer et de gérer leurs propres établissements privés d'enseignement et de formation.*

En vertu de l'article 70, paragraphe 3, de la *Constitution*, les parents ont la liberté de choisir pour leurs enfants des établissements scolaires autres que ceux publics. Les citoyens et les institutions ont le droit de créer des établissements d'enseignement primaire, secondaire et supérieur ainsi que des institutions éducatives. Cette question est également abordée dans l'article 5, paragraphe 2 de la *loi sur le système éducatif* du 7 septembre 1991 (Journal des lois 1996 n° 76, point 329 modifié) qui s'applique aussi aux personnes physiques et morales représentant des communautés minoritaires vivant en Pologne. Le paragraphe 13 du décret *relatif aux types, règles de création, de fonctionnement, de transformation et de fermeture d'établissements de formation complémentaire des enseignants* a été signé par le ministre de l'Education nationale le 21 septembre 2000 (Journal des lois n° 85, point 956 modifié) ; ce texte reconnaît aux dites personnes le droit de fonder et d'exploiter des établissements privés de formation complémentaire des enseignants, notamment en organisant des cours destinés aux professeurs de langues minoritaires. Jusqu'à présent, aucune minorité nationale n'a fait usage de cette faculté.

La plupart des écoles dispensant des cours de langue minoritaire ou un enseignement dans une telle langue sont des établissements publics gérés par une collectivité locale. A l'heure actuelle, seuls les représentants de la minorité juive ont créé des établissements d'enseignement privés, dénommés «Lauder-Morasha» et créés grâce à un don de la fondation Roland S. Lauder.

2. *L'exercice de ce droit n'implique aucune obligation financière pour les Parties.*

Bien que la *convention* n'impose pas cette obligation, la République de Pologne supporte une partie des coûts d'entretien de certaines écoles privées.

Article 14

1. *Les Parties s'engagent à reconnaître à toute personne appartenant à une minorité nationale le droit d'apprendre sa langue minoritaire.*

Le système éducatif polonais garantit intégralement le droit d'apprendre une langue minoritaire et veille à instaurer des conditions propices à cet apprentissage ainsi qu'à l'organisation de cours dans les langues minoritaires.

L'enseignement adapté aux besoins des minorités nationales repose sur une solide tradition polonaise remontant à la période antérieure à la seconde guerre mondiale. Pendant la période de transformation du système politique, c'est l'article 13 de la loi sur le système éducatif qui sert de fondement au droit des membres d'une minorité nationale de suivre un enseignement dans leur langue natale.

Le système éducatif polonais offre aux étudiants appartenant à une minorité nationale la possibilité de préserver leur identité nationale, ethnique, linguistique et religieuse et plus spécialement le droit d'apprendre leur langue, leur histoire et leur culture. Les modalités d'exercice de ce droit sont

précisées dans le *décret relatif à l'organisation de l'instruction permettant la préservation de l'identité nationale, ethnique et linguistique des étudiants appartenant à des minorités nationales* signé par le ministre de l'Éducation nationale le 24 mars 1992 (Journal des lois n° 34, point 150).

L'enseignement d'une langue minoritaire ou l'instruction dans cette langue peut être assuré à tous les niveaux : maternelle, école primaire, collège et école secondaire. Il est organisé par le directeur d'une maternelle ou d'une école publique à titre bénévole sur demande des parents ou des tuteurs (ou, concernant les étudiants plus âgés, à la demande des intéressés eux-mêmes). On a également fixé le nombre minimum d'enfants à un seuil suffisamment bas pour permettre l'enseignement des langues maternelles autres que le polonais dans des communautés petites ou dispersées (ce qui est principalement le cas de la minorité nationale ukrainienne et de la minorité ethnique lemko).

Pour créer une classe de langue, il suffit par conséquent de réunir sept élèves de l'enseignement primaire ou quinze élèves de l'enseignement secondaire.

En vertu du décret susmentionné, l'enseignement d'une langue minoritaire est autorisé dans les conditions suivantes :

- si cette langue est déjà celle dans laquelle l'enseignement est dispensé au sein de l'établissement concerné ;
- si l'établissement concerné dispense un enseignement parfaitement bilingue accordant un statut strictement égal au polonais et à la langue minoritaire ;
- si la langue minoritaire est enseignée comme matière facultative ;
- si la langue minoritaire est enseignée dans une structure commune à plusieurs établissements scolaires (afin de réunir un nombre suffisant d'élèves).

C'est aux parents – et concernant les élèves les plus âgés aux intéressés eux-mêmes – que revient le privilège de choisir la structure d'enseignement de la langue minoritaire. Les minorités biélorussienne et lemko, ainsi que la communauté kaszub, ont opté pour le modèle «matière facultative». D'autres minorités (lituanienne, allemande, slovaque et ukrainienne), par contre, ont choisi des formes organisationnelles différentes, en fonction des conditions locales : présence d'enseignants, possibilités d'hébergement et nombre d'élèves intéressés. C'est ainsi que dans la plupart des classes ou des écoles fréquentées par des enfants lituaniens, la langue d'instruction est le lituanien.

L'instruction dans les langues minoritaires est financée par le budget de l'État. En vertu du *décret relatif à l'allocation de la partie réservée à l'éducation des subventions générales accordées par les collectivités locales* signé par le ministre de l'Éducation nationale et des Sports le 27 décembre 2001 (Journal des lois n° 156, point 1822), les collectivités locales gérant des écoles pour minorités nationales reçoivent un supplément de subvention par élève appartenant à une minorité de l'ordre de 20 % pour les établissements importants et de 50 % pour les établissements plus petits (ceux qui enseignent principalement dans la langue d'une minorité nationale et dont le nombre d'élèves ne dépasse pas quarante-deux).

Des préparatifs sont en cours afin de permettre aux élèves de présenter les examens du certificat de fin d'études primaires ou intermédiaires dans leur langue maternelle.

2. *Dans les aires géographiques d'implantation substantielle ou traditionnelle des personnes appartenant à des minorités nationales, s'il existe une demande suffisante, les Parties s'efforceront d'assurer, dans la mesure du possible et dans le cadre de leur système éducatif, que les personnes appartenant à ces minorités aient la possibilité d'apprendre la langue minoritaire ou de recevoir un enseignement dans cette langue.*

Les principales minorités nationales sont parvenues à créer leur propre réseau d'écoles assurant un enseignement dans leurs langues respectives. Il regroupe 620 institutions (y compris des maternelles, des écoles primaires, des écoles intermédiaires, des écoles secondaires et des structures communes à plusieurs établissements) et, pendant l'année scolaire 2000/2001, couvrait 41 905 élèves.

Les paragraphes suivants indiquent la répartition géographique (par voïvodie) et le nombre d'établissements scolaires assurant des classes ou un enseignement dans la langue de chaque minorité, ainsi que le nombre total des élèves les fréquentant :

- Minorité allemande - voïvodies d'Opole, de Silésie et de Cujavie-Poméranie (345 établissements regroupant 31 365 élèves),

- Minorité biélorussienne - voïvodie de Podlasie (40 établissements regroupant 3 763 élèves),
- Minorité kaszub - voïvodies de Poméranie et de Cujavie-Poméranie (44 établissements regroupant 2 761 élèves),
- Minorité ukrainienne - voïvodies de Basse Silésie, de Lubusz, de Petite-Pologne, des Basses Carpates, de Podlasie, de Poméranie, de Varmie-Mazurie et de Poméranie occidentale (136 établissements regroupant 2 689 élèves),
- Minorité lituanienne - voïvodie de Podlasie (23 établissements regroupant 809 élèves),
- Minorité slovaque - voïvodie de Petite-Pologne (15 établissements regroupant 311 élèves),
- Minorité lemko - voïvodies de Basse Silésie, de Petite-Pologne et des Basses Carpates (15 établissements regroupant 313 élèves),
- Minorité juive - Wrocław, Varsovie (2 établissements regroupant 44 élèves).
- La plupart des élèves d'origine rom fréquentent des écoles publiques dans le cadre d'un système intégré mêlant jeunes Roms et jeunes Polonais. Signalons également l'existence de ce qu'il est convenu d'appeler des «classes roms» : une vingtaine de classes spéciales créées grâce au dévouement des instituteurs des communautés où il s'avère indispensable d'aider les élèves de cette minorité à entamer leurs études en surmontant le double handicap d'une maîtrise imparfaite de la langue polonaise et d'un manque de préparation préscolaire. Ce modèle est cependant sur le point d'être abandonné à la suite des protestations émises par certaines communautés roms.

Citons, à titre d'initiative intéressante, l'école primaire paroissiale de la communauté rom de Suwałki : la seule école privée gratuite dispensant un enseignement de qualité aux enfants roms.

Près de 30 % des enfants roms ne terminent pas leur scolarité obligatoire. Pour remédier à cette situation, le gouvernement a mis en place un *programme pilote en faveur de la communauté rom de la voïvodie de Petite-Pologne pour la période 2001-2003* qui prévoit le soutien des enfants roms fréquentant des écoles intégrées. Il prévoit notamment le recours à des maîtres auxiliaires et à des assistants roms. Le résultat ne s'est pas fait attendre : le recrutement d'assistants roms a provoqué une augmentation de la fréquentation des établissements concernés par les enfants issus de cette communauté.

Number of institutions according to the type of school – school year 2000/2001

Minority	Belarussian minority	Kaszub minority	Lithuanian minority	German minority	Slovak minority	Ukrainian minority	Lemk minority	Total
Primary schools with native language of instruction	0	0	5	6	0	4	0	15
Bilingual primary schools	0	0	2	2	1	0	0	5
Primary schools with additional courses of native language	27	33	6	261	8	69	9	413
Middle schools with native language of instruction	0	0	0	1	0	7	0	8
Bilingual middle schools	0	0	2	1	0	0	0	3
Middle schools with additional courses of native language	10	5	0	51	3	27	5	101
Secondary schools with native language of instruction	0	0	1	1	0	4	0	6
Bilingual secondary schools	0	0	0	1	0	0	0	1
Secondary schools with additional courses of native language	2	1	0	0	1	0	0	4
Vocational schools with native language of instruction	0	0	1	0	0	0	0	1
Bilingual vocational schools	0	1	0	0	0	1	0	2
Interschool team	0	0	0	0	0	1	0	1
Total	39	40	17	324	13	113	14	560

Number of students according to the type of school – school year 2000/2001

Minority	Belarussian minority	Kaszub minority	Lithuanian minority	German minority	Slovak minority	Ukrainian minority	Lemk minority	Total
Primary schools with native language of instruction	0	0	88	588	0	252	0	928
Bilingual primary schools	0	0	237	673	38	0	0	948
Primary schools with additional courses of native language	1988	2070	121	23379	161	1161	98	28978
Middle schools with native language of instruction	0	0	0	52	0	180	0	232
Bilingual middle schools	0	0	131	186	0	0	0	299
Middle schools with additional courses of native language	6223	266	0	5928	46	234	29	7135
Secondary schools with native language of instruction	0	0	124	54	0	522	0	700
Bilingual secondary schools	0	0	0	116	0	0	0	116
Secondary schools with additional courses of native language	1113	338	0	0	47	0	0	1498
Vocational schools with native language of instruction	0	0	42	0	0	0	0	42
Bilingual vocational schools	0	55	0	0	0	11	0	66
Total	3733	2729	743	30958	292	2360	127	40942

Article 15

Les Parties s'engagent à créer les conditions nécessaires à la participation effective des personnes appartenant à des minorités nationales à la vie culturelle, sociale et économique, ainsi qu'aux affaires publiques, en particulier celles les concernant.

Il convient de souligner que la législation polonaise garantit les conditions nécessaires à la participation de tous les citoyens à la vie culturelle, sociale et économique. C'est ainsi, notamment, que l'article 11 de la *Constitution* garantit la liberté de fonder et d'animer des partis politiques et que son article 12 garantit la liberté de former des syndicats, des organisations socioprofessionnelles d'agriculteurs, des associations, des mouvements civiques et d'autres groupements et fondations basés sur la libre participation, ainsi que la liberté de leurs activités. L'article 2 de la *loi sur les partis politiques* du 27 juin 1997 (Journal des lois n° 98, point 064 amendé) prévoit le droit de tout citoyen âgé d'au moins dix-huit ans de s'affilier à un parti.

Les modifications apportées au système politique après 1989 contribuèrent à déléguer certains pouvoirs aux collectivités locales. Tous les citoyens polonais, y compris les membres des minorités nationales relevant d'une communauté autonome (un statut accordé par la loi à l'ensemble des habitants d'une municipalité, d'un comté ou d'une voïvodie spécifique²), peuvent participer aux décisions importantes affectant leur communauté, soit directement (en participant aux élections et aux référendums), soit par l'intermédiaire des institutions locales. Ils peuvent également siéger dans les organes représentatifs des collectivités locales.

Lors des scrutins organisés en 1990, 1994 et 1998 pour élire les instances des collectivités locales, les minorités allemande, biélorussienne et ukrainienne présentèrent leurs propres listes notamment dans les régions d'Opole et de Podlasie et dans la ville de Katowice. Certains membres de ces minorités, ainsi que des minorités lituanienne et slovaque, se présentèrent également sur la liste d'un parti ou d'une coalition locale ou bien comme candidats indépendants.

Le scrutin de 1994 permit à la minorité allemande d'obtenir la majorité des sièges dans le conseil de six municipalités de la région d'Opole, tandis que la minorité lituanienne parvenait à rafler quinze mandats sur dix-huit au sein du conseil du comté de Puńsk (voïvodie de Podlasie). Le même scénario se reproduisit d'ailleurs dans la partie méridionale de la région de Podlasie où les représentants de la minorité biélorussienne jouent un rôle majeur dans les instances des collectivités locales.

Lors des élections de ces instances en 1998, les représentants des minorités biélorussienne, allemande, lituanienne, slovaque et ukrainienne réussirent à remporter des sièges. C'est ainsi que, dans la région d'Opole, vingt-neuf municipalités sont désormais dotées d'une majorité de conseillers appartenant à la minorité allemande et que les représentants de la minorité lituanienne sont parvenus à conserver leur majorité au sein du conseil municipal de Puńsk.

Les élections aux conseils de comté, tenues également en 1998, permirent à la minorité allemande de remporter la majorité des sièges dans trois comtés de la voïvodie d'Opole et à la minorité lituanienne de faire élire l'un de ses membres comme président adjoint du district de Sejny.

Lors de l'élection au *sejmik* [conseil] de la voïvodie d'Opole, la minorité allemande obtint un nombre important de suffrages, ce qui permet à ses représentants de faire désormais partie de la coalition au pouvoir dans cette voïvodie, tandis qu'un membre du conseil d'administration de l'association des Ukrainiens de Pologne préside le *sejmik* de la voïvodie de Varmie-Mazurie.

La loi du 12 avril 2001 sur l'élection du Sejm et du Sénat de la République de Pologne (Journal des lois n° 46, point 499 modifié) assure un traitement préférentiel aux représentants des minorités nationales. Conformément au principe général édicté par cette loi, seules les listes de district présentées par des comités électoraux ayant remporté plus de 5 % de suffrages valides aux élections nationales sont prises en compte, mais les comités électoraux des organisations minoritaires reconnues ne sont pas liés par ces seuils (article 134). Des solutions similaires avaient d'ailleurs déjà été retenues par les lois électorales précédentes adoptées après 1989.

² Loi du 8 mars 1990 sur l'autonomie des communes (Journal des lois 1996 n° 13, point 74 modifié), loi du 5 juin 1998 sur l'autonomie des comtés (Journal des lois n° 91, point 578 modifié), loi du 5 juin 1998 sur l'autonomie des voïvodies (Journal des lois n° 91, point 576 modifié).

C'est lors du scrutin de 1991 que les comités électoraux des organisations minoritaires obtinrent leur meilleur résultat : ils présentèrent une liste dans vingt circonscriptions où ils remportèrent en moyenne 2,91 % des suffrages. La stabilisation de l'électorat et sa répartition entre quelques grands partis politiques ont cependant entraîné une diminution progressive du nombre de suffrages accordés aux listes présentées par des comités électoraux appartenant à des minorités nationales. Seule la minorité allemande est parvenue à conserver une représentation au parlement : sept mandats au Sejm et un mandat au Sénat en 1993, quatre mandats au Sejm et un mandat au Sénat en 1997 et deux mandats au Sejm en 2001.

Signalons également que plusieurs listes présentées par des partis politiques contenaient des noms de représentants d'autres minorités nationales dont certains furent élus au Sejm. En 1993 et 1997, un candidat d'*Unia Wolności* représentant la communauté ukrainienne fut ainsi élu à la Diète polonaise, tandis qu'en 1997 plusieurs autres furent élus sur la liste du SLD [Alliance sociale-démocrate]. Lors du scrutin organisé le 23 septembre 2001, outre les représentants élus sur la liste de la minorité allemande (voir le paragraphe précédent), trois représentants de la minorité bélarussienne furent élus sur la liste du même SLD : deux au Sejm et un au Sénat.

Il convient de souligner que la République de Pologne, fidèle au principe de l'égalité des droits de tous les citoyens, ne limite pas le droit des personnes appartenant à des minorités nationales à exercer des fonctions publiques, y compris les activités concernant la sécurité ou la défense nationales, à être promues ou bien à recevoir un prix ou une distinction réservé aux fonctionnaires en reconnaissance de leurs qualités professionnelles ou personnelles.

En outre, les représentants des minorités nationales participent, sans aucune restriction, aux événements culturels organisés par leurs propres associations ou par d'autres organismes. Depuis 1989, le nombre de manifestations culturelles visant à montrer et à promouvoir le patrimoine culturel des minorités nationales vivant en Pologne ne cesse d'ailleurs d'augmenter.

Article 16

Les Parties s'abstiennent de prendre des mesures qui, en modifiant les proportions de la population dans une aire géographique où résident des personnes appartenant à des minorités nationales, ont pour but de porter atteinte aux droits et libertés découlant des principes énoncés dans la présente Convention-cadre.

L'un des principaux arguments invoqués pour créer le district de Sejny dans le cadre de la nouvelle division administrative entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1999 portait sur la portion considérable des Lituanais parmi sa population. De même, la création de la voïvodie d'Opole tient notamment compte du fait que cette région abrite une minorité allemande importante.

L'obligation de s'abstenir de toute mesure susceptible de modifier l'équilibre démographique des régions habitées par des minorités nationales est d'ailleurs explicitement énoncée dans l'article 15 du *Traité de bon voisinage et de coopération amicale entre la République de Pologne et la République de Lituanie* du 26 avril 1994 (Journal des lois 1995 n° 15, point 71).

Article 17

1. *Les Parties s'engagent à ne pas entraver le droit des personnes appartenant à des minorités nationales d'établir et de maintenir, librement et pacifiquement, des contacts au-delà des frontières avec des personnes se trouvant régulièrement dans d'autres Etats, notamment celles avec lesquelles elles ont en commun une identité ethnique, culturelle, linguistique ou religieuse, ou un patrimoine culturel.*

Le droit des citoyens appartenant à une minorité nationale de maintenir librement des contacts entre eux ou avec des citoyens d'autres pays dont ils partagent une identité ethnique est clairement garanti dans les traités bilatéraux conclus avec la République fédérale d'Allemagne, l'Ukraine, la République du Bélarus et la République de Lituanie. L'article 52, paragraphe 1, de la *Constitution* garantit à chacun la liberté de mouvement ainsi que le choix d'un lieu de résidence et de séjour sur le territoire

de la République de Pologne. Le paragraphe 2 du même article stipule que toute personne est libre de quitter le territoire de la République de Pologne.

2. *Les Parties s'engagent à ne pas entraver le droit des personnes appartenant à des minorités nationales de participer aux travaux des organisations non gouvernementales tant au plan national qu'international.*

La liberté d'association est garantie par l'article 58 de la *Constitution*. Seul un tribunal peut refuser l'enregistrement d'une association ou interdire ses activités. Pour plus de détails, voir le texte de la loi du 7 avril 1989 sur les associations (Journal des lois 2001 n° 79, point 855).

Article 18

1. *Les Parties s'efforceront de conclure, si nécessaire, des accords bilatéraux et multilatéraux avec d'autres Etats, notamment les Etats voisins, pour assurer la protection des personnes appartenant aux minorités nationales concernées.*

Les droits de certaines minorités nationales et les obligations qui en découlent pour les Etats concernés sont consacrés dans les traités bilatéraux conclus entre la Pologne et ses voisins :

1. *Traité de bon voisinage et de coopération amicale entre la République de Pologne et la République fédérale d'Allemagne* du 17 juin 1991 (Journal des lois 1992 n° 14, point 56) dont les articles 20 à 22 sont consacrés aux droits des minorités.

2. *Traité de bon voisinage, de solidarité et de coopération amicale entre la République de Pologne et la République fédérale de Tchécoslovaquie* du 6 octobre 1991 (Journal des lois 1992 n° 59, point 296). Ce traité régit les relations de la République de Pologne avec les républiques tchèque et slovaque. Son article 8 est consacré aux droits des minorités. A l'issue de la division de cette ancienne république fédérale en deux Etats, il est demeuré en vigueur en vertu de deux protocoles signés respectivement à Bratislava le 8 juillet 1993 (concernant les relations entre la Slovaquie et la Pologne) et à Varsovie le 29 mars 1996 (concernant les relations entre la République tchèque et la Pologne).

3. *Traité de bon voisinage, de solidarité et de coopération amicale entre la République de Pologne et l'Ukraine* du 18 mai 1992 (Journal des lois 1993 n° 125, point 573) dont l'article 11 est consacré aux droits des minorités.

4. *Traité de bon voisinage et de coopération amicale entre la République de Pologne et la Fédération de Russie* du 22 mai 1992 (Journal des lois 1993 n° 61, point 291) dont l'article 16 est consacré aux droits des minorités.

5. *Traité de bon voisinage et de coopération amicale entre la République de Pologne et la République du Bélarus* du 23 juin 1992 (Journal des lois 1993 n° 118, point 527) dont les articles 13 à 17 sont consacrés aux droits des minorités.

6. *Traité de bon voisinage et de coopération amicale entre la République de Pologne et la République de Lituanie* du 26 avril 1994 (Journal des lois 1995 n° 15, point 17) dont les articles 13 à 16 sont consacrés aux droits des minorités.

L'attention soutenue que la Pologne accorde aux droits des minorités a trouvé son expression dans plusieurs dispositions incluses dans les accords intergouvernementaux conclus par ce pays avec ses voisins :

République fédérale d'Allemagne :

- *Accord de coopération culturelle entre les gouvernements de la République de Pologne et de la République fédérale d'Allemagne*, signé le 14 juillet 1997,
- *Protocoles des réunions tenues par le comité mixte germano-polonais de coopération culturelle* alternativement dans chacun des deux pays en vertu de l'*Accord de coopération culturelle entre les gouvernements de la République de Pologne et de la République fédérale d'Allemagne* signé le 14 juillet 1997. Le comité est présidé par des représentants du ministère des Affaires étrangères des deux Etats signataires et ses membres sont choisis en fonction de leurs compétences en matière de coopération culturelle, scientifique, universitaire et scolaire.

République tchèque :

- *Accord de coopération culturelle, éducative et scientifique entre les gouvernements de la République de Pologne et de la République fédérale tchécoslovaque, signé le 16 septembre 1991.*

Slovaquie :

- *Accord de coopération culturelle, éducative et scientifique entre les gouvernements de la République de Pologne et de la République fédérale tchécoslovaque, signé le 16 septembre 1991.*

Ukraine :

- *Accord de coopération culturelle, scientifique et éducative entre les gouvernements de la République de Pologne et d'Ukraine, signé le 20 mai 1997.*
- *Accord de coopération culturelle, scientifique et éducative entre les gouvernements de la République de Pologne et de la République du Bélarus, signé le 27 novembre 1995.*

République de Lituanie :

- *Accord de coopération culturelle, scientifique et éducative entre les gouvernements de la République de Pologne et de la République de Lituanie signé le 17 décembre 1998.*

Fédération de Russie :

- *Accord de coopération culturelle, scientifique et éducative entre les gouvernements de la République de Pologne et de la Fédération de Russie, signé le 25 août 1993.*

Parmi les instruments signés récemment et contenant des références aux droits des minorités figurent plusieurs accords relatifs à des lieux de mémoire :

- *Accord entre les gouvernements de la République de Pologne et d'Ukraine sur la protection des mémoriaux et des sépultures des victimes de la guerre et la répression politique, signé à Varsovie le 21 mars 1994 (Journal des lois n° 112, point 545).*
- *Accord entre les gouvernements de la République de Pologne et de la Fédération de Russie sur les cimetières et les lieux de mémoire des victimes de la guerre et de la répression, signé à Cracovie le 22 février 1994 (Journal des lois n° 112, point 543).*
- *Accord entre les gouvernements de la République de Pologne et de la République du Bélarus sur la protection des cimetières et les lieux de mémoire des victimes de la guerre et de la répression, signé à Brześć le 21 janvier 1995 (Journal des lois 1997 n° 32, point 185).*

Un accord similaire est actuellement négocié avec la Lituanie.

Le 18 avril 2000, le Conseil des ministres de la République de Pologne adopta une déclaration interprétative relative à la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales qui fut déposée le 20 décembre 2000, en même temps que les documents ratifiant cette convention, au siège du Conseil de l'Europe à Strasbourg. Cette déclaration stipule notamment que la République de Pologne entend notamment mettre en œuvre la convention conformément à son article 18 en concluant des accords internationaux comme mentionnés dans cet article, dont le but est de protéger les minorités nationales en Pologne et les minorités ou groupes de polonais dans les autres Etats.

2. *Le cas échéant, les Parties prendront des mesures propres à encourager la coopération transfrontalière.*

Les traités de relations amicales et de bon voisinage conclus entre la République de Pologne et la République de Lituanie, l'Ukraine, la République du Bélarus, la Fédération de Russie, la République fédérale de Tchécoslovaquie et la République fédérale d'Allemagne contiennent des dispositions

encourageant la coopération entre les communes, municipalités et autres unités administratives ou territoriales, surtout dans les régions frontalières.

Pour appliquer les dispositions des traités bilatéraux conclus au début des années 1990, une coopération a été instituée dans les régions frontalières. La première eurorégion en Europe centrale et orientale, celle de Nysa, fut créée à l'initiative de la Pologne, de l'Allemagne et de la République tchèque en décembre 1991. La zone limitrophe de la Pologne, de la Lituanie du Bélarus et de la Fédération de Russie est peuplée de minorités lituanienne et biélorussienne : depuis 1997, elle fait l'objet d'une coopération internationale dans le cadre de l'eurorégion du Niemen. L'eurorégion du Bug fut créée en septembre 1995 : elle recouvre des zones frontalières de la Pologne, du Bélarus et de l'Ukraine et elle abrite des minorités biélorussienne, ukrainienne et tatare. La partie sud-ouest de la Pologne, habitée par des minorités ukrainienne et lemka, fait partie de l'eurorégion des Carpathes créée en février 1993 et dotée d'un statut approuvé par les autorités régionales polonaises, hongroises, ukrainiennes et slovaques. La coopération entre la Pologne et la Slovaquie s'est renforcée dans le cadre des eurorégions des Tatras et de la Beskidy créées respectivement en août 1994 et en février 2000. Cette zone est habitée par des personnes appartenant aux minorités rom, slovaque et lemka. L'eurorégion de Praded/Pradziad créée en 1997, à cheval sur la République de Pologne et la République tchèque, est habitée par des personnes appartenant à la minorité allemande.

Article 19

Les Parties s'engagent à respecter et à mettre en œuvre les principes contenus dans la présente Convention-cadre en y apportant, si nécessaire, les seules limitations, restrictions ou dérogations prévues dans les instruments juridiques internationaux, notamment dans la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales et ses Protocoles, dans la mesure où elles sont pertinentes pour les droits et libertés qui découlent desdits principes.

Dans sa déclaration interprétative relative à la *Convention-cadre pour la protection des minorités nationales* la République de Pologne relève que cet instrument ne contient pas de définition de la notion de «minorités nationale» et déclare qu'elle comprend sous ce terme les minorités nationales résidant sur le territoire de la République de Pologne et de nationalité polonaise.

***PARTIE III : AUTORITES ET INSTITUTIONS CHARGEES D'APPLIQUER LA POLITIQUE
VISANT LES MINORITES ET MESURES PRISES PAR LES ORGANES CONCERNES***

L'action du Gouvernement polonais ne vise pas uniquement à garantir l'exercice des droits des représentants des minorités nationales, mais aussi à renforcer l'esprit de tolérance et le dialogue entre les cultures. Le but est d'instituer un climat de respect mutuel, de compréhension et de coopération afin de créer les conditions nécessaires à la promotion de la culture et de l'identité des minorités nationales, dans la plus pure tradition polonaise, et d'encourager l'esprit de tolérance et d'ouverture dans la société et plus spécialement parmi les jeunes générations. Les institutions suivantes exercent une action en ce sens : la Commission pour les minorités nationales et ethniques du Sejm de la République de Pologne, le Commissaire aux droits civils, l'Equipe chargée des questions relatives aux minorités nationales, ainsi que les secrétariats d'Etat aux Minorités nationales et à la Culture des minorités nationales. Il convient également de citer le ministère de l'Education nationale et des Sports : il ne dispose pas d'une structure s'occupant spécifiquement des minorités, mais les questions intéressant ces dernières relèvent de la compétence de certains de ses services et notamment de la Direction pour l'éducation générale et spécialisée et pour la prévention sociale.

I

Commission pour les minorités nationales et ethniques du Sejm de la République de Pologne. Créée en 1989, cette commission parlementaire est notamment chargée de :

1. Participer à la préparation des lois visant les minorités nationales et ethniques.
2. Analyser les questions problématiques.
3. Consulter les communautés minoritaires.
4. Intervenir.

Elle se réunit aussi à intervalles réguliers - soit dans l'enceinte du parlement, soit à l'extérieur - afin d'examiner les problèmes spécifiques à telle ou telle minorité.

C'est notamment à l'initiative de la commission qu'une proposition de *loi sur les minorités nationales et ethniques en République de Pologne* a été rédigée. Présenté le 16 septembre 1998 au président du Sejm, ce texte fut transmis au gouvernement, après sa première lecture, aux fins d'approbation. En septembre 1999, le Conseil des ministres reconnut le besoin d'introduire une loi sur ce sujet et communiqua aux députés ses commentaires sur leur proposition.

La proposition de loi contient des références aux principes consacrés par la *Convention-cadre pour la protection des minorités nationales*. Elle répertorie les droits légitimes des minorités nationales, interdit la discrimination pour des motifs nationaux ou ethniques et prohibe l'assimilation forcée. Tout en reconnaissant le principe de l'égalité des citoyens, elle n'exclut pas la possibilité d'accorder un traitement de faveur aux membres des minorités nationales afin de leur conférer des chances égales. Dans les zones traditionnellement peuplées de personnes appartenant à des minorités nationales (ou dans les zones où ces personnes constituent une forte proportion de la population locale), la proposition de loi prévoit la possibilité de considérer les langues minoritaires concernées comme des secondes langues. Elle prévoit aussi la faculté d'utiliser une langue minoritaire pour désigner une ville, un service administratif ou une rue. Elle accorde également le droit de transcrire les noms et prénoms dans les registres officiels en tenant compte des règles de la langue minoritaire. Un chapitre séparé, consacré à l'éducation et à la culture, fixe les règles de l'enseignement de la langue maternelle et de l'organisation de cours dans cette même langue ; il fixe aussi les principes du financement des événements culturels organisés par les minorités nationales et les obligations de la radio et de la télévision publiques à l'égard de ces minorités.

Lors de la quatrième législature du Sejm, une sous-commission fut spécialement créée pour examiner la proposition de loi. Les députés du troisième Sejm n'avaient pas réussi en effet à le faire avant l'expiration de leur mandat (en septembre 2001). Le 11 janvier 2002, la Commission pour les minorités nationales et ethniques du Sejm put donc enfin déposer, de sa propre initiative, la proposition de loi (dans sa version du 16 septembre 1998) sur le bureau du président de cette Diète.

II

La protection des droits des minorités nationales et ethniques est l'une des tâches prioritaires du Commissaire aux droits civils. Fin 2000, un nouveau poste chargé spécifiquement des minorités nationales et des étrangers fut créé au sein du Bureau du Commissaire aux droits civils et le

1^{er} janvier 2001, un Service indépendant pour la protection des étrangers et des minorités nationales fut établi et doté de compétences incluant les questions relatives à la protection des droits des citoyens polonais appartenant à des minorités nationales et ethniques, surtout en ce qui concerne le respect du principe de l'égalité des chances et de la non-discrimination, ainsi que le droit de ces minorités à conserver et à renforcer l'usage de leur langue natale, coutumes et traditions et à préserver leur culture propre. Outre l'analyse du respect des droits des minorités, la préparation des discours et le traitement de dossiers individuels, les principales tâches du service englobent :

- le maintien de contacts avec la Commission pour les minorités nationales et ethniques du Sejm et avec les services administratifs compétents,
- le maintien de contacts avec les organisations sociales et culturelles des minorités nationales et ethniques, ainsi qu'avec les organisations non gouvernementales spécialisées dans la lutte contre le racisme, la discrimination et la xénophobie,
- la participation à des conférences, des symposiums et des débats - préparés par des organismes gouvernementaux, des ONG ou des centres scientifiques - consacrés aux droits des minorités nationales et ethniques, ainsi qu'au racisme, à la discrimination et à la xénophobie,
- le lancement sur le terrain de recherches portant sur la situation des minorités nationales et ethniques et le respect de leurs droits par l'Administration,
- la réunion d'informations et de réactions, ainsi que d'un matériel scientifique, en vue de permettre l'analyse et l'évaluation du respect des droits des minorités nationales et ethniques.

III

Au sein du gouvernement, c'est le ministère de l'Intérieur et de l'Administration qui est responsable d'appliquer la politique en faveur des minorités nationales. Cette politique est par ailleurs coordonnée par une **Equipe chargée des questions relatives aux minorités nationales** (anciennement «Equipe interministérielle pour les questions relatives aux minorités nationales») dont les réunions sont présidées par le sous-secrétaire d'Etat du ministère (assisté du sous-secrétaire d'Etat du ministère de la Culture) et qui utilise pour ses besoins les services de la Direction des Minorités nationales de ce même ministère.

L'équipe sert d'organe consultatif au président du Conseil des ministres. Elle compte des représentants des ministères compétents (Administration & Intérieur, Finances, Education, Travail, Justice, Sécurité sociale, Affaires étrangères) ainsi que du Comité pour l'intégration européenne, du président du Bureau des rapatriements et des étrangers, du président du Bureau central des statistiques et du Conseil pour la protection de la mémoire des combattants et des martyrs.

Ses principales activités sont :

- l'élaboration de programmes d'action du gouvernement en vue de créer des conditions propices au développement des minorités nationales,
- la coordination des actions menées par l'Administration en faveur des minorités nationales,
- l'évaluation et la rédaction de propositions visant la protection des droits et la satisfaction des besoins des minorités nationales,
- la lutte contre les violations des droits des minorités nationales,
- le lancement d'initiatives visant à mieux faire connaître les minorités nationales et leur culture, ainsi que de recherches portant sur la situation de ces minorités.

Le bilan de l'équipe peut se résumer comme suit :

- Préparation et mise en œuvre du *Programme pilote du gouvernement en faveur de la minorité rom dans la voïvodie de Petite-Pologne pour la période 2001-2003*, adopté par le Conseil des ministres le 13 février 2001. Les solutions préconisées dans ce document seront progressivement étendues à toute la Pologne. Elles sont très élaborées et recouvrent plusieurs domaines : éducation, lutte contre le chômage, santé, amélioration des conditions de logement et du bien-être, sécurité, culture, promotion de la culture rom dans la société polonaise et diffusion d'informations sur les changements affectant cette

communauté. Elaboré en coopération avec les collectivités locales et les organisations roms, le *Programme* est financé par l'Etat, les collectivités locales et des ONG.

- Lutte, en coopération avec des représentants d'autres ministères, en faveur de l'adoption des lois du 27 avril 2001 *sur la modification de la TVA et de la taxe d'accise, sur les achats publics et sur la protection des informations non publiques* (Journal des lois n° 56, point 580) qui permirent d'introduire une TVA de 0 % sur les magazines et les périodiques édités par des minorités nationales.
- Création, au sein des voïvodies, de postes de conseillers, d'avocats ou de fonctionnaires spécialement chargés des questions touchant aux minorités nationales.
- Etablissement d'une sous-équipe spécialement chargée de l'éducation.
- Elaboration, de concert avec le ministère de l'Education nationale, d'une stratégie de renforcement de l'éducation de la minorité lituanienne de Pologne.
- Introduction d'amendements dans certains décrets adoptés par le ministère de l'Education nationale et des Sports dans le cadre de la réforme de l'enseignement en Pologne, afin de concilier les principes de ladite réforme et les besoins spécifiques des minorités nationales.

IV

Le ministère de l'Intérieur et de l'Administration abrite une **Direction des Minorités nationales** dont l'activité est étroitement liée à celle de l'Equipe chargée des questions relatives aux minorités nationales. Ses tâches consistent plus spécialement à :

- élaborer, en accord avec les représentants des autres ministères, des propositions sur les principes de la politique nationale à l'égard des minorités,
- fournir à l'Equipe tous les services requis,
- coopérer avec l'Administration et les collectivités locales afin de prendre en compte les besoins spécifiques des minorités nationales au niveau régional,
- aider les organisations des minorités nationales à réaliser leurs objectifs, tels qu'ils sont décrits dans leur statut,
- lancer des actions visant à assurer le respect des droits des minorités et à résoudre leurs problèmes,
- élaborer et coordonner des programmes en faveur des minorités nationales,
- préparer des documents relatifs au respect des droits des minorités en Pologne dans le cadre du droit interne et des obligations internationales de cette république.

V

La Direction pour la culture des minorités nationales fait partie des structures du ministère de la Culture et a pour but de :

- prêter assistance aux organisations sociales concernant le respect et la préservation des traditions et des cultures des minorités nationales,
- accorder des subventions au nom du ministre et selon les critères spécifiés séparément par celui-ci, en conformité avec les procédures applicables,
- soutenir les événements culturels organisés par les organisations et les associations représentant des minorités,
- aider les publications et les organes de presse à faible diffusion appartenant à une minorité.

En outre, cette direction :

- réunit et analyse des informations sur les normes internationales en matière de protection du patrimoine culturel des minorités,
- coopère avec les organisations et les associations représentant des minorités dans le domaine de l'éducation des enfants et de la jeunesse,

- émet des avis sur les lois, conventions, traités et autres normes internationales relatifs aux cultures minoritaires,
- aide les projets prônant la tolérance et les actions défendant la cause des cultures minoritaires au sein de la société polonaise,
- met en œuvre les actions définies d'un commun accord avec l'Equipe chargée des questions relatives aux minorités nationales.

PARTIE IV : DONNEES RELATIVES A LA CRIMINALITE

Les données communiquées par le siège central de la police révèlent qu'en 2000 les infractions ayant un rapport avec les minorités se répartissaient comme suit :

- Neuf actes de discrimination violant l'article 119 du Code pénal et portant atteinte à dix-sept personnes dont trois étrangers. Les auteurs de six de ces infractions ont été identifiés et incluent deux mineurs.
- Vingt-huit affaires d'incitation à la haine raciale et de promotion du fascisme en violation de l'article 556 du Code pénal ayant donné lieu à l'arrestation de vingt-deux suspects dont sept mineurs.
- Seize actes d'injures publiques proférées à l'encontre d'un groupe ou d'une personne sur la base de son appartenance nationale ou ethnique, ou bien de motifs violant le droit à la vie privée des tiers (article 257 du Code pénal). Les auteurs de dix de ces infractions ont été identifiés et incluent un incapable majeur et deux mineurs.

Tous les auteurs des infractions signalées étaient des citoyens polonais.

Les violations les plus fréquentes visent :

- la peinture de graffitis à caractère nationaliste ou fasciste sur la façade des bâtiments, les conteneurs, les monuments, les poteaux et les panneaux de signalisation,
- le collage d'étiquettes à caractère nationaliste ou fasciste dans des endroits publics,
- la promotion d'idées fascistes : hurlement de slogans, déploiement de drapeaux, etc.

La police est résolue à prendre toutes les mesures requises pour assurer le respect intégral de la législation polonaise, y compris dans les affaires relevant des préjugés et de la discrimination raciaux. Son devoir englobe la répression de l'intolérance et de la discrimination fondées sur la race et l'adoption de mesures de protection dans les cas où l'on peut s'attendre à une violation du système de droit.

La police (et plus spécialement le Bureau de coordination des enquêtes criminelles au sein du siège central) coopère avec l'Equipe chargée des questions relatives aux minorités nationales et se préoccupe particulièrement des infractions commises à l'encontre des Roms. Selon ses chiffres, au cours de la période allant d'avril 1999 à fin septembre 2001, dix-neuf violations de ce type auraient été commises dont trois cambriolages, quatre effractions de domicile, cinq incendies criminels et trois agressions avec coups et blessures. Cependant, dans toutes ces affaires, il s'est révélé impossible d'établir avec certitude la motivation raciste ou nationaliste des délinquants.

La surveillance des groupes propageant des idées nationalistes extrémistes et racistes incombe également au Bureau pour la protection de l'Etat (UOP). Les compétences de cet organisme incluent l'identification et la prévention des actions menées par des individus ou des organisations nationalistes prônant le recours à la violence ou au terrorisme pour combattre l'ordre constitutionnel ou public en Pologne. Cette surveillance englobe le contrôle de publications et de sites Web, de concerts rock, de la diffusion de matériels de propagande, etc. Lorsqu'une personne suspectée d'avoir diffusé du matériel prônant la haine raciale est détenue, il appartient à un expert près les tribunaux de déterminer si le matériel saisi contribue à propager l'idéologie néofasciste : en cas d'opinion positive - c'est-à-dire lorsque le matériel saisi contient des messages faisant l'apologie du fascisme ou prônant la haine à l'encontre d'un groupe ou d'une personne sur la base de son appartenance nationale, ethnique, raciale ou religieuse, ou bien de sa non-appartenance à une Eglise - l'UOP déclenche systématiquement des poursuites pénales. Depuis 1996, ces poursuites ont débouché sur plusieurs condamnations pour propagation du fascisme. Alors qu'en 1996, une cinquantaine de publications néonazies, nationalistes extrémistes et antisémites circulaient en Pologne, l'action ferme de l'UOP a permis de réduire leur nombre à une dizaine. En outre, en 2000, plusieurs tentatives de rassemblements illégaux de groupes fascistes ont été déjouées.

PARTIE V : REMARQUES FINALES

La Pologne, conformément à son droit interne et à ses obligations internationales, accorde une attention particulière aux droits des minorités nationales. Garanties par la législation décrite dans le présent rapport, ces droits sont exercés au quotidien dans le cadre d'une coopération étroite entre le gouvernement et une administration locale attachée à la notion de «petites patries» et désireuse de renforcer les organisations représentant des minorités. Cette coopération concerne essentiellement la réalisation du droit au maintien et au renforcement de l'identité nationale et ethnique. Ce modèle participatif, basé sur l'idée que «rien de ce qui nous concerne ne peut se faire sans nous», s'avère le moyen le plus efficace de conférer une autonomie culturelle aux citoyens appartenant à une minorité nationale.

Dans le cadre de la préparation du présent rapport sur le respect des dispositions de la *Convention-cadre pour la protection des minorités nationales*, un projet a été soumis aux représentants des minorités nationales et ethniques vivant en Pologne. Au cours de ces consultations, les communautés minoritaires ont soumis un certain nombre de propositions allant au-delà des exigences de la Convention. Lesdites propositions portaient essentiellement sur l'éducation, l'accès des minorités aux moyens de communication de masse, l'application plus continue des politiques décrétées par le gouvernement et les collectivités locales, la garantie du développement des cultures minoritaires et la préservation de l'identité des minorités, un meilleur accès aux fonds publics, le renforcement de l'esprit de tolérance et du dialogue interculturel, la diffusion d'informations sur les minorités vivant en Pologne et une meilleure représentation de ces minorités au sein des organismes élus et de l'Administration.

Tout en nous félicitant globalement de l'état de la législation applicable et de la politique de l'Administration centrale, nous tenons à faire état de certains antagonismes ou controverses locaux qui trahissent la sensibilité des minorités aux transgressions avérées ou supposées, ainsi que des attitudes xénophobes et des manifestations d'intolérance de la part d'une fraction de la société polonaise à l'égard des personnes dotées d'une mentalité, d'une langue ou d'une apparence différentes.

PART VI: ANNEXE: LEGAL STATUS

(Veillez noter que le texte suivant existe uniquement en anglais)

Polish legislation specifies in detail the rights of national minorities. Almost all the provisions of the Convention Articles are reflected in *the Constitution of the Republic of Poland*, international agreements ratified by Poland and statutes.

The most important rights of persons belonging to national and ethnic minorities are regulated in the provisions listed below:

- the freedom to maintain and develop their own language – art. 35 section 1 of *the Constitution of the Republic of Poland*;
- the freedom to maintain customs and traditions, and to develop their own culture - art. 35 section 1 of *the Constitution of the Republic of Poland*, art. 1-7 of the Act of 17 May 1989 *on the Guarantees of the Freedom of Conscience and Faith*;
- the right to establish their own educational and cultural institutions as well as institutions designed to protect religious identity – art. 35 section 2 of *the Constitution of the Republic of Poland*, art. 13 of the Act of 7 September 1991 *on the Education System*, the Act *on the Guarantees of the Freedom of Conscience and Faith*;
- the right to participate in the resolution of matters connected with their national identity – art. 35 section 2 of *the Constitution*;
- the right to use freely minority language in private and in public – art. 27 of *the Constitution*, art. 2 of the Act of 7 October 1999 *on the Polish Language*;
- the right to use the spelling of names and surnames in the wording of a national minority – Treaties on Friendship and Neighbourly Relations with the Federal Republic of Germany, Ukraine, Republic of Belarussia and the Republic of Lithuania;
- the right to access to the public media – art. 54 of *the Constitution*, art. 21 section 2 point 9 of *the Radio and Television Broadcasting Act*;
- the right to unrestrained performing of religious practices – art. 53 of *the Constitution*, *Act on the Guarantees of the Freedom of Conscience and Faith*;
- the right to free contact with compatriots in the country of domicile and abroad – bilateral treaties with the Federal Republic of Germany, Ukraine, Republic of Belarussia and Republic of Lithuania;
- prohibition of discrimination and existence of organisations whose programme or activity assumes or allows racial and national hatred – art. 13 of *the Constitution*, art. 6 of *the Act on the Guarantees of the Freedom of Conscience and Faith*, art. 119, 149, 195, 196, 256, 257 of *the Penal Code*;
- electoral privileges for electoral committees of minority organisations – art. 134 of *the Electoral Ordinance to the Sejm of the Republic of Poland and the Senate of the Republic of Poland*;
- the right of assembly – art. 58 of *the Constitution*, art. 1 of the *Act Law on Assemblies*.

**EXTRACT OF KEY LEGAL REGULATIONS CONCERNING THE RIGHTS OF
NATIONAL MINORITIES IN THE REPUBLIC OF POLAND**

CONSTITUTION OF THE REPUBLIC OF POLAND

of 2 April 1997

(Journal of Laws no. 78, item 483)

Art. 5

The Republic of Poland shall safeguard the independence and integrity of its territory and ensure the freedoms and rights of persons and citizens, the security of the citizens, safeguard the national heritage and shall ensure the protection of the natural environment pursuant to the principles of sustainable development.

Art. 7

The organs of public authority shall function on the basis of, and within the limits of, the law.

Art. 11

1. The Republic of Poland shall ensure freedom for the creation and functioning of political parties. Political parties shall be founded on the principle of voluntariness and upon the equality of Polish citizens, and their purpose shall be to influence the formulation of the policy of the State by democratic means.
2. The financing of political parties shall be open to public inspection.

Art. 12

The Republic of Poland shall ensure freedom for the creation and functioning of trades unions, social and occupational organisations of farmers, societies, citizens' movements, other voluntary associations and foundations.

Art. 13

Political parties and other organisations whose programmes are based upon totalitarian methods and the modes of activity of nazism, fascism and communism, as well as those whose programmes or activities sanction racial or national hatred, the application of violence for the purpose of obtaining power or to influence the State policy, or provide for the secrecy of their own structure or membership, shall be forbidden.

Art. 25

1. Churches and other religious organisations shall have equal rights.
2. Public authorities in the Republic of Poland shall be impartial in matters of personal conviction, whether religious or philosophical, or in relation to outlooks on life, and shall ensure their freedom of expression within public life.
3. The relationship between the State and churches and other religious organisations shall be based on the principle of respect for their autonomy and the mutual independence of each in its own sphere, as well as on the principle of co-operation for the individual and the common good.
4. The relations between the Republic of Poland and the Roman Catholic Church shall be determined by international treaty concluded with the Holy See, and by statute.
5. The relations between the Republic of Poland and other churches and religious organisations shall be determined by statutes adopted pursuant to agreements concluded between their appropriate representatives and the Council of Ministers.

Art. 27

Polish shall be the official language in the Republic of Poland. This provision shall not infringe upon national minority rights resulting from ratified international agreements.

Art. 31

1. Freedom of the person shall receive legal protection.

2. Everyone shall respect the freedoms and rights of others. No one shall be compelled to do that which is not required by law.

3. Any limitation upon the exercise of constitutional freedoms and rights may be imposed only by statute, and only when necessary in a democratic state for the protection of its security or public order, or to protect the natural environment, health or public morals, or the freedoms and rights of other persons. Such limitations shall not violate the essence of freedoms and rights.

Art. 32

1. All persons shall be equal before the law. All persons shall have the right to equal treatment by public authorities.

2. No one shall be discriminated against in political, social or economic life for any reason whatsoever.

Art. 35

1. The Republic of Poland shall ensure Polish citizens belonging to national or ethnic minorities the freedom to maintain and develop their own language, to maintain customs and traditions, and to develop their own culture.

2. National and ethnic minorities shall have the right to establish educational and cultural institutions, institutions designed to protect religious identity, as well as to participate in the resolution of matters connected with their cultural identity.

Art. 52

1. Freedom of movement as well as the choice of place of residence and sojourn within the territory of the Republic of Poland shall be ensured to everyone.

2. Everyone may freely leave the territory of the Republic of Poland.

Art. 53

1. Freedom of faith and religion shall be ensured to everyone.

2. Freedom of religion shall include the freedom to profess or to accept a religion by personal choice as well as to manifest such religion, either individually or collectively, publicly or privately, by worshipping, praying, participating in ceremonies, performing of rites or teaching. Freedom of religion shall also include possession of sanctuaries and other places of worship for the satisfaction of the needs of believers as well as the right of individuals, wherever they may be, to benefit from religious services.

3. Parents shall have the right to ensure their children a moral and religious upbringing and teaching in accordance with their convictions. The provisions of Art. 48, para. 1 shall apply as appropriate.

4. The religion of a church or other legally recognised religious organisation may be taught in schools, but other peoples' freedom of religion and conscience shall not be infringed thereby.

5. The freedom to publicly express religion may be limited only by means of statute and only where this is necessary for the defence of State security, public order, health, morals or the freedoms and rights of others.

6. No one shall be compelled to participate or not participate in religious practices.

7. No one may be compelled by organs of public authority to disclose his philosophy of life, religious convictions or belief.

Art. 54

1. The freedom to express opinions, to acquire and to disseminate information shall be ensured to everyone.

2. Preventive censorship of the means of social communication and the licensing of the press shall be forbidden. Statutes may require the receipt of a permit for the operation of a radio or television station.

Art. 57

The freedom of peaceful assembly and participation in such assemblies shall be ensured to everyone. Limitations upon such freedoms may be imposed by statute.

Art. 58

1. The freedom of association shall be guaranteed to everyone.
2. Associations whose purposes or activities are contrary to the Constitution or statutes shall be prohibited. The courts shall adjudicate whether to permit an association to register or to prohibit an association from such activities.
3. Statutes shall specify types of associations requiring court registration, a procedure for such registration and the forms of supervision of such associations.

Art. 60

Polish citizens enjoying full public rights shall have a right of access to the public service based on the principle of equality.

Art. 70

1. Everyone shall have the right to education. Education to 18 years of age shall be compulsory. The manner of fulfilment of schooling obligations shall be specified by statute.
3. While establishing the child's rights, public authorities and persons responsible for the child shall be obliged to listen to and, as far as possible, take into account the child's opinion.

Art. 79

1. Everyone whose constitutional freedoms or rights have been infringed, shall have the right to appeal to the Constitutional Tribunal for its judgement on the conformity to the Constitution of a statute or another normative act upon which basis a court or organ of public administration has made a final decision on his freedoms or rights or on his obligations specified in the Constitution.

Art. 80

Everyone shall have the right to apply to the Commissioner for Citizens' Rights for assistance in protection of his freedoms or rights infringed by organs of public authority.

Art. 87

1. The sources of universally binding law of the Republic of Poland shall be: the Constitution, statutes, ratified international agreements, and regulations.
2. Enactments of local law issued by the operation of organs shall be the source of universally binding law of the Republic of Poland in the territory of the organ issuing such enactments.

Art. 91

1. After promulgation thereof in the Journal of Laws of the Republic of Poland (*Dziennik Ustaw*), a ratified international agreement shall constitute part of the domestic legal order and shall be applied directly, unless its application depends on the enactment of a statute.
2. An international agreement ratified upon prior consent granted by statute shall have precedence over statutes if such an agreement cannot be reconciled with the provisions of such statutes.
3. If an agreement, ratified by the Republic of Poland, establishing an international organisation so provides, the laws established by it shall be applied directly and have precedence in the event of a conflict of laws.

Art. 208

1. The Commissioner for Citizens' Rights shall safeguard the freedoms and rights of persons and citizens specified in the Constitution and other normative acts.
2. The scope and mode of work of the Commissioner for Citizens' Rights shall be specified by statute.

Art. 213

The National Council of Radio and Broadcasting shall safeguard the freedom of speech, the right to information as well as safeguard the public interest regarding radio broadcasting and television.

PROVISIONS CONCERNING PARTICIPATION IN PUBLIC LIFE

ACT
of 17 May 1998
on the Guarantees of the Freedom of Conscience and Faith
(uniform text: 2000 Journal of Laws no. 26, item 319)

Art. 1

1. The Republic of Poland shall guarantee every citizen the freedom of conscience and faith.
2. The freedom of conscience and faith shall include the freedom to choose religion and convictions and express them individually and collectively, in private and in public.
3. Citizens being believers of all faiths and non-believers shall have equal rights in state, political, economic, social and cultural life.

Art. 2.

Enjoying their freedom of conscience and faith, citizens may, in particular,

- 1) establish religious congregations and communities hereinafter referred to as “churches and other religious associations”, established for the purpose of practising and propagating religious faith, possessing their own system, doctrine and rites,
- 2) in accordance with the principles of their religion, participate in religious practices and ceremonies, fulfil their religious obligations and celebrate religious holidays,
 - 2a) belong or not belong to churches and other religious associations,
- 3) profess its religion or faith,
- 4) raise children in accordance with their religious beliefs,
- 5) keep silence in matters connected with their religion or convictions,
- 6) maintain contacts with co-believers, also participate in the works of international religious organisations,
- 7) use sources of information concerning religion,
- 8) manufacture and purchase objects necessary for religious worship or practices and use them,
- 9) manufacture, purchase and own articles necessary for the observance of religious rites and rules,
- 10) chose priesthood or ministry,
- 11) become members of secular organisations for the purpose of realisation of tasks resulting from the practised religion or religious beliefs,
- 12) be buried in accordance with the followed religious rules or religious beliefs.

Art. 3

1. External expression, individually or collectively, of a person’s religion or convictions may only be subject to statutory limitations necessary for the protection of public security, order, health or public morals or fundamental rights and liberties of other persons.
2. Enjoyment of the freedom of conscience and faith may not lead to evading the performance of public obligations imposed by statutes.
3. On grounds of their religious beliefs and moral principles, citizens may apply to be delegated to do substitute military service, on the conditions specified in the Act on Universal Obligation of Defence of the Republic of Poland. In order to enjoy this right, a person should submit a relevant declaration concerning his religious beliefs or moral principles.

Art. 4

1. The right, referred to in art. 2 point 2 and the right to own and use objects necessary for religious worship and performance of religious practices, is also granted to persons:
 - 1) doing their military service or conscript military service in civil defence forces,
 - 2) staying in health care institutions (1) and social care institutions (2) and children and youth staying in domestic camps organised by state institutions,
 - 3) staying in penal institutions, correctional institutions and educational institutions, as well as in custody pending inquiry, social adaptation centres (3) and care centres for minors.

2. The method of exercising the rights specified in section 1 is regulated in separate statutes and regulations issued on the basis thereof.

Art. 5

Citizens have the right to freely make donations for churches and other religious associations and charitable institutions and care centres.

Art. 6

1. No one may be discriminated against or privileged on grounds of religion or religious beliefs.
2. Citizens may not be forcibly prohibited from participating in religious practices or rites or forced to take part in them.

Art. 7

1. Foreigners staying on the territory of the Republic of Poland may enjoy the freedom of conscience and faith equally with Polish citizens.
2. The provision of section 1 shall apply to stateless persons accordingly.

Art. 42

1. Persons belonging to churches and other religious associations whose religious holidays are not public holidays, may, at their own request, be granted days off from work or school for the period of celebration of such holidays, in accordance with the requirements of their religion.
2. Minors may enjoy the right, referred to in section 1, at the request of their parents or legal guardians.
3. Days off from work or school, referred to in section 1 and 2, may be granted provided the time of absence is made up for without additional compensation for work on public holidays or in overtime hours.
4. The minister in charge of labour policy and the minister in charge of schooling and education, the minister in charge of higher education in co-operation with the minister in charge of religious beliefs shall, by way of a statute, specify detailed conditions of granting days off from work or school, referred to in section 1 and 2.

ACT

of 7 April 1998

Law on Associations

(uniform text: 2000 Journal of Laws no. 79, item 855)

Art. 1

1. Polish citizens shall enjoy the right of membership associations, in accordance with the provisions of the Constitution and statutes.
2. The right of membership in associations may be subject to limitations specified in statutes only, to the extent necessary to ensure the state security, state interests or public order as well as to protect health or public moral or protect rights and freedoms of other people.

Art. 2

Associations have the right to express their opinion in public matters.

ACT

of 5 July, 1990

Law on Assemblies

(Journal of Laws no. 51, item 297 as amended)

Art. 1

1. Everyone may enjoy the freedom of peaceful assembly.

2. Assembly shall mean a gathering of at least 15 persons, convened for the purpose of joint debates or expression of a joint position.

ACT
of 27 June 1997
on Political Parties
(uniform text: 2001 Journal of Laws no. 79, item 857)

Art. 2

1. Members of political parties may be citizens of the Republic of Poland who have attained the age of 18.
2. Prohibition of membership in political parties shall be specified in separate statutes.

ACT
of 12 April 2001
Electoral Ordinance to the Sejm of the Republic of Poland and the Senate of the Republic of Poland
(Journal of Laws no. 46, item 499 as amended).

Art. 134.

1. Electoral committees created by constituents being members of registered organisations of national minorities may enjoy the right of exemption for the lists of these electoral committees from the conditions specified in art. 133 section 1, provided they submit a declaration in this respect to the State Electoral Commission, at the latest 5 days prior to holding the election. Apart from the declaration, referred to in the first sentence, the committee shall be obliged to submit a document issued by the competent statutory authority of the national minority organisation confirming the establishment of the committee by constituents being members of this organisation.
2. The State Electoral Commission shall immediately acknowledge the receipt of the declaration, referred to in section 1. The acknowledgement of the declaration shall be binding.

THE ACT
dated 29 August 1997
on the Protection of Personal Data
(Journal of Laws no. 133, item 883 as amended)

Art. 27.

1. The processing of personal data revealing racial or ethnic origin, political opinions, religious or philosophical beliefs, religious, party or trade-union membership, as well as the processing of data concerning health, genetic code, addictions or sex life and data relating to convictions, judgments on penalty, fines and other decisions issued in court or administrative proceedings is prohibited.
2. Processing of the data referred to in paragraph 1 above shall not constitute a breach of the act where:
 - 1) the data subject has given his written consent, unless the processing consists in erasure of personal data;
 - 2) the provisions of other specific statute provide for the processing of such data without the need to request the data subject's consent and provide for adequate safeguards;
 - 3) processing is necessary to protect the vital interests of the data subject or of another persons where the data subject is physically or legally incapable of giving his consent until the establishing of a guardian or a curator;

4) processing is necessary for the purposes of carrying out the statutory objectives of churches and other religious unions, associations, foundations, and other non-profit-seeking organisations or institutions with a political, scientific, religious, philosophical, or trade-union aim and on the condition that the processing relates solely to the members of those organisations or institutions or to the persons who have a regular contact with them in connection with their purposes and subject to providing suitable safeguards of the processed data;

5) processing relates to the data necessary for the establishment of legal claims;

6) processing is necessary for the purposes of carrying out the obligations of the controller with regard to employment of his employees and other persons, and the scope of processing is provided by the law;

7) processing is required for the purposes of preventive medicine, the provision of care or treatment, where the data are processed by a health professional subject involved in treatment, other health care services, or the management of health care services and subject to providing suitable safeguards;

8) the processing relates to those data which are manifestly made public by the data subject.

THE ACT
dated 2 December 1999
on the National Population and Housing Census 2002
(2000 Journal of Laws no. 1, item 1 as amended)

Art. 5

1. Within the framework of the census, examination of nationality will be performed of all persons subject to the Census.
2. The examination mentioned in section 1 involves the following questions:
 - 1) to what nationality belongs the listed person;
 - 2) what language is used most extensively at home.

DECREE
OF THE MINISTER OF LABOUR AND SOCIAL POLICY AND THE MINISTER OF
NATIONAL EDUCATION
dated 11 March 1999
on Days off from Work or School for Persons Belonging to Churches and Other Religious
Associations for Celebrating Religious Holidays Other than Public Holidays
(Journal of Laws no. 26, item 235)

On the basis of art. 42 section 4 of the Act dated 17 May 1989 on guarantees of the freedom of conscience and faith (1990 Journal of Laws No. 29 Item 155, No. 51 Item 297, No. 55 Item 321 and No. 86 Item 504 and 1991 Journal of Laws No. 95 Item 425 and 1993 Journal of Laws No. 7 Item 34 and 1998 Journal of Laws No. 59 Item 375), it is decreed as follows:

§ 1

1. Employee belonging to the church or religious association whose religious holidays are not public holidays should submit the application for granting a day off from work mentioned in art. 42 section 1 of the Act dated 17 May 1989 on guarantees of the freedom of conscience and faith (1990 Journal of Laws No. 29 Item 155, No. 51 Item 297, No. 55 Item 321 and No. 86 Item 504 and 1991 Journal of Laws No. 95 Item 425 and 1993 Journal of Laws No. 7 Item 34 and 1998 Journal of Laws No. 59 Item 375), hereinafter the "Act", should report this to the employer at least 7 days in advance. The

employer notifies the employee about the conditions of making up for the granted day-off not later than 3 days before the day-off.

2. The provision of section 1 is not applied to the religious holidays falling in the fixed day of each week. In order to allow the employee to celebrate such holidays, the employer, at his request, defines the individual schedule of working hours for him.

§ 2

1. Pupil or student belonging to the church or religious association whose religious holidays are not public holidays submits the application for granting a day off from, education mentioned in art. 42 section 1 of the Act, to the school (other educational and pedagogical entity or guardian and pedagogical entity) or higher education institution, hereinafter the "school", in a way accepted at the beginning of the school (academic) year or during the course of study, however at least 7 days before the planned day-off.

2. Upon granting day-off from education, the school also defines the method of making up for the educational outstanding work caused by the day-off.

§3

On behalf of minor persons, the application for granting day-off, mentioned in § 1 section 1 and in § 2 section 1, is submitted by the parents or legal guardians.

§ 4

The Decree of the Minister of Labour and Social Matters and the Minister of National Education dated 12 November 1990 on days off from work or school for persons belonging to church and other religious associations for celebrating religious holidays other than public holidays (Journal of Laws No. 82 Item 481) loses its validity.

§ 5

The Decree becomes effective after 14 from announcement.

REGULATIONS CONCERNING THE LANGUAGE

THE ACT

dated 7 October 1999

on the Polish Language

(Journal of Laws no. 90, item 999 as amended)

Art. 2.

The Act is not in breach of:

- 1) the provisions of the acts on the of the state to churches and other religious associations, in particular concerning performing religious cult and practices;
- 2) the rights of national minorities and ethnic groups.

THE ACT

dated 15 November 1956

on Changing Names and Surnames

(uniform text: 1963 Journal of Laws no. 59, item 328 as amended)

Art. 1

1. Change of name or surname of the Polish citizen to another name or surname, indicated by himself, may take place at his/her request on the conditions defined in the provisions of this Act.

2. Change of name or surname of stateless the person to another name or surname, indicated by himself, may take place at his request provided such person has the permanent place of resident in Poland.
3. Change may also refer to family name of the woman who has or had been married.

Art. 2

1. Request for change of name or surname shall be taken into consideration if it is justified with important reasons.
2. In particular, important reasons are involved in the requesting party is bearing the surname:
 - 1) ridiculing or incompatible with the human honour;
 - 2) having non-Polish wording;
 - 3) having the form of a name;and also if the requesting party wishes to change its surname to the one being in use for a long time.

Art. 3

Request for the change of surname shall not be taken into consideration:

- 1) if there is a justified suspicion that the requesting party is attempting to change surname in order to facilitate its criminal activity or avoiding civil or penal liability;
- 2) if the requesting party is attempting to change surname to a historic surname, associated with cultural and scientific achievements, political, social or military activity, unless he had family members bearing such surname or is commonly known under this surname.

Art. 4 (deleted)

Art. 5

1. Change of surname of both parents shall also extend to cover minor children.
2. If change of surname refers to only one parent, extending it to cover minor children requires consent of the other parent unless such parent does not have full capacity to perform legal actions, is dead, is not identified or deprived of parental authority. If the child is aged 14 or more, also his/her consent is required for change of the surname.
3. In the case of lack of agreement among parents, each parent may turn to the guardianship authority for resolution. Decision on change of surname of minor children is made after judgements of the guardianship authority become final.
4. Provisions of sections 2 and 3 shall be applied respectively in the case when change of surname is supposed to involve only a minor child. Statutory representative submits the request for change of surname of minor child.

Art. 6

1. The surname may consist of maximum two parts (elements).
2. The provision of section 1 shall also apply to the changing surname upon marriage or adoption.

Art. 7

Provisions of art. 2 section 1 and section 2, point 1 and 2, and art. 5 sections 3 and 4, shall apply to changing names.

Art. 8

The county chief (*starosta*), competent for the place of residence of the requesting party, takes decision in the matters defined in the Act, and in case there is no place of residence – the decision is taken by the President of the capital city of Warsaw as the executory organ in the municipality Central Warsaw.

Art. 9

1. Persons resident in Poland submit applications in the matters specified in the Act to the organs mentioned in art. 8. If the applicant's place of residence is outside Poland, then application is submitted with intermediary of the Consul of the Republic of Poland.

2. Territorial competence of county chiefs is defined, for persons domiciled abroad, by: the last place of domicile or the last place of residence in Poland. If none available, then the competent organ shall be the President of the capital city of Warsaw as the executory organ in the municipality Central Warsaw.

Art. 10

1. In case of doubts, spelling and wording of name and surname shall be determined by the county chief, at the request of one of the parties.
2. The provision of section 1 shall be applied respectively in the cases of adjustment of the spelling of names and surnames to the principles of the Polish writing according to their phonetic wording. Determination of spelling, mentioned in section 2, may also be performed ex officio if name or surname has Polish wording.

Art. 11

1. The organ mentioned in art. 8 notifies the following organs about change of name or surname: the Registrar Offices competent for issuing birth certificate and marriage certificate of the requesting party and birth certificates of his minor children, as well the competent Fiscal Office and Police Station, the Military Recruitment Agency and population registering organs and the Central Register of Convicted Persons.

The provision of section 1 shall be applied respectively in the cases provided for in art. 10.

Art. 11a

1. The county chief's tasks and competencies, defined in the Act, are the governmental administration tasks.
2. Voievodes supervise activities of county organs as far as realisation of the statutory obligations is concerned.
3. Voievode is the appeal organ against the administrative decisions issued by the county organs basing on the act.

Art. 12

The Decree dated 10 November 1945 on changing and determining names and surnames (Journal of Laws No. 56 Item 310) loses its validity.

**THE DECREE
OF THE REPUBLIC OF POLAND
dated 24 October 1934
on Specification of Names of Settlements
and Physiographic Objects and on Real Estate Numeration
(Journal of Laws no. 94, item 850 as amended)**

On the basis of art. 44 section 6 of the Constitutions and the Act dated 15 March 1934 authorising the President of the Republic of Poland to issue decrees with the legal status of the act (Journal of Laws of the Republic of Poland No. 28 Item 221), hereby I decide as follows:

Art. 1

This Decree shall regulate the issue of specifying names:

- a) inhabited towns, i.e. any autonomous settlements differentiated from the neighbouring settlements by other name, and – in the case of identical name – with other specification of type (“town” or “village”, “village” or “estate” “estate” or “forest dwelling” etc.);
- b) non-inhabited settlements;
- c) physiographic elements (rivers, mountain peaks and ranges, valleys etc)

Art. 2

1. Official names of settlements and physiographic objects, together with their spelling, shall be specified and changed by the Minister of Internal Affairs in a decree to be announced in the Polish Monitor.
2. The first general specification of official names, based on this Decree, shall be carried out by the decrees, each covering names of all settlements and physiographic objects on the area of at least one voievodship. Such decrees shall be published in the official part of the "List of Settlements in the Republic of Poland" issued by the Central Statistical Office.

Art. 3

1. The Commission for Specification of Names of Settlements and Physiographic Objects is established and affiliated with the Minister of Internal Affairs.
2. The Commission consists of the chairman and six members, including representatives of scientific circles and one representative of the Ministries of: Military Affairs, Communication and Post Office and Telegraph.
3. Chairman of the Commission and representatives of scientific circles shall be appointed by the Minister of Internal Affairs, and representatives of scientific are appointed in agreement with the Minister of Religions and Public Enlightenment. Representatives of the Ministries are appointed by the relevant Ministers. Deputy Chairman and Deputy Commission Members are appointed in the identical mode.
4. With consent of the Chairman, delegates from the interested offices, appointed by relevant authorities, may participate in sessions of the Commission with advisory voice.

Art. 4

1. The Commission is the opinion formulating organ and is considering the matters submitted by the Chairman.
2. The regulations of actions of the Commission will be issued by the Minister of Internal Affairs.

Art. 5

1. In order to prepare the materials for session of the Commission, the Minister of Internal Affairs may appoint temporary regional commissions for specification of names of settlements and physiographic objects.
2. The Minister of Internal Affairs shall specify the composition and regulations of activity of regional commissions.

Art. 6 (deleted)

Art. 7

In public relations, names of settlements and physiographic objects may only be used in the official wording, specified under this Decree.

Art. 8

1. In each town, the municipal board shall maintain in good condition, on corners of streets and squares, plates with names of streets and squares.
The Minister of Internal Affairs may extend the scope of duties listed in section (1), also to include other settlements, indicating simultaneously who is responsible for placing and maintaining the said plates.

Art. 9

1. Each real estate in settlements, both developed and planned for development according to the valid development plan, should be marked with the order number by the managing organs of the local self-government.
2. The principles of numeration of real estates shall be specified by the Minister of Internal Affairs in a decree.

2. Owners of buildings and fenced undeveloped squares shall be obliged to place on their real estate, and keep in good condition, plates with order numbers specified under sections 1 and 2.

Art. 10

Those breaching provisions of art. 7 or maliciously removing or destroying the plates mentioned in art. 8 and 9, shall be subject to the administrative penalty of detention for up to a month or fine of up to 750 zł.

Art. 11 (invalidated)

Art. 12

The Minister of Internal Affairs is entrusted with the task of implementation of this Decree.

Art. 13

1. This Decree becomes effective on the day of announcement and shall be in force in the whole country.

2. Simultaneously, all provisions concerning the matters regulated in this Decree, loose their validity, except for the provisions of art. 43 section 1 point p) and art. 65 section 1 of the Act dated 23 March 1933 on partial change of the constitution of the local self-government (Journal of Laws of the Republic of Poland No. 35 Item 294).

THE ACT

dated 17 July 2001

Law on Constitution of Common Courts

(Journal of Laws no. 98, item 1070)

Art. 5

§ 1. The Polish language is the official language.

§ 2. Any person with insufficient command of Polish language has the right to testify before the court in a language known to him and to use, free of charge, the services of interpreter.

§ 3. The court competent to consider the case in the first instance takes the decision to assign interpreter to the person mentioned in § 2. The application for assigning an interpreter, when submitted during the course of the case, shall be considered by the court of the instance in which the case is in course.

REGULATIONS CONCERNING THE CULTURE

THE ACT **dated 29 December 1992** **on Radio and Television Broadcasting** (1993 Journal of Laws no. 7, item 34 as amended)

Art. 2

1. Public broadcasting organisations and holders of broadcasting licences shall be entitled to transmit radio and television programme services.
2. The provisions of the Act shall not apply to:
 - 1) programme service transmitted or retransmitted solely for reception within a single building,
 - 2) programme service transmitted or retransmitted in a system, where transmitting and receiving equipment belongs to the same person engaged in business activity or other registered public activity, and where the content of the programme service is limited to matters relating to that activity and is addressed either to employees or another particular group of people connected to the broadcaster,
 - 3) programme service retransmitted in a cable network, where the number of individual receivers does not exceed 250.

Art. 18

Programmes or other items may not encourage actions contrary to law and Poland's *raison d'Etat* or propagate attitudes and beliefs contrary to the moral values and social interest. In particular, they may not include any discrimination on grounds of race, sex or nationality.

Art. 21

2. Programmes in public radio and television broadcasting should:
 - 9) take into account the needs of national minorities and ethnic groups.

REGULATIONS CONCERNING EDUCATION

THE ACT **dated 7 September 1991** **on the System of Education** (uniform text: 1996 Journal of Laws no. 67, item 329 as amended)

Art. 13

1. Public schools shall enable pupils to retain their sense of national, ethnic and religious identity, and in particular shall make it possible for them to learn their own language, history and culture.
2. At the request of the parents, the educational instruction in paragraph 1 may be conducted in:
 - 1) separate groups, section or schools,
 - 2) groups, sections or schools - with additional language lessons and lesson on history and culture
 - 3) in inter-school teaching teams.
3. The Minister competent for the educational and pedagogical matters shall determine, in the decree, the way in which the schools and institutions realise the tasks mentioned in section 1 and 2, in particular minimal number of students for whom particular forms of education, mentioned in section 2, would be organised.

**DECREE
OF THE MINISTER OF NATIONAL EDUCATION
dated 24 March 1992**

on the Organisation of Educational Programmes Enabling Pupils of National Minorities to Retain their Sense of National, Ethnic and Linguistic Identity

(Journal of Laws no. 24,item 150)

On the basis of art. 13 section 3 of the Act dated 7 September 1991 on the System of Education (Journal of Laws No. 95 Item 425 and 1992 Journal of Laws No. 26 Item 113), the following is hereby decreed:

§ 1

1. Public pre-schools and schools shall provide for pupils conditions to retain and develop their sense of national, ethnic and linguistic identity, as well as their own history and culture.
2. The conditions of paragraph 1 shall be created in the course of generally accessible curricular or extracurricular instruction.

§ 2

The Superintendent of Education shall supervise correct realisation of the educational rights of pupils of national and ethnic minorities, hereinafter the “minorities”.

§ 3

1. Native language instruction for minority pupils as well as other classes outlined in § 1 section 2 will be organised on a volunteer basis. These classes shall be organised by the school (pre-school) principal at the request of the parents or legal guardians. In the case of students on post-elementary school level, students themselves may submit the declarations of will to participate in the instruction mentioned in § 4.
2. Applications for instruction of the minority’s native language shall be received by the school principal upon acceptance of the child to school (pre-school) or during the period of preparations for the new school year, i.e. in April and May. Such application shall be valid until the moment of completion of education in school (pre-school). The application should specify the form of education consistent with § 4.

§ 4

1. Instruction of the native language of a specific minority may be conducted:
 - 1) in pre-schools and schools with instruction in the native language;
 - 2) in pre-schools and bilingual schools;
 - 3) in schools with supplementary program of instruction of the minority’s native language;
 - 4) in inter-school teams for instruction of the minority’s native language.
2. Schools (pre-schools) for minorities shall be organised and financed according to the regulations for public pre-schools and schools of respective types, taking into consideration provisions of § 6.
3. Elementary school offering instruction in the minority’s native language may be without the specified district provided it has lodging facilities or organises transport for pupils.

§ 5

1. The “school offering instruction in the minority’s native language” should be understood as the school that offers instruction in the native language of the minority, with exception of instruction of the Polish language, literature and history.
2. In pre-school offering instruction in the native language, classes are held exclusively in the minority’s native language.
3. In sections for 6-old children, the Polish language is introduced, 4 hours a week.
4. The “bilingual school” should be understood as the school (pre-school) with instruction in two equal-ranking languages, in this case the Polish language and the minority’s native language.

5. The “school with supplementary program of instruction of the native language” should be understood as the school offering instruction of all subjects in the Polish language, except for the supplementary subject, i.e. the native language of the specific minority.

§ 6

A minority native language class (section) may be organised if at least 7 elementary school pupils from one class and 14 upper-level pupils declare an interest in forming such a class.

§ 7

1. If the number of children declaring an interest is less than the number in § 6, the native language classes can be organised with students from different grades or class sections, subject to the following:

- 1) a class composed of pupils from different sections (for example third-grades from section A and B) must have at least 7 pupils;
- 2) a class composed of pupils from different grades (for example second and third grade) will function as a combination class and should have at least 3 but no more than 14 pupils;
- 3) if a single pupil from one class declares an interest in participating in the native language instruction, he may learn the language in a bilingual class or a combination class.

2. If it is impossible to organise a native language class because of an insufficient number of children or lack of teachers, the school principal shall draw up a list of children who have declared an interest in native language education and present it to the organ operating public school, which shall organise inter-school teams for native language education, taking into consideration transportation possibilities. The number of pupils in such a group cannot be smaller than 3 and not bigger than 20.

§ 8

1. Programs of education, specified in the provisions of framework educational programs, shall apply in the schools with instruction in the native language, as well as the minimal level of command of the native language.

2. In schools with supplementary instruction of the native language in inter-school teams for native language education, the compulsory number of hours for teaching this language is 3.

3. In exceptionally justified cases the organs operating public schools are allowed to increase the number of hours for teaching the minority’s native language.

§ 9

In school offering instruction in the native language, teaching of language, history and geography shall be performed on the basis of the programmes accepted for school use by the Minister of National Education.

§ 10

In schools with supplementary program of instruction of the native language and in bilingual schools, the elements of history and geography of the country, from which a specific minority originates, shall be introduced within the framework of compulsory number of hours for realisation of program of such subjects. The pedagogical board shall decide about the choice of the issues in extension of program contents.

§ 11

The school principal may, according to the school’s lodging, financial and staffing possibilities, organise other forms of classes with the purpose of supporting the minority’s tradition and culture and instruction of the native language or dialect, within the state budget funds allocated to the school.

§ 12

The pedagogical process in the schools for minorities and teaching arts and humanities should serve the purpose of respecting the Polish and global cultural heritage and supporting regional tradition and culture.

§ 13

1. At the request of parents, pupils of nationality other than Polish, learning their native language, may be exempted from the second obligatory foreign language.
2. Pupils of Polish nationality frequenting the schools organising teaching of the minority's native language may – at the request of their parents – learn this language as the obligatory foreign language.
3. Listing student on the course of the minority's native language in the school or inter-school team for native language education is equivalent with accepting this subject as the obligatory one for the pupil, with all consequences resulting from the regulations of granting grades, classification and promotion, and with respect to students of high schools – also from the matriculation examination regulations.

§ 14

In schools with native language instruction, school certificates shall be issued in Polish and in the native language.

§ 15

Graduates of native language schools shall have access to upper-level Polish schools.

§ 16

In realisation of the tasks mentioned in § 1 section 1, the organs operating schools (pre-schools) and principles of such organs shall co-operate with the territorial branches of the minority's social and cultural organisations.

§ 17

Teaching of religion, mentioned in art. 12 section 1 of the Act dated 7 September 1991 on the system of education, is regulated by separate provisions concerning organisation of teaching religion in schools.

§ 18

The Decree No. 67 of the Minister of National Education dated 21 December 1991 on organising teaching of the native language for pupils and students of nationality other than Polish, in elementary schools and comprehensive high schools (Official Journal of the Minister of Education No. 11 Item 69) loses its validity.

§ 19

The Decree becomes effective after 14 days from the announcement

THE DECREE
OF THE MINISTER OF NATIONAL EDUCATION
dated 14 April 1992
on the Conditions and Method of Organisation of Teaching of Religion
in Public Pre-schools and Schools
(Journal of Laws no. 36 Item 155 as amended)

On the basis of art. 12 section 2 of the Act dated September 7, 1991 on the System of Education (Journal of Laws No. 95 Item 425 and 1992 Journal of Laws No. 26 Item 113), the following is hereby decreed:

§ 1

1. In public pre-schools, teaching of religion is organised within the framework of pre-school curricular classes, shall be organised at request of the parents (legal guardians). In public elementary schools, middle schools, post-elementary and post-middle schools, hereinafter the 'schools', teaching of religion and ethics within the framework of school curricular classes:

- 1) in elementary and middle schools – at request of the parents (legal guardians);

- 2) in post-elementary and post-middle schools – at request of either parents (legal guardians) or students themselves; after becoming of age, students themselves decide about participation in instruction of religion and ethics.
2. The request mentioned in section 1 is expressed in the simplest form of declaration that need not be renewed in each subsequent school year but may be changed.
3. Participating or not participating in pre-school or school instruction of religion or ethics must not be the reasons for discriminating against anybody in any form.

§ 2

1. Pre-school and school shall be obliged to organise classes of religion for groups not smaller than 7 pupils from one class or section (pupils of pre-school group). For smaller number of students in the class or section (pupils of pre-school group), instruction of religion in pre-schools or schools should be organised in inter-sector or inter-class team.
2. If less than 7 pupils apply for teaching of a specific religion or religions in school or pre-school, the organ operating the pre-school or school, in memorandum of understanding with the relevant church or religious association, shall organise teaching of religion in inter-school or external catechetical point. The number of pupils in the group or catechetical point should not be smaller than 3.
3. If students of schools (pupils in pre-school) operated by different organs participate in inter-school or external teams at catechetical point; then such organs shall specify, after reaching an agreement, the principles for groups and catechetical points.
4. In specially justified cases, the organ operating pre-school or school, within the funds at its disposal, may – at the request of the church or religious association – organise teaching of religion of a specific faith in a way different than defined in sections 1-3.
5. Making classrooms available, free of charge, on dates when no classes are held, for catechetical purposes to churches and religious associations is allowed, also in the case of those that do not organise teaching of religion within the framework of the system of education.

§ 3

1. For the students, who express such intention themselves or for whom such intention is declared by their parents (§ 1 section 1), the school shall organise classes of ethics basing on the programs allowed for school use on the conditions defined in art. 22 section 2 point 3 of the Act on the System of Education.
2. Depending on the number of declared students, classes of ethic may be realised on the conditions specified in § 2.
3. The school shall be obliged to guarantee care or pedagogical classes during the period of religion or ethics classes for students who do not learn religion or ethics in the school.

§ 4

Teaching of religion is performed on the basis of the programs prepared and approved by the competent authorities of churches and other religious associations, submitted to the Minister of National Education for information. The same principles are applied with respect to textbooks for teaching religion.

§ 5

1. Pre-school or school employs teacher of religion, external or school's religion instructor (hereinafter "religion teacher") exclusively on the basis of written delegation to the specific pre-school or school, issued by:
 - 1) in the case of Catholic Church – competent diocesan,
 - 2) in the case of other churches or religious associations – competent authorities of those churches and religious associations.
2. Cancellation of the delegation mentioned in section 1 is equivalent with loss of the right to teach religion in the specific pre-school or school. Competent authorities of churches or religious associations shall notify the school or pre-school principal or the organ operating the school or pre-school about cancellation of the delegation. For the period until the end of the school year, the church or religious association may delegate another person for teaching religion, covering all related costs.

3. Religion teacher conducting classes in inter-school or external catechetical point or teaching in a few schools or pre-schools will be employed by the school or pre-school director indicated by the organ operating school or pre-school, mentioned in § 2 section 2, or by the organ indicated in the memorandum of understanding mentioned in § 2 section .

4. Religion teachers shall be employed in accordance with the Teacher's Chart.

§ 6

Professional qualifications of religion teachers are respectively defined by the Conference of Episcopate of the Polish Catholic Church and competent authorities of other churches and religious associations – in agreement with the Minister of National Education.

§ 7

1. Religion teacher shall be a member of the school's pedagogical board, however shall not assume the obligations of class tutor.

2. Religion teacher shall have the right to organise meetings with parents of students, also in addition to the general meetings appointed by school or pre-school, after reaching an agreement with school or pre-school principal concerning date and place of the planned meeting.

3. Religion teacher may operate social, religious and ecumenical organisations on the area of school, on the conditions defined in art. 56 of the Act on the System of Education. Religion teacher is not entitled to additional remuneration for operating organisations.

4. Religion teacher shall have the obligation to complete the class record.

5. Religion teacher teaching in inter-class (inter-sector), inter-school or external catechetical point, shall be obliged to keep a separate class record, containing identical entries as in the school class record.

§ 8

1. Teaching of religion in public pre-schools and schools of all types shall be realised adopting 2 pre-school classes (adequately to given level of teaching) or two class hours per week. This number of hours may be decreased only with consent of the diocesan of the Catholic Church or authorities of other churches or religious associations.

2. School principal shall define the weekly number of hours of classes of ethics.

§ 9

1. Grade for religion or ethics shall be place on school certificates directly after the grade for behaviour. In order to eliminate potential manifestations of intolerance, no information should be placed identifying whether student attended class of (which) religion or ethics.

2. Grade for religion (ethics) has no impact on the student's promotion to next grade.

3. Grade for religion (ethics) is issued according to the scale of grades accepted in the class.

5. Students being taught religion or ethics organised by the organs operating schools in accordance with the principles defined in § 2 sections 2-4 receive grade for religion/ethics on the school certificate issued by their school on the basis of certificate of religion or ethics teacher.

§ 10

1. Students frequenting religion class are granted three subsequent days off from school in order to participate in the Great Lent Retreat provided their religion or denomination impose such obligation on its believers. In such case, the students shall be cared for by the religion teacher. Detailed principles concerning organisation shall be subject to separate arrangements between the parties organising the retreat and the school.

2. School principal should be notified at least one month in advance about the date of retreat.

3. If classes more than one religion are held in the schools, churches and religious associations should attempt to agree the common date for the Great Lent Date.

§ 11

1. Inspectors, appointed by diocesans of the Catholic Church and by competent authorities of other churches and religious associations, shall be entitled to inspect classes of religion. The list of such persons shall be passed to the organs performing pedagogical supervision.
2. Pedagogical supervision over teaching of religion and ethics, in the scope of methodology of teaching and consistence with the program, shall be conducted by school (pre-school) director and employees of pedagogical supervision, on the conditions specified in separate regulations.
3. In justified cases, the applications resulting from conducting pedagogical supervision may be respectively assigned to the Catholic Church diocesan and competent authorities of other churches and religious associations.

§ 12

Crucifix may be placed in school classrooms. Also, prayers before and after the day of classes may be held. Holding prayers in the school should be the expression of common aspirations of students and tact and subtleness on part of teachers and tutors.

§ 13

1. The following legal acts lose their validity:
 - 1) the instruction of the Minister of National Education dated 3 April 1990 on Return of Teaching of Religion to Schools in the School Year 1990/91.
 - 2) the instruction of the Minister of National Education dated 24 August, 1990 on the Principles of Return of Teaching of Religion to Schools in the School Year 1990/91. specifying the principles of co-operation with churches and religious associations other than the Catholic Church.
 - 3) the Decision No. 25 of the Minister of National Education dated 31 August 1991, with reservation of section 2.
2. The recommendations listed in section 1, concerning teaching of religion in pre-schools and guardianship and pedagogical institutions, shall remain in force until the moment of issuing the decrees provided for in the provisions on the relation of the state to churches and other religious associations.

§ 14

The Decree becomes effective fourteen days after publication, except for § 9 which becomes effective on 1 September 1992.

DECREE OF THE MINISTER OF EDUCATION dated 21 March 2001

on Conditions and Method of Grading, Classifying and Promoting Students and Listeners and Conducting Examinations and Tests in Public Schools (Journal of Laws no. 29, item 323 as amended)

On the basis of art. 22 section 2 point 4 of the Act dated 7 September 1991 on the System of Education (1996 Journal of Laws No. 67 Item 329 and No. 106 Item 496, 1997 Journal of Laws No. 28 Item 153 and No. 141 Item 943, 1998 Journal of Laws No. 117 Item 759, No. 162 Item 1126 and 2000 Journal of Laws No. 12 Item 136, No. 19 Item 239, No. 48 Item 550, No. 104 Item 1104, No. 120 Item 1268 and No. 122 Item 1320), the following is hereby decreed:

§ 40

4. Graduates from schools or sectors with instruction of the national minority's native language also pass the matriculation examination in this language, as the obligatory subject, in both internal and external part.

§ 41

2. Examination in the national minority's native language, provided this language was not taught in the schools or sectors mentioned in § 40 section 4, or from the ethnic group's language, may serve as the matriculation examination in foreign modern language, passed as obligatory subject or optional subject.

§ 42

Graduates from schools or sectors with instruction of native language of national minority or ethnic group as lecturing language, and graduates from bilingual schools and sectors may pass, during the matriculation examination, subjects in the Polish language, or – with exclusion of the Polish language – respectively in native language of the national minority or ethnic group, or in the given second language being the second language of instruction. Choice of the language of examination shall be performed by the graduate upon the declaration concerning selection of the subject mentioned in § 48 section 1 point 6.

§ 48

1. Students taking the matriculation examination shall submit the written declaration concerning the listed below issues to the Chairman of the Examination Board mentioned in § 49 section 1, not later than by 30 September of the school year in which they attempt to pass the matriculation examination in spring session and, respectively, by 30 June of the school year preceding the school year in which they attempt to pass the matriculation examination in winter session:

- 2) level of matriculation examination in internal and external part in modern foreign language passed as obligatory subject, and in external part in Polish language, the minority's national language and mathematics;
- 2) optional topic from the modern foreign language passed as obligatory subject if the student selects the extended level of examination, as well as optional topic from the modern foreign language passed as optional subject, and from the Polish language and the national minority's native language in internal part of the matriculation examination, selected from the list of topics mentioned in § 53 section 1 points 1 and 2

§ 53

1. Teachers of the given subject in the school prepare:

- 1) list of topics from the Polish language, and in the case of schools or sectors with instruction of the national minority's foreign language – also the list of topics from the national minority's foreign language;
- 2) lists of topics from the modern foreign languages passed as optional subject on extended level, and from the modern foreign languages passed as obligatory subject in bilingual schools or sectors, including the languages mentioned in § 41 section 2.

§ 56

1. Internal part of the matriculation examination in the Polish language and in the national minority's native language lasts around 25 minutes and consists of two parts:

- 1) presentation of the topic selected from the list of topics mentioned in § 53 section 1 point 1;
 - 2) interview with the student with the examiner, related to the presented topic.
2. The presentation mentioned in section 1 point 1 involves discussing the topic selected by the student.
3. The school shall ensure the equipment necessary to make use of the auxiliary materials, prepared by the student, intended for presentation of the topic.
4. Projection of the film or playing recorded statement or music may last up to 5 minutes of the time for presentation.
5. Examiners must not interrupt the student's expression during the part of the examination designated for presentation.
6. The interview mentioned in section 1 point 2 should refer to the presented topic and bibliography used to prepare the topic.

§ 61

Student passed the internal part of the matriculation examination:

- 1) in the Polish language and the national minority's native language, passed as obligatory subject – provided the student obtains minimum 30 points.

§ 71

1. External part of the matriculation examination in the Polish language and the national minority's native language may be passed on two levels.

4. During the examination students may use:

- 2) in the case of examination in the national minority's native language – from language dictionaries.

§ 84

Student passed the external part of the matriculation examination:

- 1) on the basic level in the Polish language and the national minority's native language, modern foreign language or the language mentioned in § 41 section 2, passed as obligatory subject, and mathematics – provided the student obtains minimum 30 points in each of these subjects;
- 2) on the extended level in the Polish language and the national minority's native language, modern foreign language or the language mentioned in § 41 section 2, passed as obligatory subject, and mathematics – provided the student obtains minimum 40 points in each of these subjects on the basic level and minimum 40 points on the extended level.

§ 86

1. Student passed the matriculation examination if, in both internal and external part, in all obligatory subjects on the basic level, and in the case of schools or sectors with instruction of the national minority's native language – also in this language, and in one optional subject, obtained at least the number of points defined in § 61 and § 84.

ANNEX NO. 1

CONDITIONS AND METHOD OF CONDUCTING THE MATRICULATION EXAMINATION

§ 2

5. Graduates from schools or sectors with instruction in the national minority's native language, in addition to the subjects listed in sections 2 and 4 – also pass the written and oral part of the matriculation examination in the native language.

§ 18

2. In case of obtaining failed grade from the second subject passed in written part and in the written part of the examination in the national minority's native language, the student taking the examination has the right to the repeat oral examination provided he obtained final annual grades from this subject at least good. Grade from the repeat examination is the final grade from the written part of the matriculation examination in the subject.

DECREE
OF THE MINISTER OF EDUCATION
dated 27 December 2001
on the Principles of Distribution of Educational Part of the General Subvention for Local Self-government Organs in 2002
(Journal of Laws no. 156, item 1822)

ANNEX NO. 1
ALGORITHM OF DISTRIBUTION OF EDUCATIONAL PART OF THE GENERAL
SUBVENTION FOR LOCAL SELF-GOVERNMENT ORGANS IN 2002

2. For each organ of local self-government operating or subsidizing elementary schools, middle schools, post-elementary schools and educational system institutions, total calculative number of students U_p for model school year is obtained according to the formula below:

/in original text incorrect formula/

where the symbols have the following meaning:

U_p – total calculative number of students;

$U_{p,i}$ – calculative number of students in i^{th} organ of local self-government, taking into consideration the index $i = 1-2.489$ for municipalities (including “municipal” part of towns with county rights), $i = 2.490-2.552$ for towns with county rights, $i = 2.555-2.869$ for other counties, $i = 2.870-2.885$ for self-governments of voievodships, for model school year;

$U_{r,i}$ – statistical number of students, determined on the basis of reports of the Central Statistical Office (GUS) for model school year preceding the budget year:

- for students of schools and public institutions for youth – $1.0 U_r$
- for students of public schools for adults – $0.7 U_r$
- for students of non-public schools for adults – $0.35 U_r$
- for students of non-public schools for youth – $1.0 U_r$

$U_{u,i}$ – supplementary number of students in model school year preceding the budget year, for tasks in the field of schooling, calculated according to the formula:

$$U_{u,i} = P_1 * N_{1,i} + P_2 * N_{2,i} + \dots + P_{21} * N_{21,i}$$

where:

P_1 to P_{21} denote weights

N_1 to N_{21} denote the assigned to weights numbers of students in local self-government organ with the index $i = 1-2.885$, defined as follows:

$P_{13} = 0.20$ for students of class/schools for national minorities and ethnic groups – $N_{13,i}$

$P_{14} = 0.50$ for students of class/schools for national minorities and ethnic groups, in which native language of national minority or ethnic group is the basic language of teaching and in which the number of students in the school does not exceed 41 – $N_{14,i}$ (weights P_{14} and P_{13} are mutually exclusive).

REGULATIONS CONTAINED IN THE CODES

THE ACT
dated 23 April 1964
The Civil Code
(Journal of Laws no. 16, item 93 as amended)

Art. 23.

Human personal goods – in particular health, freedom, honour, freedom of conscience, surname or pseudonym, image, secrecy of correspondence, inviolability of apartment, scientific, artistic, inventing

and rationalising creativity – shall be protected by the civil law regardless of the protection provided for in other regulations.

THE ACT
dated 17 November 1964
The Civil Code
(Journal of Laws no. 43, item 296 as amended)

Art. 256.

The court may require translating the document in foreign language by sworn translator.

Art. 265.

§ 1. The court may summon an interpreter for the purpose of hearing of witness who does not have sufficient command of the Polish language.

THE ACT
dated 6 June 1997
The Penal Code
(Journal of Laws no. 88, item 553 as amended)

Art. 57.

§ 1. In the event of the concurrence of several independent grounds for the extraordinary mitigation or enhancement of a penalty, the court may mitigate or enhance the penalty only once, considering jointly the concurrent grounds for mitigation or enhancement.

§ 2. In the event of the concurrence of the grounds for extraordinary mitigation and enhancement, the court may adopt an extraordinary mitigation or enhancement of the penalty.

Art. 118.

§ 1. Whoever, acting with an intent to destroy in full or in part, any ethnic, racial, political or religious group or a group with a different perspective on life, commits homicide or causes a serious detriment to the health of a person belonging to such a group;

shall be subject to the penalty of deprivation of liberty for a minimum term of 12 years, the penalty of deprivation of liberty for 25 years or the penalty of deprivation of liberty for life.

§ 2. Whoever, with the intent specified under § 1, creates, for persons belonging to such a group, living conditions threatening its biological destruction, applies means aimed at preventing birth within this group, or forcibly removes children from persons constituting it;

shall be subject to the penalty of deprivation of liberty for a minimum term of 5 years or the penalty of deprivation of liberty for 25 years.

Art. 119.

§ 1. Whoever uses violence or makes unlawful threats towards a group of persons or a particular individual because of their national, ethnic, political or religious affiliation, or because of their lack of religious beliefs;

shall be subject to the penalty of deprivation of liberty for a term of between 3 months and 5 years.

§ 2. The same punishment shall be imposed on anyone who incites commission of the offence specified under § 1.

Art. 194.

Whoever restricts another person from exercising the rights vested in the latter, for the reason of this person's affiliation to a certain faith or religious indifference;

shall be subject to a fine, the penalty of restriction of liberty or the penalty of deprivation of liberty for up to 2 years.

Art. 195.

§ 1. Whoever maliciously interferes with a public performance of a religious ceremony of a church or another religious association with regulated legal status shall be subject to a fine, the penalty of restriction of liberty or the penalty of deprivation of liberty for up to 2 years.

§ 2. The same punishment shall be imposed on anyone who maliciously interferes with a funeral, mourning ceremonies or rites.

Art. 196.

Whoever offends the religious feelings of other persons by outraging in public an object of religious worship or a place dedicated to the public celebration of religious rites; shall be subject to a fine, the penalty of restriction of liberty or the penalty of deprivation of liberty for up to 2 years.

Art. 256.

Whoever publicly promotes a fascist or other totalitarian system of state or incites hatred based on national, ethnic, race or religious differences or for reasons of lack of any religious denomination; shall be subject to a fine, the penalty of restriction of liberty or the penalty of deprivation of liberty for up to 2 years.

Art. 257.

Whoever publicly insults a group within the population or a particular person because of his national, ethnic, race or religious affiliation or because of his lack of any religious denomination, or for these reasons breaches the personal inviolability of another individual; shall be subject to the penalty of deprivation of liberty for up to 3 years.

THE ACT

dated 6 June 1997

The Code of Criminal Procedure

(Journal of Laws no. 89, item 555 as amended)

Art. 72.

When the accused does not have a command of the Polish language, the order of presentation of charges, the indictment or a decision subject to review, or a decision concluding the proceedings shall be delivered to the accused with a translation. If the accused consents, the decision concluding the proceedings may only be announced to him, providing it is not subject to review.

Art. 204.

§ 1. An interpreter shall be summoned whenever it is necessary to examine:

1) a deaf or dumb person, with whom attempts at communicating with in writing have not sufficed;

2) a person without a command of the Polish language.

§ 2. An interpreter shall be summoned whenever it is necessary to translate into the Polish language a document written in a foreign language, or to translate a Polish document into a foreign language.

§ 3. Provisions related to court experts shall be applied to interpreters accordingly.

Art. 407.

At least summary of the speeches should be translated for the accused without a command of the Polish language.

THE ACT
dated 14 June 1960
The Code of Administrative Procedure
(uniform text: 2000 Journal of Laws no. 98, item 1071 as amended)

Art. 69.

§ 1. Transcript of testimony should be read and submitted for signing by the person offering testimony immediately after providing testimony.

§ 2. Transcripts of testimony which was offered in a foreign language must include the identity and address of the interpreter who rendered the translation; the interpreter must also sign the court transcript.

THE ACT
dated 26 June 1994
The Labour Code
(uniform text: 1998 Journal of Laws no. 21, item 94 as amended)

Art. 11³.

Any discrimination in labour relations, in particular because of sex, age, disability, race, nationality, beliefs, in particular political or religious beliefs, as well as trade union membership, is prohibited.

REGULATIONS CONTAINED IN BILATERAL AGREEMENTS

AGREEMENTS CONCLUDED WITH THE REPUBLIC OF BELARUSSIA

**Treaty between the Republic of Poland and the Republic of Belarussia on Good
Neighbourliness and Friendly Co-operation**
dated 23 June 1992
(1993 Journal of Laws no. 118, item 527)

Art. 13.

The Contracting Parties undertake to respect international principles and standards concerning protection of rights of minorities, in particular those contained in international pacts on human rights, the Final Act of the Conference on Security and Co-operation in Europe, the Document of the Copenhagen Meeting on the Human Dimension and the Charter of Paris for a New Europe.

Art. 14.

1. The Contracting Parties confirm that persons belonging to the Polish national minority in the Republic of Belarussia and persons belonging to the Belarussian national minority in the Republic of Poland shall have the right, individually or together with other members of their group, to freely retain, develop and express their ethnic, cultural, linguistic and religious identity, without any discrimination and in conditions of full equality before the law.

2. The Contracting Parties confirm that belonging to a national minority is a matter of individual choice made by persons and may not involve any negative consequences.

Art. 15.

The Contracting Parties guarantee that the persons mentioned in article 14 shall have, in particular, the right, individually or together with other members of their group:

- to use freely the native language in private and public life, to have access to information in this language, to disseminate and exchange such information and to use their names and surnames in the wording accepted in the native language;
- to establish and operate own educational, cultural and other institutions, organisations and associations that would be eligible for voluntary financial assistance or other assistance, including

assistance from public funds, in accordance with the national law, to have access to mass media and to participate in activities of international non-governmental organisations;

- to confess and practice their religion, including to acquire and use religious materials and to conduct educational activities in the field of religion in its native language;
- to establish and to maintain undisturbed trans-border contacts with citizens of other states sharing their ethnic or national origin, cultural heritage or religious beliefs;
- to make use of legal means provided for in the internal regulations of the State of residence, for the purpose of realising and protecting their rights.

Art. 16.

1. The Contracting Parties shall develop constructive co-operation in the scope of protection of rights of persons belonging to national minorities, treating them as the factor strengthening mutual understanding and neighbourly relations between the Polish and the Belarussian nations.

2. The Contracting Parties, in realisation of regional development, shall take into consideration social and economic interests of the persons mentioned in art. 14 and their organisations and associations.

3. The Contracting Parties shall attempt to provide the persons mentioned in art. 14 with adequate opportunities of learning their native language or instruction in this language in educational institutions and, where possible and necessary, using their native language in contacts with public authorities. In educational programs, history and culture of national minorities shall be taken into account more extensively in the educational institutions frequented by the persons mentioned in art. 14.

4. The Contracting Parties shall respect the right of the persons mentioned in art. 14 to participate in public affairs, in particular in the field of protection and strengthening their identity, and, when needed, shall conduct consultations with organisations or associations grouping these persons.

Art. 17.

The Contracting Parties agree that the persons mentioned in art. 14 should observe legal regulations of the state of their residence.

Agreement between the Government of the Republic of Poland and the Government of the Republic of Belarussia on Co-operation in the Area of Culture, Science and Education dated 27 November 1995

(1996 Journal of Laws no. 76, item 365)

Art. 13.

The Contracting Parties shall provide persons belonging to the Polish national minority in the Republic of Belarussia and to the Belarussian national minority in the Republic of Poland with the conditions that favour retaining, developing and expressing their ethnic, cultural, linguistic and religious identity, without any discrimination and in conditions of full equality before the law. The Contracting Parties, within the framework of their internal legal regulations, shall comprehensively support activities of social, educational and cultural organisations of the mentioned above persons and shall create the conditions allowing them to obtain financial assistance from the territory of the State of the other Contracting Party.

Art. 14.

Each Contracting Party, in accordance with its internal legal regulations, shall provide the persons mentioned in art. 13 of this Agreement with conditions for instruction of the native language. For this purpose, each of the Contracting Parties:

- shall provide the interested persons, on a voluntary basis, with the access to instruction of the native language and instruction in the native language in pre-schools, elementary schools and high schools, in educational systems of the Republic of Poland and the Republic of Belarussia, and shall also undertake actions aiming at offering the opportunity of university education in the native language;

- shall favour teaching and improvement in the quality of teaching of language, history and culture of the other Contracting Party at all levels of education outside the state education system;
- shall provide relevant vocational training and skill improvement programs for teachers from the national minority schools;
- shall offer, following obtaining mutual consents, the opportunity of employment to the teachers delegated to schools by the other Contracting Parties.

AGREEMENT

between the Government of the Republic of Poland and the Government of the Republic of Belarussia on the Protection of Graveyards and Memorial Sites of Victims of Wars and Repression of 21 January 1995

(1997 Journal of Laws no.32, item 185)

The Government of the Republic of Poland and the Government of the Republic of Belarussia, hereinafter the Parties,

- acting in the interest of both Nations and their mutual understanding,
 - wishing to commemorate, with due respect, memorial sites and final resting places of soldiers and civilians died, killed and murdered as a result of struggle for independence, warfare or repression, which are located on the territories of Poland and Belarussia,
 - considering the provisions of article 25 of the Treaty between the Republic of Poland and the Republic of Belarussia on Neighbourliness and Friendly Co-operation of 23 June 1992,
 - following the respective provisions of the Geneva Conventions on the Protection of War Victims of 12 August 1994 and Additional Protocols thereto,
- have agreed as follows:

Article 1

In this Agreement the following expressions shall have the following meaning:

- “memorial sites and final resting places” shall mean places connected with struggle for independence, warfare or repression,
- “arrangement of memorial sites and final resting places” shall mean fixing of their limits, raising of tombstones, monuments and commemorating burial places and displaying of commemorative plaques,
- “preservation of memorial sites and final resting places” shall mean maintenance, in due order, of graves, tombstones, monuments, commemorating burial places and commemorative plaques.

Article 2

1. This agreement shall govern the Parties’ co-operation in the resolution of matters related to the identification, registration, arrangement, maintenance and due preservation of memorial sites and final resting places – Polish ones in the Republic of Belarussia and Belarussian ones in the Republic of Poland – of soldiers and civilians died, killed or murdered as a result of struggle for independence, warfare or repression. The provisions of this agreement shall apply to the matters related to the exhumation of remains of the dead and their repeated burial with due respect.
2. The Parties shall exchange any information they may have relating to the location of memorial sites and final resting places, their number and size and personal data of the dead, killed and murdered as well as any other information relating to those persons, connected with the realisation of this agreement. Each Party shall prepare and submit to the other Party, lists of all memorial sites and final resting places.
3. In the case of identification of new memorial sites and final resting places, the Party on whose territory they are located, shall undertake immediate measures aimed at their protection. Such places, against the Parties’ mutual agreement, shall be included in the lists, referred to in section 2 of this article.

Article 3

1. Each Party, on the territory of its state, shall ensure the preservation of the memorial sites and final resting places of persons listed in section 1 of article 2 in accordance with the relevant provisions of the Geneva Conventions on the Protection on War Victims and Additional Protocols thereto.
2. Each Party shall immediately inform the other Party about any cases of desecration, damage or destruction of memorial sites and final resting places and shall undertake immediate measures aimed at restoring due order in those places, punishing the perpetrators and preventing of similar acts in the future.
3. The Parties shall endeavour to remove from the area surrounding the memorial sites and final resting places of all objects in disaccord with the noble character of such places.
4. With the Parties' consent, the method of arrangement and preservation of memorial sites and final resting places may be further agreed upon. Apart from the already existing one, other forms of commemorating the dead, killed and murdered may be used.
5. In the fulfilment of their undertakings referred to in this article, the Parties shall take account of national and religious traditions.

Article 9

1. Citizens of the state of the one Party shall be ensured free access to the memorial sites and final resting places located on the territory of the other Party.
2. Each Party shall facilitate the visiting of those places, especially on days of major holidays and anniversaries, by persons wishing to commemorate the dead, killed and murdered.

AGREEMENTS CONCLUDED WITH THE CZECH AND SLOVAKIAN FEDERAL REPPUBLIC

Treaty between the Republic of Poland and the Czech and Slovakian Federation Republic on Good Neighbourliness, Solidarity and Friendly Co-operation dated 6 October 1991

(1992 Journal of Laws no. 59, item 296)

Art. 8.

1. The Contracting Parties confirm that persons belonging to the Czech and Slovak national minority in the Republic of Poland and persons belonging to the Polish national minority in the Czech and Slovakian Federation Republic shall have the right, individually or together with other members of their group, to freely express, retain and develop their ethnic, cultural, linguistic and religious identity, and to develop their culture in all directions, without any attempts at assimilation against their will. The Contracting Parties shall respect the rights and fulfil the obligations concerning national minorities in accordance with the international standards, in particular the European standards.
2. The Contracting Parties declare that the persons mentioned in section 1 of this article shall have, in particular, the right, individually or together with other members of their group:
 - to use freely the native language in private and public life, and – in addition to the need to have command of the official language or official languages of the given State – to use the native language in state offices in accordance with the domestic legal regulations;
 - to have access to information in this language, to disseminate and exchange such information;
 - to adequate possibilities of instruction of the native language and teaching in the native language;
 - to establish and operate own economic, educational, cultural and religious institutions, organisations and associations.
3. Belonging to a national minority is a matter of individual choice of each citizen. This choice may not involve any negative consequences.
4. Belonging to a national minority does not release the citizen from the obligation to act with loyalty with respect to its State, to observe its legal regulations and to exercise their rights in accordance with the domestic legal regulations.

Agreement between the Government of the Republic of Poland and the Government of the Czech and Slovakian Federation Republic on Cultural and Scientific Co-operation dated 16 September 1991

(1992 Journal of Laws no. 42, item 184)

Art. 6.

The Contracting Parties shall guarantee free cultural development of the Polish national minority in the Czech and Slovakian Federation Republic and of the Czech and Slovak national minority in the Republic of Poland.

Each of the Contracting Parties, in accordance with its legal regulations, shall guarantee in particular:

- a) that the rights and obligations of persons belonging to the national minority are equal to the rights and obligations of other citizens;
- b) that the persons belonging to the national minority may retain and develop its own culture in various aspects, including language, literature, religion and preserving the cultural and historical heritage of its nation, and may participate in instruction in the native language;
- c) operation of schools with native languages of the other Contracting Party, with the possibility of employing in them Polish teachers in the Czech and Slovakian Federation Republic and Czech and Slovak teachers in the Republic of Poland, according to the need of the Party receiving teachers;
- d) that the persons belonging to the national minority have the opportunity to learn or receive education on their own culture, including transmission of language, religion and cultural identity;
- e) that the persons belonging to the national minority have the opportunity to disseminate, have access to and exchange information in its native language;
- f) possibility of operation of social and cultural organisations of the national minorities, including in particular publishing and press activities in their languages through creating the adequate formal and legal conditions and financial support.

Art. 7.

The Contracting Parties shall support teaching and popularisation of the language or languages and literature of the other State, and, for this purpose, they shall provide comprehensive assistance in teaching these languages in schools, at universities and cultural and educational institutions, and shall support operation of the faculties and teaching programs in Polish, Czech and Slovak languages at their universities.

The Contracting Parties shall support exchange programs for pupils, students, lecturers, teachers, language instructors and scientists in the areas of the Polish, Czech and Slovak literature and language, as well as exchange and training programs for translators.

The Contracting Parties shall support projects of joint preparation of scientific aid tools, including dictionaries, organising language courses and seminars, joint research in the scope of Polish, Czech and Slovak language and literature studies and publishing and exchange of literature and scientific studies in these areas.

AGREEMENTS CONCLUDED WITH THE REPUBLIC OF LITHUANIA

Treaty between the Republic of Poland and the Republic of Lithuania on Friendly Relations and Neighbourly Co-operation dated 26 April 1994

(1995 Journal of Laws no. 15 Item 71)

Art. 13.

1. The Contracting Parties undertake to respect international principles and standards concerning protection of rights of national minorities, in particular those contained in the Universal Declaration of Human Rights, international pacts concerning human rights, relevant documents of the Conference on

Security and Co-operation in Europe and in the European Convention on Human Rights and Fundamental Freedoms, together with supplementary protocols accepted by both parties.

2. The persons belonging to the Polish minority in the Republic of Lithuania, i.e. persons with the Lithuanian citizenship, being of Polish origin or declaring Polish nationality, culture or tradition and regarding the Polish language as the native language, as well as the persons belonging to the Lithuanian minority in the Republic of Poland, i.e. persons with the Polish citizenship, being of Lithuanian origin or declaring Lithuanian nationality, culture or tradition and regarding the Lithuanian language as the native language, shall have the right, individually or together with other members of their group, to freely retain, develop and express their ethnic, cultural, linguistic and religious identity, without any discrimination and in conditions of full equality before the law.

3. The Contracting Parties confirm that belonging to a national minority is a matter of individual choice made by persons and may not involve any negative consequences. Nobody may be forced to prove his/her nationality or to renounce it.

Art. 14.

The Contracting Parties declare that the persons mentioned in article 13 section 2 shall have, in particular, the right:

- to use freely the native language in private and public life;
- to have access to information in this language, to disseminate and exchange such information and to hold their own mass media;
- to learn the national minority's native language and to receive instruction in this language;
- to establish and operate, in accordance with the national law, the minority's own institutions, organisations and associations, in particular cultural, religious and educational institutions, organisations and associations, including schools of all levels, that would be eligible for voluntary financial assistance, both domestic and foreign, and assistance from public funds, and to participate in activities of international non-governmental organisations;
- to confess and practice their religion, including to acquire, hold and use religious materials and to conduct educational activities in the field of religion in its native language;
- to establish and to maintain undisturbed relations within the minority inside the State, as well as trans-border contacts with citizens of other states sharing their national origin;
- to use their names and surnames in the wording accepted in the national minority's native language; detailed regulations concerning spelling of names and surnames shall be defined in a separate agreement;
- to participate in public life directly or through its freely elected representatives on the levels of central and local authorities, and to be allowed to public service on equal footing with other citizens.

Art. 15.

The Contracting Parties shall protect, on their territories, the national, cultural, linguistic and religious identity of the persons mentioned in art. 13 section 2 and shall create the conditions of its development.

In particular, the Parties:

- shall take into consideration allowing the use of languages of national minorities in contacts with the offices, especially in those administrative and territorial entities in which the national minority constitutes a large proportion of population;
- shall ensure the national minority's access to public mass media;
- shall ensure the adequate opportunities of learning the national minority's native language and receiving instruction in this language in pre-schools, elementary and high schools;
- shall take necessary actions in the field of protection of identity of the national minority, after consultations, including contacts with the organisations or associations of groups mentioned in art. 13 section 2;
- shall take into consideration the history and culture of the groups mentioned in art. 13 section 2 in connection with teaching history and culture in educational institutions;
- shall refrain from any actions that might lead to assimilation of members of the national minority against their will, and – in accordance with the international standards, shall refrain from the

actions that would lead to changes as far as nationality is concerned on the areas inhabited by the national minorities.

Art. 16.

1. No provision included in art. 14 may be interpreted as conferring the right to conduct any activity or to perform any acts incompatible with the Charter of the United Nations, the rules of international law, in particular with the principle of respect for territorial integrity of the state and the documents of the Conference on Security and Co-operation in Europe.
2. Each person belonging to the Polish national minority in the Republic of Lithuania and to the Lithuanian national minority in the Republic of Poland should be loyal with respect to the state of residence, similarly like all other citizens, acting in response to the duties resulting from legal regulations of this state.

Agreement between the Government of the Republic of Poland and the Government of the Republic of Lithuania on Co-operation in the Area of Culture, Science and Education dated 17 December 1998

Art. 9.

The Contracting Parties shall provide persons belonging to the Polish national minority in the Republic of Lithuania and to the Lithuania national minority in the Republic of Poland with the conditions that favour retaining, developing and expressing their ethnic, cultural, linguistic and religious identity.

For this purpose, the Contracting Parties, each on its own territory, shall support activities of educational and cultural institutions and social organisations of the national minority and shall favour preserving cultural links with their compatriots on the territory of the other State.

The Contracting Parties, each on its own territory, shall provide the mentioned above persons with access to the public mass media, and, on a voluntary basis, access to education in the national minority's native language on pre-school level and level of elementary and high school.

The Contracting Parties shall ensure training and supplementary training for teachers for the national minority schools, the possibility of employment in the national minority schools of teachers delegated by the other Party, the possibility of popularisation of knowledge of the native language, history, geography and culture of the national minority and improvement of the quality of teaching these subjects. The Contracting Parties shall co-operate in the field of preparing school curriculum and textbooks for the Polish language and literature, history and geography of Poland for elementary and high schools with the Polish language of instruction in Lithuania, as well as school curriculum and textbooks for the Lithuanian language and literature, history and geography of Lithuania for elementary and high schools with the Lithuanian language of instruction in Poland

Memorandum of Understanding between the Ministry of National Education of the Republic of Poland and the Ministry of Culture and Education of the Republic of Lithuania in the field of Schooling and Higher Education of 21 February 1992

The Ministry of National Education of the Republic of Poland and the Ministry of Culture and Education of the Republic of Lithuania, hereinafter "the parties",

Basing on best traditions of neighbourliness of the Polish and Lithuanian states and in their endeavours to ensure better mutual understanding, in the development of co-operation based on mutual respect, non-intervention in the field of schooling and higher education of the other party,

Convinced that difficult and sometimes dramatic historic legacy of the Polish and Lithuanian nations should not hinder the bilaterally beneficial co-operation based on equality of rights,

Considering that co-operation of Poland and Lithuania in the field of schooling and higher education is of particular importance in straightening the friendship of the Polish and Lithuanian nations and enriches their culture,

Assuming that schooling and higher education of national minorities are an integral part of education systems of both parties and are regulated by the laws of each party,
Have agreed as follows:

Art. 1

The Parties shall, within the scope of their rights and possibilities and acting in accordance with the laws of the Republic of Poland and the Republic of Lithuania, expand co-operation in the field of education, comprising various forms and level of instruction of children and youth and additional training of teachers.

The Parties shall endeavour to ensure that children of the Lithuanian minority domiciled in Poland and children of the Polish minority domiciled in Lithuania are provided the conditions to receive instruction in their native language, to learn their culture, traditions and history of their nation, and to master the official language of the country of domicile, learn its culture and history and become their rightful and loyal citizens.

The Parties shall, under their respective laws, grant to their non-public primary and secondary schools with instruction in the Polish language in Lithuania and in the Lithuanian language in Poland, the right to deliver certificates. Such school leaving documents shall have the same force and effect as documents delivered by public schools provided the level of education in non-public schools meets the requirements of national education standards.

The Parties shall examine the issue of instruction in the Polish language at colleges and universities in Lithuania and in the Lithuanian language at colleges and universities in Poland.

Art. 4

3. In accordance with their laws, the parties shall assist each other in the organisation of work of primary and secondary schools with instruction in the Polish language in Lithuania and in the Lithuanian language in Poland. This assistance shall apply, in particular, to the exchange programme of students and teachers of those schools and will enable to use the textbooks prepared jointly and approved by the parties.

Programme of co-operation between the Ministry of National Education of the Republic of Poland and the Ministry of Education and Science of the Republic of Lithuania for the years 1998-2001 of 16 November 1998

Art.1

The Parties shall exchange information relating to education systems of their countries, plans of development and directions of reform as well as normative acts in the field of education.

Art. 2

The Parties shall support direct co-operation between schools of all levels, in particular, on border areas. This co-operation shall be co-ordinated by local education authorities. Conditions of exchange programmes shall be agreed each time by partners.

Art. 3

The Parties shall, as far as possible, offer teaching guidance to schools and pre-schools where instruction of the language of the other Party and instruction in the language of the other Party is provided which are located on the territory of the other country.

Art. 4

The Parties shall co-operate to prepare textbooks with curriculum of instruction of the Polish language and literature, history and geography of Poland for schools with the Polish language of instruction in Lithuania as well as textbook with curriculum of instruction of the Lithuanian language and literature, history and geography of Lithuania for schools with the Lithuanian language of instruction in Poland.

Art. 6

1. The Parties shall continue to organise in both countries, additional training courses for teachers of native languages – Polish language in schools in Lithuania and Lithuanian language in schools in Poland. The Parties shall recognise qualifications acquired in this way.
2. The Parties shall annually agree subjects whose teachers will be sent and admitted to additional training courses in both countries.

Art. 15

Bilateral Commission charged with examining the problems of history teaching shall extend its works by including geography and literature curriculum. For this purpose, the Parties shall appoint experts in these fields to the Polish and Lithuanian part of the Commission.

Meetings of the Commission shall be held in accordance with the Protocol of the Ministry of National Education of the Republic of Poland and the Ministry of Culture and Education of the Republic of Lithuania signed on 21 February 1992 in Vilnius.

AGREEMENTS CONCLUDED WITH THE FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY

**Treaty between the Republic of Poland and the Federal Republic of Germany on Good
Neighbourliness and Friendly Co-operation
dated 17 June 1991
(1992 Journal of Laws no. 14, item 56)**

Art. 20.

1. Members of the German minority in the Republic of Poland, i.e. persons with the Polish citizenship, being of German origin or declaring German language, culture or tradition, as well as the persons belonging to the Polish minority in the Federal Republic of Germany, i.e. persons with the German citizenship, being of Polish origin or declaring Polish language, culture or tradition, shall have the right, individually or together with other members of their group, to freely express, retain and develop their ethnic, cultural, linguistic and religious identity, without any attempts made at their assimilation against their will. The said minority members shall have the right to exercise, fully and effectively, human rights and fundamental freedoms without any discrimination and in conditions of full equality before the law.
2. The Contracting Parties are realising the rights and obligations in accordance with the international standards concerning minorities, in particular in accordance with the United Nations Universal Declaration of Human Rights dated 10 December 1948, the European Convention on Human Rights and Fundamental Freedoms dated 4 November 1950, the Convention on Elimination of All Forms of Racial Discrimination dated 7 March 1966, the International Pact on Civil and Political Rights dated 16 December 1966, the Final Act of the Conference on Security and Co-operation in Europe dated 1 August 1975, the Document of the Copenhagen Meeting on the Human Dimension of the Conference on Security and Co-operation in Europe dated 29 June 1990, as well as the Charter of Paris for a New Europe dated 21 November 1990.
3. The Contracting Parties guarantee that the persons mentioned in section 1 shall have, in particular, the right, individually or together with other members of their group:
 - to use freely the native language in private and public life, to have access to information in this language, to disseminate and exchange such information;
 - to establish and operate own educational, cultural and religious institutions, organisations and associations that would be eligible for voluntary financial assistance or other assistance, including assistance from public funds, in accordance with the national law, and to have equal access to mass media in its region;
 - to confess and practice their religion, including to acquire, hold and use religious materials and to conduct educational activities in the field of religion in its native language;
 - to establish and to maintain undisturbed relations within the minority inside the State, as well as trans-border contacts with citizens of other states sharing their ethnic or national origin, cultural heritage or religious beliefs;

- to use their names and surnames in the wording accepted in the native language;
 - to establish and operate organisations or associations inside their state, and to participate in activities of international non-governmental organisations;
 - to make use, on equal footing with other citizens, of the effective legal means aimed at exercising their rights, in accordance with the internal legal regulations.
4. The Contracting Parties confirm that belonging to the groups mentioned in section 1 is a matter of individual choice made by persons and may not involve any negative consequences.

Art. 21.

1. The Contracting Parties shall, on their territories, shall protect ethnic, cultural, linguistics and religious identity of the groups mentioned in art. 20 section 1 and shall create conditions to strengthen this identity. The Parties understand the special significance of constructive co-operation in this area. Such co-operation should strengthen peaceful cohabitation and good neighbourliness of the Polish and German nations and be helpful in reaching an understanding and reconciliation.

2. The Contracting Parties, in particular:

- within the framework of the effective acts, shall enable and facilitate undertaking the actions aimed at supporting members of the groups mentioned in art. 20 section 1 or their organisations;
- despite the necessity of learning the official language of the relevant State, shall undertake acts, in accordance with the internal legal regulations, aiming at providing members of the groups mentioned in art. 20 section 1 with the adequate opportunities of instruction of their native language or of receiving instruction in their native language, in public educational institutions and also, when needed and necessary, of using the native language in contacts with public authorities;
- shall take into consideration history and culture of the groups mentioned in art. 20 section 1 in connection with teaching of history and culture in educational entities;
- shall respect the right of members of the groups mentioned in art. 20 section 1 to effectively participate in public affairs, including participation in the matters related to protection of national minorities and supporting their identity;
- shall undertake necessary actions in this purpose, after adequate consultations and in accordance with the procedure of taking decisions in the given State, including contacts with organisations or associations of the groups mentioned in art. 20 section 1.

2. The Contracting Parties shall apply the provisions of art. 3 with reference to the matters defined in this article and in articles 20 and 22.

Art. 22.

1. No obligation under art. 20 and 21 may be interpreted as involving the right to engage in any activity or to undertake any actions incompatible with the Charter of the United Nations, other obligations resulting from the international law, or incompatible with the provisions of the Final Act of the Conference on Security and Co-operation in Europe, including the principle of territorial integrity of states.

2. Each person belonging in the Republic of Poland or in the Federal Republic of Germany to the groups mentioned in art. 20 section 1 shall be obliged, in accordance with the above provisions, to act with loyalty with respect to the State of residence, bearing in mind the obligations resulting from the internal legal regulations effective in this State.

**Agreement between the Government of the Republic of Poland and the Government of the
Federal Republic of Germany on Cultural Co-operation
of 14 July 1997**

(1999 Journal of Laws no. 39, item 379)

Art. 4

1. The Contracting Parties shall endeavour to provide all interested persons with wide access to the culture, language, literature and history of the other country. With this aim, they shall support state and non-state initiatives and institutions.

The Contracting Parties shall make all necessary efforts to enable, expand and favour projects aimed at supporting, in their respective countries, instruction and propagation of the language of the other country in colleges and universities, schools and other educational institutions as well as within the framework of non-school forms of language instruction.

The Contracting Parties shall encourage the creation of bilingual schools and classes, especially in border areas.

The Contracting Parties shall endeavour to extend the possibilities of taking up the studies of the Polish language and literature and the studies of the German language and literature at colleges and universities of both countries.

2. The Contracting Parties shall enable and facilitate in their respective countries the execution of supporting projects of the other Party, in particular such projects as:

- a) delegating teachers, language teachers and counsellors – consultants,
- b) participation of teachers and students in training courses and additional training courses organised by the other Party, as well as exchange of experience in the field of modern methods and techniques of foreign language teaching,
- c) circulation of textbooks and teaching materials and resources and co-operation in the preparation of textbooks,
- d) use of possibilities provided by the radio and television to learn and promote the language of the other Contracting Party.

Art. 5

Within the framework of their co-operation, the Contracting Parties shall endeavour to present history, geography and culture of the other country in their textbooks in such a way as to favour their better mutual understanding and knowledge; they shall encourage to take account of the recommendations of the Independent Polish and German Commission for School Textbooks.

Art. 6

The Contracting Parties shall support co-operation, in all forms and at all levels, in the field of science, schooling and education, in particular, in the domain of colleges and universities and scientific organisations, comprehensive schools and vocational schools, organisations and institutions of non-school education and further education for adults, school system administration and vocational training and other educational and scientific institutions.

The Parties shall encourage institutions operating in those fields in their respective countries to:

- 1) develop co-operation in all the fields being the object of common interest;
- 2) establish partnership relations between colleges and universities and other scientific and educational institutions of both countries,
- 3) carry out joint educational and research projects,
- 4) delegate persons for the purpose of exchanging information and experience and participation in conference and scientific symposia,
- 5) carry out exchange programmes of scientists, post-graduate students, administration officials of colleges and universities, teachers, instructors, students and pupils under scientific grants and scholarships,
- 6) exchange scientific, pedagogical and didactical literature, teaching materials, informative materials and didactical and scientific film as well as organise specialised exhibitions.

Art. 12.

The Contracting Parties shall support direct contacts between social groups and associations, such as: trade unions, cultural associations, creative unions, churches, religious associations and non-governmental foundations and organisations, and shall encourage realisation of projects aimed at the purposes of this Agreement.

AGREEMENTS CONCLUDED WITH THE RUSSIAN FEDERATION

Treaty between the Republic of Poland and the Russian Federation on Neighbourly and Friendly Co-operation dated 22 May 1992

(1993 Journal of Laws no. 61, item 291)

Art. 16.

1. The Contracting Parties undertake to follow the internationally accepted standards, concerning the guarantee of observance of human rights and rights of national minorities, in particular those contained in international pacts on human rights, the documents of the Conference on Security and Co-operation in Europe, in particular related to human dimension.

2. The Parties believe that freedom of confession is one of the fundamental human rights and shall apply this principle, guaranteeing, in accordance with the effective legislation, the citizens of the Republic of Poland being of Russian origin and the citizens of the Russian Federation being of Polish origin, regardless of their nationality and confession, the right of free access to the objects and places of the religious cult and the right to religious education and upbringing.

3. The Parties shall assist the citizens of the Republic of Poland being of Russian origin and the citizens of the Russian Federation being of Polish origin in retaining and propagating their ethnic identity, own culture and teaching the native language on pre-school and school level.

Agreement between the Government of the Republic of Poland and the Government of the Russian Federation on Co-operation in the Area of Culture, Science and Education dated 25 August 1993

(1994 Journal of Laws no. 36, item 133)

Art. 13.

The Parties shall support the actions aimed at retaining and developing the ethnic, cultural, linguistic and religious identity of Poles resident in Russia and representatives of nations and ethnic groups of the Russian Federation resident in Poland.

For this purpose, the Parties shall support maintaining contacts of cultural minorities with their ethnic fatherland, preserving tradition, ensuring the opportunity of free contacts, including journey to the ethnic fatherland. The Parties shall provide comprehensive support for operations of social and cultural organisations of national minorities, and, within the framework of the internal legal regulations, shall enable them to receive financial assistance from the ethnic fatherland.

MEMORANDUM OF UNDERSTANDING

on Co-operation between the Minister of National Education of the Republic of Poland and the Ministry of Education of the Russian Federation for years 1994-1999 dated 24 February 1994

Art. 11.

The Parties shall provide necessary assistance in propagation of knowledge of the native language and in improving the quality of teaching on all levels of the educational system (pre-school education, preliminary education, elementary education, post-elementary education, university pedagogical studies) among Russian citizens being of Polish origin resident in the Russian Federation and the Polish citizens being of Russian origin resident in the Republic of Poland.

Art. 13.

In accordance with the Act on the system of education of the Republic of Poland and the Act on the system of education of the Russian Federation, the Parties shall support educational needs of the Polish citizens being of Russian origin and the Russian citizens being of Polish origin. For this purpose, the Parties shall provide support to the local educational organs in inviting and employing, in

schools and pre-schools of the Russian Federation in which the Polish language is being taught as the native language, teachers and pre-school instructors from Poland, and in schools and pre-schools in which the Russian language is being taught as the native language, teachers and pre-school instructors from the Russian Federation.

AGREEMENT

between the Government of the Republic of Poland and the Government of the Russian Federation the Protection of Graveyards and Memorial Sites of Victims of Wars and Repression of 22 February 1994

(Journal of Laws no. 112, item 543)

The Government of the Republic of Poland and the Government of the Russian Federation, hereinafter the Parties,

considering the provisions of article 17 of the Treaty between the Republic of Poland and the Russian Federation on Friendly and Neighbourly Co-operation of 22 May 1992 as well as the declaration signed therewith by the Presidents of the Republic of Poland and of the Russian Federation,

have agreed as follows:

Article 1

1. This agreement shall govern the Parties' co-operation in the resolution of matters related to the identification, registration, arrangement, maintenance and due preservation of memorial sites and final resting places –Polish ones in the Russian Federation and Russian ones in the Republic of Poland – of soldiers and civilians died, killed or murdered as a result of struggle for independence, warfare or repression, hereinafter referred to as “memorial sites and final resting places”. The provisions of this agreement shall apply to the matters related to the exhumation of remains of the dead and their repeated burial with due respect.

2. In their co-operation, referred to in section 1 of this article, the Parties shall follow the provisions of this agreement and well as the goals and principles of the Geneva Conventions on the Protection of War Victims of 12 August 1994 and Additional Protocols thereto, as well as state, national and religious customs and traditions of the nations of Poland and Russia.

3. The provisions of this agreement shall apply to the graveyards of soldiers and civilians which go beyond the provisions of section 1 of this article which are nevertheless located within the final resting places, referred to in section 1.

Article 2

1. The Parties shall exchange any information they have which relate to the location of memorial sites and final resting places, their number and size and personal data of the dead, killed and murdered.

2. On the basis of the information, referred to in section 1 of this article, each Party shall prepare a list of all memorial sites and final resting places.

3. Each Party shall include in the list and provide protection of all the identified memorial sites and final resting places, notifying the other Party accordingly.

4. Arrangement of memorial sites and final resting places shall mean fixing of their limits, raising of tombstones, commemorative signs, monuments and other commemorating burial places. Apart from the existing ones, new monuments may be raised and other forms of commemorating the dead, killed and murdered may be introduced, if they are historically justified.

Article 10

1. Each Party shall, in accordance with the legislation of its State, ensure on the territory of its state, free access of citizens of both States to their respective memorial sites and final resting places.

2. The Parties, as required, shall facilitate and favour the establishment and maintenance of museums and meeting places in the neighbourhood of the memorial sites and final resting places, with a view of acquainting the interested persons, mainly youth, with the past and undertaking measures aimed at reconciliation of the nations.

JOINT DECLARATION OF THE MINISTRIES OF FOREIGN AFFAIRS OF THE REPUBLIC OF POLAND AND THE RUSSIAN FEDERATION

In connection with the Agreement between the Government of the Republic of Poland and the Government of the Russian Federation on Graveyards and Memorial Sites of Victims of Wars and Repression, signed in Cracow on 22 February 1994, and in their endeavours to build the Polish and Russian relations on the new quality basis, as well as to overcome the negative legacy of the past, conscious of the enormity of suffering caused by the Stalin regime as well as remembering the irreparable losses sustained by the nations of Poland and Russia, the Ministries of Foreign Affairs of the Republic of Poland and the Russian Federation wish to express their conviction that the memorial sites and final resting places of victims of warfare and repression, Polish citizens on the territory of the Russian Federation and Russian citizens on the territory of the Republic of Poland, should enjoy special care and protection.

Guided by good will and humanitarian values, the Russian Party intends to start in May 1994 in Katyń and Miednoje the exhumation of the remains of the victims of the totalitarian regime, including Polish Army officers, and participate in their burial with due respect. The Russian Party declares that it is ready to cover the costs connected with the above and provide assistance in the arrangement of graveyards – monuments in Katyń and Miednoje.

The Russian Party intends also to provide further assistance in the places of martyrdom of the Polish citizens on the territory of the Russian Federation.

The Polish Party declares that it is ready to strictly co-operate with the Russian Party in order to ensure due care about the final resting places of soldiers not covered by this agreement, which are located on the territory of Poland. Decisions involving change of status of such final resting places shall be taken after prior notification of the Russian consular offices in Poland.

Both Parties shall develop co-operation in order to preserve on their territories the memorial sites connected with the history of Poland and Russia.

AGREEMENTS CONCLUDED WITH THE REPUBLIC OF UKRAINE

Treaty between the Republic of Poland and Ukraine on Good Neighbourliness, Friendly Relations and Co-operation dated 18 May 1992

(1993 Journal of Laws no. 125, item 573)

Art. 11.

1. The Contracting Parties, in accordance with the generally effective international standards on the protection of national minorities, recognise the right of members of the Polish national minority in Ukraine and members of the Ukrainian national minority in the Republic of Poland, individually or together with other members of their group, to retain, express and develop their ethnic, cultural, linguistic and religious identity, without any discrimination and in conditions of full equality before the law. The Parties shall undertake necessary actions in order to realise this right, in particular the right to:

- teach and learn the native language and in the native language, to use the native language freely, to have access to information in this language, to disseminate and exchange such information ;
- establish and maintain own educational, cultural and religious institutions and associations;
- confess and practice their religion;
- to use their names and surnames in the wording accepted in the native language;
- to establish and to maintain undisturbed relations within the State, as well as trans-border contacts among themselves.

2. The Contracting Parties confirm that belonging to a national minority is a matter of individual choice made by persons and may not involve any negative consequences. Each Party, on its own territory, shall protect the national identity of the minority of the other Party against any actions threatening such identity, and shall create the conditions for strengthening the said national identity.

3. Each person belonging to the Polish national minority in Ukraine and to the Ukrainian national minority in the Republic of Poland should be loyal with respect to the state of residence, similarly like all other citizens, bearing in mind the obligations resulting from the internal legal regulations effective in this State.

**Agreement between the Government of the Republic of Poland and the Government of Ukraine
on Co-operation in the Area of Culture, Science and Education
dated 20 May 1997**

(2000 Journal of Laws no. 3, item 29)

Art. 12.

The Contracting Parties shall provide persons belonging to the Ukrainian national minority resident in the Republic of Poland and persons belonging to the Polish national minority resident in Ukraine with the conditions that favour retaining, developing and expressing their national, religious, cultural and linguistic identity, without any discrimination and in conditions of full equality before the law.

The Contracting Parties, on their territories, shall comprehensively support activities of national and cultural organisations of the mentioned above persons and shall create the conditions allowing them to obtain financial assistance from their ethnic fatherland; and shall favour preserving cultural links with their compatriots resident on the territory of the other State.

Art. 13.

Each Contracting Party, on its territory, shall provide the persons mentioned in art. 12 of this Agreement with conditions for instruction of the native language and instruction in the native language.

For this purpose, each of the Contracting Parties:

- shall provide the interested persons with the access to instruction in the native language and instruction of the native language in pre-schools, elementary schools and high schools, within the framework of educational systems of Poland and Ukraine, and shall attempt to improve quality of teaching of these subjects;
- shall provide relevant vocational training and skill improvement programs for teachers from the institutions teaching the national minority's native language or in the national minority's native language;
- shall offer the opportunity of employment to the teachers delegated to schools on the basis of Memorandum of Understanding accepted by the Contracting Parties.

**MEMORANDUM OF UNDERSTANDING
on Co-operation between the Minister of National Education of the Republic of Poland and the
Ministry of Education and Science of Ukraine
dated 2 July 2001**

Art. 1.

The Parties shall co-operate on the conditions of mutuality and equality before the law, with special care for the following issues:

- exchange of information on the systems of education, their development plans and directions of reforms;
- training of specialists in the areas being the subject of mutual interest;
- development and improvement of quality of teaching of the Polish language in Ukraine and of the Ukrainian language in the Republic of Poland;
- providing the national minorities – the Ukrainian national minority in the Republic of Poland and the Polish national minority in Ukraine – with the conditions for instruction of the native language and instruction in the native language on pre-school level, level of elementary and post-elementary school and at universities;

- supporting scientific co-operation between universities, in particular joint research in the field of history of the Polish-Ukrainian relations and Polish and Ukrainian language and literature;
- supporting organisation of joint scientific events, conferences, symposia and competition for youth;
- developing direct contacts and co-operation between the universities, elementary and post-elementary schools.

Art. 6.

The Parties shall provide the persons belonging to the Ukrainian national minority resident on the territory of the Republic of Poland and the persons belonging to the Polish national minority resident on the territory of Ukraine with the conditions for instruction in the native language and for instruction of the said native language as well as the minority's culture and history in pre-schools, elementary and post-elementary comprehensive schools, within the framework of systems of education of Poland and Ukraine, and shall favour the improvement of quality of teaching of these subjects.

The parties shall favour creating conditions for teaching of the native language at universities, and shall pay special attention to training of teachers of Polish language and Ukrainian language, to improving their qualifications and to perfecting the command of the national minority by teachers of other subjects lectures in this language.

Art. 7.

The Parties shall provide mutual assistance in the area of equipping schools and educational institutions with textbooks, methodical literature and aids in order to meet the educational needs of members of national minorities.

AGREEMENT

**between the Government of the Republic of Poland and the Government of Ukraine on the
Protection of Memorial Sites and Final Resting Places of Victims of Wars and Political
Repression
of 21 March 1994**

(Journal of Laws no. 112, item 545)

The Government of the Republic of Poland and the Government of Ukraine, hereinafter the Contracting Parties,

In accordance with the endeavours of their nations to commemorate, with due respect, the memorial sites and final resting places of the killed and murdered as a result of warfare or repression, both on the territories of Poland and Ukraine,

Considering the provisions of article 17 of the Treaty between the Republic of Poland and Ukraine on Neighbourliness, Friendly Relations and Co-operation signed in Warsaw on 18 May 1992,

Following the respective provisions of the Geneva Conventions on the Protection of War Victims of 12 August 1994 and Additional Protocols thereto,

In their endeavours to ensure free flow of information and full access to the source verified truth,

Acting to the benefit of friendly relations between both nations and their mutual understanding in the future,

have agreed as follows:

Article 1

1. The Contracting Parties shall follow the provisions of this agreement in the resolution of matters related to the identification, registration, arrangement, maintenance and due preservation of memorial sites and final resting places of victims of warfare or political repression as well as to the exhumation of remains of dead bodies and their repeated burial with due respect.

Article 2

In this Agreement the following expressions shall have the following meaning:

“memorial site” shall mean a places connected with struggle or martyrdom,

“arrangement of memorial sites and final resting places” shall mean fixing of their limits, raising of tombstones, monuments and commemorating burial places and displaying of commemorative plaques, “preservation of memorial sites and final resting places” shall mean protection of graves, tombstones, monuments, commemorating burial places and their maintenance in due order.

Article 3

1. The Contracting Parties shall exchange any information they have relating to the location of memorial sites and final resting places, their number and size and personal data of the killed and murdered as well as any other information relating to those persons, connected with the realisation of this agreement. On the basis of this information, Parties shall prepare official lists of memorial sites and final resting places.

2. In the case of identification of new memorial sites and final resting places, the Contracting Party on whose territory they are located, shall undertake immediate measures aimed at their protection. Such places, against mutual agreement of the Contracting Parties, shall be included in the official lists of the memorial sites and final resting places.

Article 4

1. Each Party, on the territory of its state, shall ensure the preservation of the memorial sites and final resting places of soldiers and civilians of the other Contracting Party, referred to in article 1 of this agreement, in accordance with the relevant provisions of the Geneva Conventions on the Protection on War Victims and Additional Protocols thereto.

2. Each Contracting Party, on the territory of its state, shall favour the undertakings of the other Contracting Party connected with the arrangement of memorial sites and final resting places and commemoration of the killed and murdered; it may involve the use of national and religious symbols. In specific cases, with the consent of the Contracting Parties, also other forms of commemoration of the killed and murdered may be used.

3. The Contracting Parties shall notify each other about any cases of vandalism at memorial sites and final resting places and shall undertake measures aimed at restoring of those places and preventing of similar acts in the future.

4. The Parties shall endeavour to remove from the areas on which memorial sites and final resting places are located and from the adjacent areas, of all objects in disaccord with the status of such places.

5. In the fulfilment of their undertakings referred to in this article, the Contracting Parties shall take account, if necessary, of national customs and religious traditions of other nations.

Article 10

1. Each Contracting Party shall, in accordance with the legislation of its State and the existing bilateral agreements, ensure citizens of the other Contracting Party free access to the memorial sites and final resting places of the compatriots.

2. The Contracting Parties shall favour the establishment and maintenance of museums and meeting places in the neighbourhood of the memorial sites and final resting places.